



AMÉRIQUE LATINE  
et les Caraïbes  
rapport régional

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Conception graphique : Maro Haas, Le Pré Saint-Gervais  
Graphiques : Visit-Graph, Boulogne-Billancourt  
Impression : Société Édition Provence, Nîmes  
Crédits photographiques : UNESCO/Yvonne TABBUSH

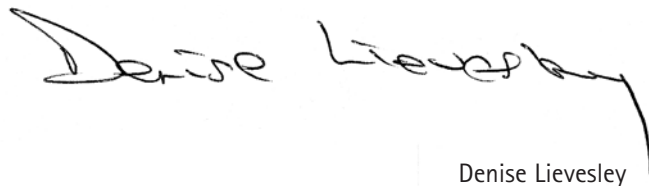
© ISU 2001

L'un des principaux moyens qui permettent d'atteindre les objectifs du *xxi<sup>e</sup>* siècle consiste à dispenser l'éducation pour tous en garantissant un système éducatif équitable, efficace et effectif. Les statistiques et les indicateurs statistiques, servant à contrôler les évolutions et à favoriser l'évaluation critique des politiques, jouent un rôle crucial dans ce processus en fournissant une information précieuse pour formuler des politiques pertinentes. À ce sujet, les gouvernements prêtent une grande attention aux analyses comparatives des politiques. La coopération au niveau international permet d'aider les pays à identifier des moyens pour élargir l'accès à l'éducation, améliorer la qualité de l'offre d'éducation et porter une attention accrue aux résultats de l'apprentissage. Un cadre comparatif peut également aider les pays à mieux gérer leurs propres processus d'apprentissage. Dans un certain nombre de pays, ces impératifs ont conduit à renouveler les efforts visant à renforcer la collecte et la présentation de statistiques et d'indicateurs de l'éducation.

L'un des principaux rôles de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) consiste à assister les États membres dans la collecte, l'analyse et la diffusion d'indicateurs comparables au niveau international afin d'enrichir les débats sur les politiques à suivre. À la suite de sa création, en 1999, l'ISU a mené des consultations d'une portée considérable avec des utilisateurs et des producteurs nationaux et internationaux de statistiques dans le domaine de l'éducation afin d'identifier les besoins en informations et de développer une stratégie permettant de les satisfaire.

Une partie de cette stratégie a consisté à mettre en place une nouvelle conception de l'outil de collecte des données, appelé *Enquête 2000*, dont l'objectif est de construire un ensemble d'indicateurs de l'éducation comparables entre les pays. Une série de douze ateliers régionaux organisés et dirigés par l'ISU ont permis de consulter des spécialistes de l'éducation, aussi bien des statisticiens que des décideurs politiques au sein des États membres, et de constituer une meilleure base de participation à cet effort global. Les ateliers étaient également destinés à sensibiliser aux méthodologies et aux outils de la collecte des données, telle la Classification internationale type de l'éducation (CITE), visant à fournir un cadre commun pour l'harmonisation des données nationales de l'éducation. Les ateliers ont été l'occasion d'organiser des débats régionaux sur des problèmes liés à la collecte et à la gestion des données, et d'explorer des solutions possibles.

Ce rapport constitue l'un des premiers résultats de ce grand effort. Les indicateurs présentés se basent sur des données fournies par les pays. En outre, les thèmes choisis sont le reflet de quelques-unes des priorités identifiées par les participants nationaux parmi les problèmes politiques soulevés par ces derniers. L'Institut de statistique de l'UNESCO voudrait profiter de cette occasion pour remercier les participants nationaux et leurs collègues pour la conduite de cette enquête, ainsi que le personnel des Divisions des statistiques et de la population des Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale pour l'apport de données supplémentaires essentielles.

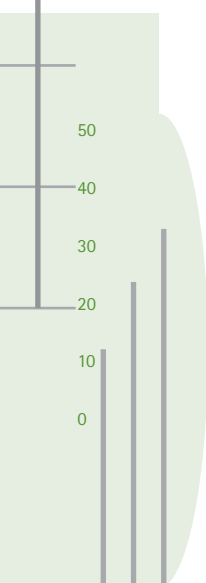


Denise Lievesley

Directrice, Institut de statistique de l'UNESCO

<b>Introduction</b>	<b>6</b>	<b>2 Accès et participation par niveau d'enseignement</b>	<b>36</b>
<b>Guide du lecteur</b>	<b>8</b>	2.1- L'éducation préprimaire (CITE 0) et les autres programmes d'éveil de la petite enfance (autres PEPE)	36
<b>1 Contexte régional</b>	<b>10</b>	2.2- Enseignement primaire (CITE 1)	39
Bilan économique, démographique et social de la région	10	2.3- Enseignement secondaire (CITE 2 et 3) et enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4)	44
Profils par pays	15	2.4- Enseignement supérieur (CITE 5 et 6)	48
		<b>3 Le corps enseignant</b>	<b>51</b>
		<b>4 Dépenses et financement de l'éducation</b>	<b>53</b>
		<b>Annexes</b>	<b>55</b>
		<b>Annexe 1</b>	56
		• Tableaux A1, A2, A3, A4	
		<b>Annexe 2</b>	65
		• Définition des indicateurs	
		<b>Annexe 3</b>	67
		• Glossaire	
		<b>Annexe 4</b>	70
		• CITE 97	
		<b>Remerciements</b>	<b>72</b>

# SOMMAIRE

Statistiques de  
l'éducation 2001

# Introduction

L'Enquête 2000 conduite par l'Institut de statistique de l'UNESCO constitue la première étape d'un processus à long terme d'amélioration de la qualité des données et de normalisation de leur collecte dans le domaine de l'éducation. Dans le cadre de cette enquête, on a constitué deux groupes dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le premier est composé des pays lusophones et hispanophones, tandis que le second rassemble les pays ayant l'anglais, le néerlandais ou le français pour langue officielle. Ainsi, les pays caraïbes que sont Cuba et la République dominicaine se rangent pour les besoins de cette étude dans le groupe de l'Amérique latine, tandis que le Belize, le Guyana et le Suriname, pays d'Amérique du Sud et centrale, sont rattachés par convention à celui des Caraïbes. Ni la Martinique, ni la Guadeloupe, liées constitutionnellement à la France, ni le territoire de Porto Rico, associé aux États-Unis d'Amérique, ne figurent dans la présente étude.

Dans ce rapport, le groupe de pays réuni sous la dénomination d'Amérique latine est composé de 19 républiques : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, El Salvador, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, l'Uruguay et le Venezuela.

Des experts en statistique de l'éducation de tous ces pays ont participé à deux ateliers régionaux organisés en juillet 2000 à Cuba et en mars 2001 au Panama. Ces ateliers ont été une occasion d'affiner la classification internationale des différents programmes éducatifs nationaux et de réviser les nouveaux questionnaires statistiques afin d'en garantir une interprétation correcte. Ils ont permis de débattre de la nécessité de disposer d'informations utiles en matière de choix politiques et partant, éventuellement, de recueillir d'autres données ou de calculer de nouveaux indicateurs. Les représentants nationaux ont également présenté des rapports sur les questions éducatives jugées hautement prioritaires dans leur pays.

À l'occasion de la tenue des ateliers régionaux sur l'Amérique latine et des activités de renforcement des capacités statistiques dans la région qui ont suivi, l'ISU a coopéré avec le Projet régional d'indicateurs de l'éducation du Sommet des Amériques (PRIE). Une étroite collaboration entre les deux organisations a considérablement enrichi la planification et l'exécution du programme de l'ISU dans la région.

Ce premier rapport de l'ISU sur l'Amérique latine aborde nombre des questions recensées au cours des séances de présentation et de débat des ateliers. Il présente l'information rassemblée lors de la première enquête éducative menée par l'ISU, au cours de l'été 2000, à partir des données de pays participant à l'atelier sur l'Amérique latine, ainsi que des données exploitables à des fins de comparaison fournies par d'autres pays.

Ce rapport est composé des quatre parties suivantes :

- ◆ La partie 1 présente les principaux aspects démographiques, économiques et sociaux de la région, y compris des informations sur une série d'indicateurs socio-économiques. Elle est complétée par des profils par pays qui présentent des données et indicateurs fondamentaux pour chaque pays.
- ◆ La partie 2 analyse l'accès et la participation des élèves et des étudiants à chaque niveau d'enseignement, des programmes d'éveil de la petite enfance à l'enseignement supérieur. On s'y penche également sur quelques autres thèmes relatifs aux politiques éducatives, qui ont été abordés par les participants au cours des ateliers régionaux.
- ◆ Les parties 3 et 4 présentent brièvement une série d'indicateurs relatifs au personnel enseignant et aux aspects économiques de l'éducation respectivement.

En annexe sont présentés des tableaux statistiques synthétiques qui contiennent des données et indicateurs utilisés dans cette publication. On y trouve également des définitions d'indicateurs, un glossaire des termes utilisés et une description plus détaillée de la Classification internationale type de l'éducation (CITE 97).

Bien que sa portée et son contenu soient limités, ce rapport est publié en sachant que les pays participant au projet régional de l'ISU en Amérique latine continueront, de pair avec l'ISU et le PRIE, leur travail de mise au point d'indicateurs et leurs analyses dans ce domaine. L'ISU espère que ces efforts aideront les États de la région à perfectionner leurs systèmes nationaux et à poursuivre des programmes éducatifs qui permettront aux élèves et étudiants de tous âges de développer au mieux leurs facultés.

# INTRODUCTION

50  
40  
30  
20  
10  
0Statistiques de  
l'éducation 2001

# Guide du lecteur

Les données sur les élèves, les enseignants et les dépenses de l'éducation qui sont présentées dans ce rapport sont pour la plupart issues des chiffres communiqués officiellement par les États en réponse aux questionnaires sur les statistiques de l'éducation soumis par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) pour les années scolaires et budgétaires débutant en 1998, sauf mention contraire. Elles sont complétées par des statistiques démographiques et économiques recueillies auprès d'autres organisations internationales, dont, notamment, les Divisions de la statistique et de la population des Nations Unies et la Banque mondiale.

Pour certains pays, les données relatives à l'éducation ont été recueillies par le biais d'enquêtes menées en collaboration avec d'autres organisations internationales. Les données relatives au Mexique proviennent des questionnaires de l'enquête ISU/OCDE/EUROSTAT (UOE) retournés par les États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les données relatives à l'Argentine, au Brésil, au Chili, au Paraguay, au Pérou et à l'Uruguay sont issues du projet d'Indicateurs de l'éducation dans le monde (WEI) financé par la Banque mondiale et conduit conjointement par l'ISU et l'OCDE. Les données sur les autres pays de la région proviennent des enquêtes annuelles de l'ISU sur l'éducation, dont la plus récente est l'*Enquête 2000*.

Si les trois enquêtes (UOE, WEI et *Enquête 2000*) visent à recueillir, pour l'essentiel, le même jeu de statistiques fondamentales sur l'éducation, elles n'en présentent pas moins quelques différences en matière de couverture. Par exemple, les questionnaires de l'UOE, pas plus que ceux du WEI, ne recueillent pas d'informations sur les élèves inscrits pour la première fois dans l'enseignement primaire et qui ont une expérience de programmes d'éveil de la petite enfance, sur les élèves de l'enseignement secondaire professionnel par domaine d'études, ni sur les enseignants qui sont formés (certifiés) pour enseigner selon les normes nationales. En outre, les questionnaires de l'enquête WEI ne fournissent pas de données sur les étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur par domaine d'études. En revanche, les enquêtes UOE et WEI recueillent davantage d'informations que l'*Enquête 2000* sur les conditions de travail des enseignants.

Les trois enquêtes (UOE, WEI et *Enquête 2000*) emploient les notions et les définitions de la version 1997 de la Classification internationale type de l'éducation (CITE 97).

La CITE 97 est un cadre de compilation et de présentation de statistiques et d'indicateurs sur l'éducation qui sont comparables au plan international. C'est un système polyvalent conçu pour analyser les politiques éducatives et pour éclairer les prises de décisions en matière d'éducation, quels que soient la structure du système éducatif et le niveau de développement économique du pays considéré. Il peut servir à élaborer des statistiques sur nombre de différents aspects de l'éducation, tels que les effectifs scolaires ou universitaires, les ressources humaines et financières investies dans l'éducation ou le niveau d'instruction d'une population donnée. Les concepts et définitions fondamentaux de la CITE 97 sont conçus pour être universellement valables et indépendants des circonstances particulières propres aux systèmes éducatifs des différents pays.

Les statistiques présentées dans ce rapport portent sur l'enseignement public et privé. Elles sont classées selon les niveaux d'enseignement définis dans la CITE 97.

En principe, l'éducation en matière de besoins spéciaux, qu'elle soit dispensée dans des établissements d'enseignement du régime général ou dans des centres spécialisés, est également prise en compte pour chaque niveau de la CITE 97. Les données relatives aux enseignants prennent en compte le personnel enseignant ayant des responsabilités pédagogiques, qu'il travaille à temps plein ou à temps partiel. Les membres du personnel travaillant dans les établissements scolaires mais n'ayant pas de fonction enseignante, comme les bibliothécaires, les conseillers d'orientation scolaire ou professionnelle, le personnel administratif ou encore les chefs d'établissement qui n'enseignent pas, ne sont généralement pas pris en compte dans ces chiffres.

Afin d'évaluer les tendances pour les années 90 et dans la mesure où les données se prêtent à des comparaisons, on présente également dans cette publication quelques indicateurs pour 1990. Pour ces données et d'une manière générale pour les séries chronologiques, il conviendra de se reporter à l'*Annuaire statistique 1999 de l'UNESCO*. Le lecteur aura soin de noter que le présent rapport peut contenir des données révisées qui diffèrent de celles qui sont présentées dans les précédentes publications, y compris dans l'*Annuaire statistique de l'UNESCO 1999*.

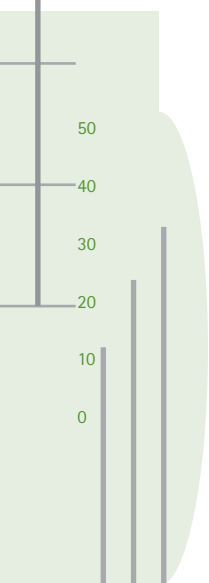
Dans les tableaux et graphiques présentés dans ce rapport (à moins qu'ils ne soient ordonnés selon la valeur de l'une des données ou de l'un des indicateurs), les pays sont classés par ordre alphabétique de leur nom en espagnol. Ainsi, le Chili figure après Cuba, et non avant comme l'imposerait la règle en français.

Étant donné que les chiffres et les pourcentages ont souvent été arrondis, les totaux et sous-totaux peuvent ne pas toujours correspondre exactement à la somme des éléments qui les composent.

### Symboles utilisés dans cette publication :

-	Chiffre nul
0 ou 0,0	Chiffre supérieur à 0 mais inférieur à la moitié de l'unité employée
...	Données non disponibles
.	Catégorie sans objet
**	Estimations de l'ISU
./.	Données comprises dans une autre rubrique



Statistiques de  
l'éducation 2001

# Bilan économique, démographique et social de la région

L'expression « Amérique latine » s'emploie généralement pour désigner le groupe de pays situés en Amérique continentale et dans les Caraïbes, et dont les habitants parlent l'espagnol (castillan) ou le portugais. Nous suivrons ici cette convention. La présente étude porte donc sur les 19 républiques suivantes : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, El Salvador, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, l'Uruguay et le Venezuela. Dans ces pays, à l'exception d'un seul, le Brésil, la langue officielle ou principale est l'espagnol. Les langues autochtones (indigènes) n'en demeurent pas moins importantes, notamment en milieu rural. Certaines des populations autochtones bien implantées ont été exclues de bon nombre de systèmes éducatifs jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Comme l'atteste la Déclaration de Cochabamba<sup>1</sup>, les ministres de l'éducation des pays d'Amérique latine considèrent comme une priorité que l'enseignement soit dispensé à la fois dans les langues officielles et autochtones.

Les pays de la région présentent une grande diversité du point de vue de leurs dimensions et structures d'âge, et ils diffèrent considérablement entre eux non seulement quant à leurs revenus moyens respectifs, mais également quant à la répartition des richesses au sein de leurs sociétés (voir le tableau A). Dans cette introduction, nous tâcherons de présenter une analyse succincte de l'évolution économique récente de la région, de faire brièvement le point sur l'état de développement humain et les inégalités, de faire apparaître les atouts et les problèmes relatifs à la situation démographique et de mettre en lumière quelques-unes des questions fondamentales relatives à la réforme de l'éducation auxquelles sont actuellement confrontés ces pays.

1. Déclaration de la VII<sup>e</sup> réunion du Comité régional intergouvernemental du Projet majeur dans le domaine de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes (PROMEDLAC VII), Cochabamba (Bolivie), mars 2001.

Tableau A - Indicateurs économiques et démographiques sélectionnés, 1998<sup>1</sup>

	PIB par habitant à prix courants (dollars des États-Unis)	Répartition de la consommation ou du revenu		Population (000)	Distribution de la population par groupe d'âge, 1998 et 2050					
		les 20 % plus bas	les 20 % plus hauts		1998			2050		
					0-14	15-59	60 +	0-14	15-59	60 +
Argentine	8 260	...	...	36 123	28	59	13	20	57	23
Bolivie	1 070	1,9 (1997)	62	7 957	40	54	6	22	62	16
Brésil	4 670	2,6 (1997)	63	165 851	30	63	7	20	57	24
Colombie	2 430	3,0 (1996)	61	40 803	33	60	7	20	58	22
Costa Rica	3 610	4,5 (1997)	52	3 841	33	59	7	20	58	22
Cuba	...	...	...	11 116	22	65	13	15	51	34
Chili	4 910	3,4 (1996)	62	14 824	29	61	10	20	57	24
Équateur	1 620	5,4 (1994)	50	12 175	35	58	7	20	58	22
El Salvador	1 990	3,7 (1997)	55	6 032	36	57	7	21	59	21
Guatemala	1 790	3,8 (1998)	61	10 801	44	51	5	23	63	14
Honduras	850	1,6 (1997)	62	6 147	43	52	5	22	62	16
Mexique	4 340	4,0 (1996)	57	95 831	34	59	7	19	56	24
Nicaragua	440	2,3 (1998)	64	4 807	44	52	5	22	62	16
Panama	3 380	3,6 (1997)	53	2 767	32	60	8	19	57	24
Paraguay	1 650	1,9 (1997)	62	5 222	40	54	5	22	62	16
Pérou	2 300	4,4 (1996)	51	24 797	34	59	7	20	58	22
République dominicaine	1 930	5,1 (1998)	53	8 232	34	60	7	21	58	21
Uruguay	6 750	5,4 (1989)	48	3 289	25	58	17	19	56	25
Venezuela	4 110	3,7 (1996)	53	23 242	35	59	6	20	58	21

Sources : Données économiques de la Banque mondiale.  
Données démographiques de la Division de la Population des Nations Unies et du PNUD.

1. 1998, exceptés pour celles spécifiquement indiquées.

### Le contexte économique

Si, au cours des années 60 et 70, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté en Amérique latine à un rythme de 2,5 et 3,5 % par an respectivement, les deux décennies suivantes ont été marquées par une crise économique généralisée. Le revenu réel par habitant s'est effondré dans les années 80 (qu'on appelle souvent dans la région « la décennie perdue »), pour n'amorcer une reprise relative qu'au cours de la période 1990-1999 avec un taux de croissance moyen légèrement supérieur à 1 % par an.

L'origine de ces deux décennies de croissance par habitant quasiment nulle remonte à l'essor économique des années 60 et 70, qui a incité les économies de la région à contracter une excessive dette en devises. Alors qu'ils avaient été, d'une manière générale, élevés dans les années 70, les prix des produits de base, dont dépendent pour une grande part ces économies (en particulier s'agissant des ressources agricoles et minières), se sont effondrés suite à la récession mondiale au cours de la décennie suivante, tandis qu'au même

moment les taux d'intérêt réels augmentaient aux États-Unis d'Amérique et en Europe occidentale, dont les gouvernements cherchaient à réduire l'inflation. Ces phénomènes conjugués eurent l'effet de gonfler le service de la dette tout en réduisant les rentrées nécessaires pour l'honorer. Seule la Colombie parvint à éviter la cessation de paiement et le rééchelonnement forcé de ses dettes extérieures, mais tous les États subirent de graves problèmes budgétaires. La réaction générale immédiate à ce dernier problème fut de recourir à la planche à billet, avec le corollaire de l'inflation, voire dans certains cas, notamment en Argentine et au Brésil, d'une hyper-inflation. Les salaires réels chutèrent partout, sauf en Colombie et au Chili.

Afin de vaincre l'inflation et d'encourager un retour à une situation de croissance durable, tous les pays, y compris Cuba, ont, à des degrés divers, libéralisé leur économie. Au cœur de ces réformes, dont la mise en œuvre avait dans certains cas été l'objet de graves controverses au plan national, sont un contrôle budgétaire et monétaire plus rigoureux, une plus grande ouverture vis-à-vis de

l'investissement étranger, l'adoption du principe de flexibilité dans les réglementations du marché du travail et la mise en œuvre de programmes de privatisation de grande ampleur. La plus grande intégration de ces économies dans le marché mondial a conduit à d'importantes transformations dans les systèmes de production et dans l'organisation du travail. Cela, conjugué aux très nombreux licenciements dans le secteur public dans le cadre de sa restructuration, a provoqué une chute sensible de la demande de travailleurs dans le secteur structuré, en particulier chez les personnes peu ou non qualifiées, ce qui a encore accentué l'importance du secteur non structuré, ou «informel». Du fait des difficultés pour mener à bien les réformes institutionnelles et des problèmes que celles-ci entraînent, de la vulnérabilité continue vis-à-vis des facteurs extérieurs, qu'a mis en lumière la crise économique mexicaine en 1994-95, de la dévaluation provoquée dans le reste de la région et de la récession que la crise financière asiatique a déclenchée en 1998-99, les résultats économiques de la région, de même que la croissance de l'emploi, sont globalement restés médiocres.

### *Le développement humain*

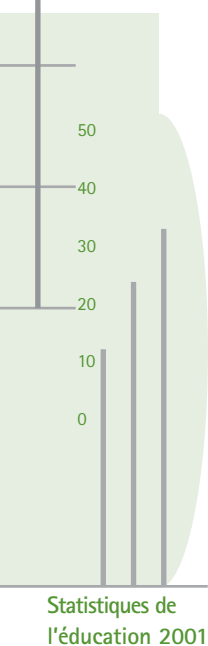
En dépit de mauvais résultats économiques globaux, tous ces pays, à la notable exception du Guatemala, sont parvenus à transformer revenu en développement humain. Il suffit pour s'en convaincre de comparer leurs positions respectives sur l'indicateur du développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui vise à mesurer les résultats moyens en matière de développement humain de base - qui prend en compte les critères d'espérance de vie, de niveau d'instruction et de revenu - à l'aide d'un indicateur composé unique, en classant les pays en fonction de leur PIB par habitant. Dix d'entre eux avaient progressé sur l'échelle du développement humain par rapport à leur position précédente, preuve qu'ils ont su évoluer plus favorablement en direction de leurs objectifs de développement humain que leurs homologues économiques (ou bien aussi favorablement pour deux d'entre eux : l'Équateur et le Nicaragua). Dans ce domaine, Cuba est en particulièrement bonne position puisqu'elle gagne 47 places par rapport au classement précédent. Il faut également remarquer que, bien que les Nations Unies ne classent aucun des pays de la

région dans la catégorie de société à revenu élevé, l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Mexique, le Panama, l'Uruguay et le Venezuela ont tous été rangés parmi les nations présentant un développement humain élevé.

Ces résultats auraient été bien meilleurs si les progrès dans le domaine de la santé, qui se sont poursuivis au cours des années 80 et 90, pourtant mouvementées, s'étaient accompagnés d'améliorations dans celui de l'éducation. Même quand les États ont maintenu leur engagement vis-à-vis de l'éducation et de la formation, et qu'ils se sont attachés à limiter l'ampleur des restrictions budgétaires, les mesures d'austérité ont souvent pesé négativement sur l'accès, la qualité ou encore l'équité en matière d'éducation. Inférieure à neuf ans, la durée moyenne de la période passée en milieu scolaire par les actuelles cohortes de jeunes en Amérique latine ne dépasse que d'une année et demie le chiffre d'il y a vingt ans. Cette moyenne masque de considérables disparités, qui sont déterminées par les revenus des parents et par le milieu où ils vivent, rural ou urbain. Elle est notablement en deçà des douze ans que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes juge être la durée minimale d'études nécessaire pour qu'une personne gagne un salaire qui lui permette de sortir de la pauvreté au cours de sa vie active. Sachant que, en prenant comme référence l'indicateur composé de la pauvreté humaine du PNUD - Indicateur de la pauvreté humaine ou IPH - qui mesure les carences moyennes dans les dimensions fondamentales du développement humain, on estime que la pauvreté touche plus de 5 % de la population de l'ensemble des pays de la région, à l'exception de l'Argentine, du Chili, du Costa Rica, de Cuba et de l'Uruguay, et plus de 20 % de la population en Bolivie, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua, cette stagnation a de quoi préoccuper.

### *Les inégalités en matière de revenus et d'accès à l'éducation*

À l'exception évidente de Cuba, on observe une répartition extrêmement inégale des revenus dans l'ensemble de la région. On y recense même quelques-uns des pays qui présentent le plus de disparités au monde dans ce domaine : le Brésil, la Colombie, le Guatemala et le Paraguay en étant les exemples les plus notables. Ces inégalités de revenus ont leur pendant dans les inégalités en matière d'accès à l'instruction et d'assiduité



scolaire et, le cas échéant, dans le profit susceptible d'être tiré de l'enseignement dispensé. Si les taux de scolarisation en primaire sont élevés dans la plupart des pays, les programmes d'éveil de la petite enfance, l'enseignement supérieur et, dans une moindre mesure, l'enseignement secondaire restent en revanche réservés de fait essentiellement aux catégories ayant des revenus élevés.

Comme le montrent les chiffres relatifs à la proportion des élèves qui terminent leur cycle d'études primaires, les populations rurales pauvres et les populations autochtones sont extrêmement défavorisées par rapport aux autres groupes. Cela s'explique par leur isolement géographique, par leur plus forte propension à faire participer leurs enfants aux activités rémunératrices familiales et par le manque d'écoles offrant un enseignement bilingue. En moyenne, deux enfants sur cinq en milieu rural (contre un sur six en zone urbaine) ne parviennent pas à terminer leurs études primaires ou bien les terminent avec deux ans de retard. En outre, en dépit de la considérable augmentation dans les années 90 de la proportion d'enfants achevant leur cycle d'études de six ans, il n'y a qu'au Chili, au Honduras et au Mexique que les disparités entre zones urbaines et rurales ont reculé.

Étant donné que l'éducation est un facteur fondamental de qualité de vie des personnes, ainsi que de productivité et d'aptitude à l'emploi, l'actuelle situation, qui veut que les possibilités qui s'offriront aux enfants dépendent si étroitement de la situation socio-économique de leurs parents, est fort susceptible de mener à un phénomène de transmission héritée de la pauvreté. En effet, la hausse relative des salaires des personnes les plus instruites et les plus qualifiées aura de fortes chances d'exacerber une répartition déjà extrêmement inégale en matière de revenus dans certains pays.

### *Démographie*

Bien que la situation diffère selon les pays, et donc que les répercussions sur les systèmes éducatifs soient différentes d'un pays à un autre, la population de la région dans son ensemble se développe à un rythme d'environ 1,5 % par an en moyenne. Ainsi, la population scolarisable sera stable en 2010, et le pourcentage de jeunes dans la population décroîtra au cours de la première

moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. Dans les pays les plus prospères de la région (Argentine, Chili et Uruguay), l'accroissement de la population de 60 ans et plus a pris un rythme comparable à celui des pays membres de l'OCDE. Étant donné qu'à ce stade du processus de transition le taux de dépendance des enfants chute rapidement alors que la proportion de personnes âgées demeure faible, il est très opportun de miser sur la qualité de l'instruction sans forcément devoir pour autant grever le budget de l'éducation.

Outre qu'elle constitue une occasion d'accroître les revenus, de stimuler l'épargne et l'investissement, et de dispenser une meilleure éducation à la prochaine génération, qui sera composée d'un plus petit nombre d'enfants, cette période de décélération de la croissance démographique pose cependant également un grand défi, car ces jeunes travailleurs, dont les effectifs se réduisent, sont appelés à subvenir demain aux besoins de leurs aînés, plus nombreux. Il faudra ainsi proposer des formules éducatives dans le sens le plus large du terme, qui ne se limitent pas à l'instruction de base, et créer rapidement des emplois qui soient en rapport avec les facultés de ces nouveaux venus sur le marché du travail.

### *La réforme de l'éducation*

Les pays de la région se sont engagés en faveur de la modernisation et de la réforme de leurs systèmes éducatifs. Si on a accompli un important travail au cours des années 90 de définition de politiques éducatives efficaces pour parer aux problèmes posés par les bouleversements économiques et par les questions d'équité sociale, de diversité culturelle et de démocratisation politique, le programme de travail de réforme éducative et de perfectionnement du système n'en reste pas moins chargé pour les années à venir. Le niveau de développement éducatif est fort inégal selon les pays de la région. Certains d'entre eux doivent encore réaliser l'objectif de scolarisation universelle en primaire et parvenir à un taux de rétention satisfaisant. Tous les pays, en tout cas, disposent d'une grande marge de possibilités pour améliorer l'accès aux niveaux d'enseignement secondaire et supérieur.

Dans la Déclaration de Cochabamba, adoptée par les ministres de l'éducation des pays de la région lors de la VII<sup>e</sup> réunion du Comité régional

intergouvernemental du Projet majeur dans le domaine de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes (PROMEDLAC VII), qui a eu lieu à Cochabamba (Bolivie) en mars 2001, on souligne la nécessité d'améliorer d'une manière générale la qualité et l'efficacité des systèmes éducatifs de la région. On a, parmi les priorités spécifiques qui y sont mises en avant, les suivantes :

- ◆ amélioration de la qualité des pratiques pédagogiques et création de cadres éducatifs adaptés aux élèves ;
- ◆ perfectionnement de la formation préparatoire (acquise avant l'entrée en exercice) et continue (en cours d'exercice) des enseignants, et amélioration de leurs conditions de travail, avec notamment des rémunérations (traitements ou salaires) suffisantes et davantage de possibilités de perfectionnement professionnel et d'évolution de carrière ;
- ◆ adoption de mesures sociales et économiques visant à vaincre l'exclusion des personnes pauvres privées d'un plein bénéfice à l'éducation ;
- ◆ reconnaissance et respect de la diversité culturelle, tout en veillant à ce que les différences individuelles, sociales ou ethniques ne se transforment pas en autant de facteurs contraires à l'égalité des chances ni en autres formes de discrimination. L'éducation étant un droit de l'homme fondamental, il incombe aux États de renforcer leurs systèmes d'enseignement public, garants d'une authentique démocratisation sociale ;
- ◆ plus grande autonomie des établissements scolaires en matière de gestion et de pédagogie, notamment grâce à l'attribution de

ressources économiques, humaines et matérielles suffisantes, en particulier au profit des écoles situées dans les zones où règne une pauvreté extrême ;

- ◆ conception de mécanismes flexibles visant à développer la participation de la société civile aux activités éducatives, à savoir entre autres la mise au point, l'exécution et l'évaluation d'activités de recherche sur l'incidence des politiques éducatives ;
- ◆ plus grande priorité accordée à l'enseignement secondaire dans les pays qui ont atteint l'objectif de plein accès à l'enseignement primaire, tout en garantissant en même temps des voies de transition efficaces de l'école vers le monde du travail et en encourageant des formes nouvelles et flexibles d'apprentissage pour les adolescents et les jeunes vivant en situation de pauvreté, en particulier pour ceux qui ont abandonné le système scolaire proprement dit (ou formel) sans avoir eu accès à une éducation de qualité ;
- ◆ renforcement des valeurs de l'éducation face aux problèmes croissants de violence juvénile à l'intérieur de l'école et en dehors, à la toxicomanie, aux grossesses et à la paternité précoces chez les adolescents et au peu de participation civique de la part des jeunes ;
- ◆ plus grande priorité accordée à l'éducation et à la protection de la petite enfance ;
- ◆ utilisation accrue des technologies de l'information et de la communication dans le domaine de l'éducation, notamment pour leur apport possible dans le téléenseignement et dans les nouveaux réseaux d'apprentissage.

Statistiques de  
l'éducation 2001

# Profils par pays

## Sources des données

**Superficie** : Base de données du site Internet des Nations Unies.

**Données démographiques** : Division de la population des Nations Unies, révision de 1998.

**PNB et PIB** : Banque mondiale, révision de 2001.

**Alphabétisme** : Institut de statistique de l'UNESCO, estimations et projections tirées de données compilées à partir de recensements de population nationaux et révisées en 2000.

**Autres données sur l'éducation** : Enquêtes annuelles sur l'éducation de l'Institut de statistique de l'UNESCO et de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

## Notes explicatives

Toutes les statistiques sont de l'année de référence, sauf mention contraire.

### Informations d'ordre général

Le terme *superficie* désigne l'étendue territoriale de chaque pays considéré, c'est-à-dire le nombre total de kilomètres carrés, exprimé en milliers.

La *population totale* et le *taux de croissance annuel moyen* renvoient respectivement au nombre total d'habitants de chaque pays pour l'année de référence, exprimé en milliers, et à la croissance naturelle annuelle moyenne de la population pour la période 1995-2000, exprimée en pourcentage.

Le *taux de mortalité infantile* est le nombre annuel moyen de décès d'enfants âgés de moins d'un an pour mille naissances vivantes au cours de la période 1995-2000.

Le *taux estimé d'alphabétisme* est défini comme le rapport entre le nombre d'adultes alphabètes et l'ensemble de la population adulte âgée de 15 ans ou plus, exprimé en pourcentage. Une personne est considérée comme étant alphabète si elle sait lire et écrire, en le comprenant, un texte simple en rapport avec sa vie quotidienne.

La *monnaie nationale* est la monnaie qui a cours dans le pays considéré au cours de l'année de référence.

Le *PNB par habitant* est le produit national brut d'un pays donné exprimé en dollars des États-Unis courants divisé par le nombre total des habitants de ce pays.

Les *dépenses publiques de l'éducation en pourcentage du PIB* sont le rapport entre l'ensemble des dépenses publiques consacrées à l'éducation par les différents niveaux d'administration dans un pays donné, c'est-à-dire par les pouvoirs centraux, régionaux et locaux, et le PIB. Ce chiffre est exprimé en pourcentage du produit intérieur brut.

Les *dépenses publiques de l'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales* sont le rapport entre l'ensemble des dépenses consacrées à l'éducation par les différents niveaux d'administration de l'État, c'est-à-dire par les pouvoirs centraux, régionaux et locaux, et l'ensemble des dépenses publiques de tous les secteurs confondus (dont la santé, l'éducation, les services sociaux, etc.), exprimé en pourcentage.

## Graphiques et tableaux

*Rapport, exprimé en pourcentage, entre le nombre d'élèves en âge d'être scolarisés dans les niveaux 1 et 2 de la CITE et l'ensemble de la population du même âge*

Ce graphique fait apparaître la proportion d'enfants en âge scolaire officiel, soit pour le niveau 1 de la CITE seulement (enseignement primaire), soit, quand on dispose de données suffisantes, pour les niveaux 1 et 2 de la CITE confondus (enseignement primaire et premier cycle du secondaire), et qui sont scolarisés, quel que soit le niveau d'études de l'établissement qu'ils fréquentent.

*Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation*

Le graphique à barres montre les taux bruts de scolarisation par sexe et par niveau d'enseignement de la CITE. Les taux globaux (garçons et filles confondus) sont indiqués par la courbe (voir l'Annexe 2 pour les définitions des indicateurs). Le tableau présente, pour chaque niveau de la CITE, des données brutes relatives aux effectifs d'élèves et d'enseignants, au pourcentage d'élèves de sexe féminin et d'enseignantes et, si on dispose de données y relatives, une ventilation par niveau d'enseignement soit des dépenses publiques totales (somme des dépenses ordinaires et des dépenses en capital), soit des dépenses publiques ordinaires dans l'éducation.

### Structure du système d'enseignement selon la CITE 97

Ce schéma présente des informations sur le système éducatif le plus courant actuellement en vigueur dans chaque pays. Les différents programmes d'éducation nationaux sont classés par niveau d'éducation (0, 1, 2, etc.) suivant le modèle de la CITE 97 et selon la finalité du programme considéré (A, B ou C). Voir les Annexes 3 et 4 pour une explication plus détaillée de la CITE 97 et le Glossaire pour les définitions de certains termes et expressions.

Les niveaux de la CITE sont présentés de manière succincte ci-dessous pour aider le lecteur à interpréter les données (sachant qu'on a conservé dans la mesure du possible les appellations nationales des programmes en espagnol et en portugais) :

CITE 0	éducation préprimaire
CITE 1	enseignement primaire (ou premier cycle de l'éducation de base)
CITE 2	premier cycle de l'enseignement secondaire (ou deuxième cycle de l'éducation de base)
CITE 3	deuxième cycle de l'enseignement secondaire
CITE 4	enseignement postsecondaire non supérieur
CITE 5	premier cycle de l'enseignement supérieur
CITE 6	deuxième cycle de l'enseignement supérieur (conduisant à un titre de chercheur hautement qualifié)

On a fait figurer une échelle des âges pour indiquer les âges théoriques de chaque programme et, dans la zone grisée, la fourchette d'âges de la scolarisation obligatoire dans chaque pays.

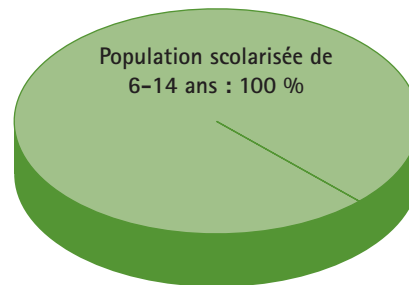
Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	2 780
Population totale (000) :	36 123
Taux de croissance annuel moyen (%) :	1,3
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	22
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	97
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	97
Monnaie nationale :	Peso
PNB par habitant (\$EU) :	8 020
Dépenses publiques de l'éducation en % - du PIB :	4,1
- des dépenses totales du gouvernement :	...

1998

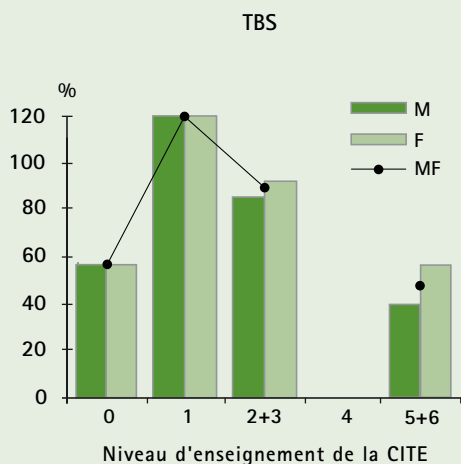
# Argentine

Population scolarisée de 6-14 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-14 ans



Population de 6-14 ans : 6 009 000

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



Niveau d'enseignement

		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	1 178 249	4 821 090	3 555 848	.	1 526 515
	F	586 247	2 374 279	1 820 549	.	891 946 <sup>1</sup>
	% F	50	49	51	.	...
Enseignants	MF	54 962	234 143	257 798	.	116 114
	F	52 748	208 616	177 930	.	61 271
	% F	96	89	69	.	53
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%) <sup>◇</sup>		7,3	35,1	33,2	.	21,2

1. Les données n'incluent pas le niveau 6.

◇ Dépenses non réparties : 3,3 %

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Preprimaria
- 1 Primaria
- 2A Secundaria 1er ciclo  
Educación general básica, 3er ciclo
- 3A Secundaria 2o ciclo  
Polimodal

- 5A Terciaria universitaria  
Licenciatura, Maestría
- 5B Terciaria no universitaria
- 6 Doctorado



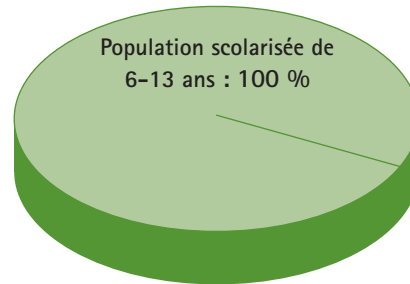
Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	1 099
Population totale (000) :	7 957
Taux de croissance annuel moyen (%) :	2,3
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	66
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	91
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	78
Monnaie nationale :	Boliviano
PNB par habitant (\$EU) :	952
Dépenses publiques de l'éducation en % - du PIB :	5,6
- des dépenses totales du gouvernement :	...

1998

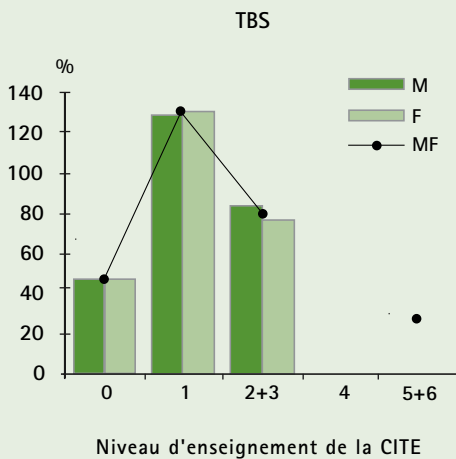
# Bolivie

Population scolarisée de 6-13 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-13 ans



Population de 6-13 ans : 1 597 000

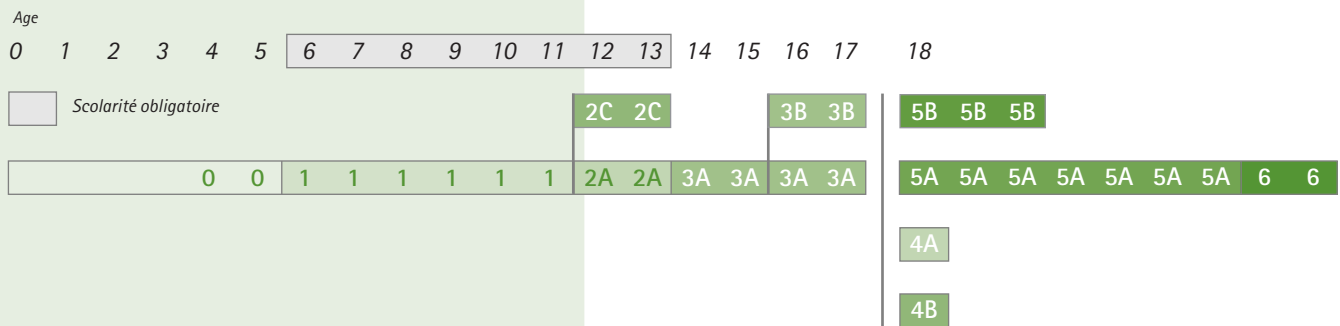
Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	207 789 <sup>1</sup>	1 444 879 <sup>1</sup>	823 432 <sup>1</sup>	...	199 260 <sup>2</sup>
	F	102 605 <sup>1</sup>	703 561 <sup>1</sup>	391 794 <sup>1</sup>	...	...
	% F	49	49	48	...	...
Enseignants	MF	4 951 <sup>1</sup>	72 679 <sup>3</sup>	24 545 <sup>4</sup>	...	11 420 <sup>2</sup>
	F	4 605 <sup>1</sup>	44 437 <sup>3</sup>	11 695 <sup>4</sup>	...	...
	% F	93	61	48	...	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		3,2	50,6 <sup>5</sup>	12,6 <sup>6</sup>	/. <sup>7</sup>	28,2

1. Données partielles.  
 2. Les données se réfèrent au niveau 5A uniquement.  
 3. Données partielles. Elles incluent le niveau 2 de l'enseignement général.  
 4. Données partielles. Les données se réfèrent au niveau 3 uniquement.  
 5. Les données se réfèrent aux niveaux 1 et 2.  
 6. Les données se réfèrent aux niveaux 3 et 4.  
 7. Les données du niveau 4 sont incluses dans le niveau 3.  
 Dépenses non réparties : 5,4 %

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Preescolar- Ciclo de preparación escolar
- 1 Primaria- Ciclo de primeros aprendizajes  
Primaria- Ciclo de aprendizajes esenciales
- 2A Primaria- Ciclo de aprendizajes aplicados
- 2C Aprendizaje de oficios
- 3A Secundaria- Ciclo de aprendizajes tecnológicos  
Secundaria- Ciclo de aprendizajes diferenciados (humanístico)
- 3B Secundaria- Ciclo de aprendizajes diferenciados (técnico)
- 4A Cursos preuniversitarios
- 4B Técnica no universitaria
- 5A Licenciatura  
Maestría
- 5B Técnica superior
- 6 Doctorado

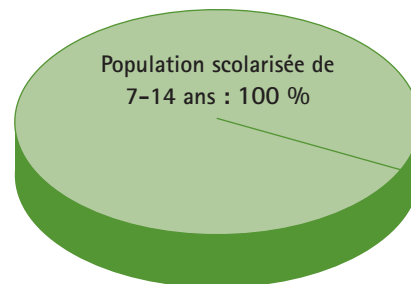
Informations générales

1998

# Brésil

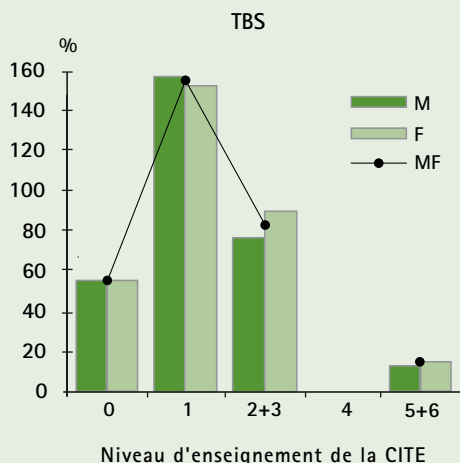
Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	8 547
Population totale (000) :	165 851
Taux de croissance annuel moyen (%) :	1,3
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	42
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	85
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	84
Monnaie nationale :	Real
PNB par habitant (\$EU) :	4 456
Dépenses publiques de l'éducation en %	
- du PIB :	4,5
- des dépenses totales du gouvernement :	12,0

Population scolarisée de 7-14 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 7-14 ans



Population de 7-14 ans : 27 238 000

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	5 299 212	31 237 481	14 404 835	.	2 203 599
	F	2 615 105	15 141 051	7 671 045	.	1 211 171
	% F	49	48	53	.	55
Enseignants	MF	265 719	941 401	750 855	.	165 122
	F	261 148	881 647	596 769	.	69 366
	% F	98	94	79	.	42
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		9,6	44,2	21,9	.	24,2

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- Preescolar- Guardería
- 0 Preescolar
- 1 Primaria
- 2A Secundaria primer ciclo
- 3A Secundaria segundo ciclo

- 5A Licenciatura corta / Programa técnico  
Licenciatura Plena / Bachalorado
- 5B Programas no universitarios
- 6 Doctorado / Maestría

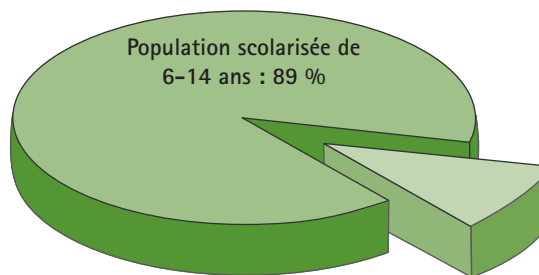
Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	1 139
Population totale (000) :	40 803
Taux de croissance annuel moyen (%) :	1,9
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	30
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	91
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	91
Monnaie nationale :	Peso
PNB par habitant (\$EU) :	2 442
Dépenses publiques de l'éducation en %	
- du PIB :	...
- des dépenses totales du gouvernement :	...

1998

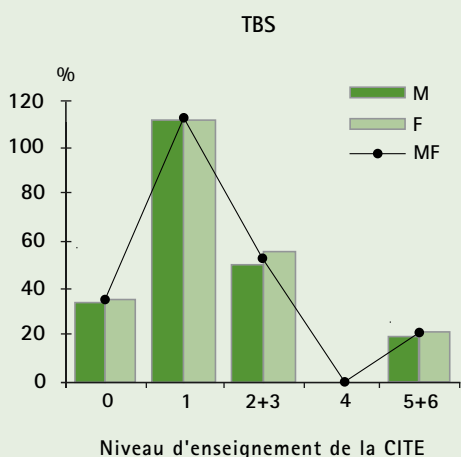
# Colombie

Population scolarisée de 6-14 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-14 ans



Population de 6-14 ans : 7 898 000

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation

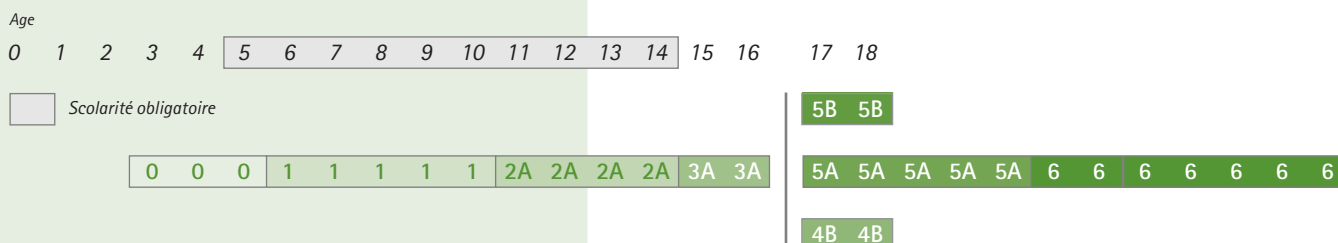


Niveau d'enseignement

		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	991 862	5 062 284	3 549 368	3 573	772 291 <sup>1</sup>
	F	492 126	2 482 820	1 840 193	...	406 645 <sup>1</sup>
	% F	50	49	52	...	53 <sup>1</sup>
Enseignants	MF	58 320	220 517	...	...	79 532 <sup>1</sup>
	F	...	...	...	...	23 636 <sup>1</sup>
	% F	...	...	...	...	30 <sup>1</sup>
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		...	...	...	...	...

1. Les données se réfèrent à l'année 1997.

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Educación preescolar
- 1 Educación básica primaria
- 2A Educación básica secundaria
- 3A Educación media
- 4B Educación postsecundaria (no superior) Formación docente

- 5A Educación postsecundaria (superior) Licenciatura
- 5B Educación postsecundaria (superior) Tecnólogo
- 6 Educación postgraduada Magister, Doctorado

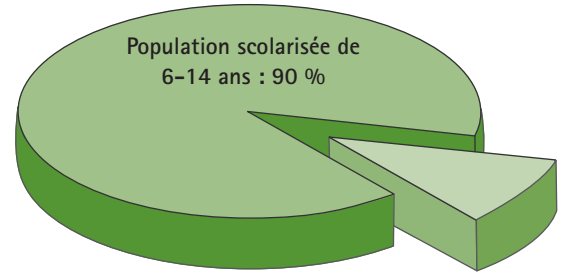
Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	51
Population totale (000) :	3 841
Taux de croissance annuel moyen (%) :	2,5
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	12
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	95
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	95
Monnaie nationale :	Colón
PNB par habitant (\$EU) :	3 645
Dépenses publiques de l'éducation en %	
- du PIB :	6,2
- des dépenses totales du gouvernement :	...

1999

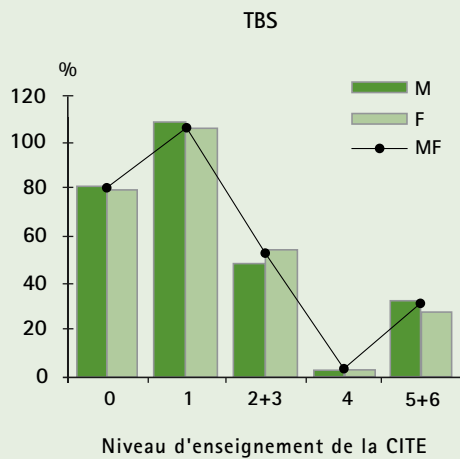
# Costa Rica

Population scolarisée de 6-14 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-14 ans



Population de 6-14 ans : 761 000

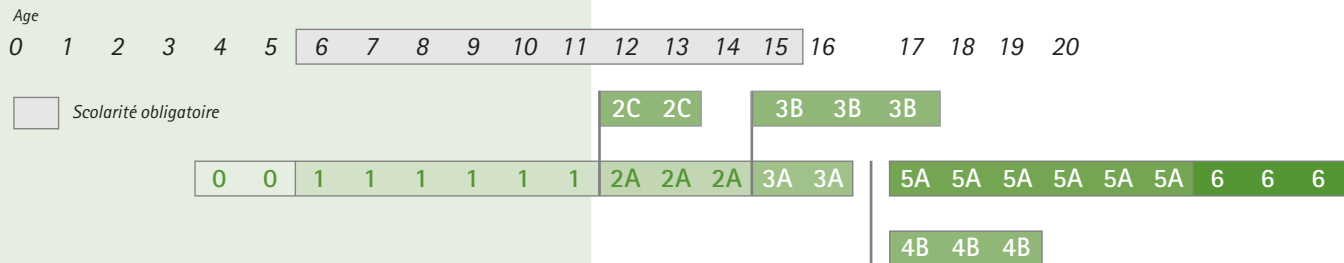
Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	69 579	552 280	212 945	8 239	58 761 <sup>1</sup>
	F	33 894	265 702	109 766	4 232	31 012 <sup>1</sup>
	% F	49	48	52	51	53
Enseignants	MF	3 604	20 232	11 836	...	...
	F	3 484	16 248	...	...	...
	% F	97	80	...	...	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		5,6	47,2	29,1	0,7	17,4

1. Données partielles.

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Préscolaire
- 1 I y II Ciclos primaria
- 2A III Ciclo académico y técnico
- 2C Educación para el trabajo
- 3A Educación diversificada académica
- 3B Educación diversificada técnica Técnico medio
- 4B Parauniversitaria
- 5A Universitaria Licenciatura
- 6 Universitaria Maestría y doctorado

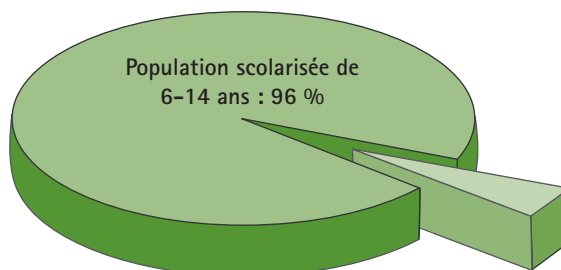
1998

# Cuba

## Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	111
Population totale (000) :	11 116
Taux de croissance annuel moyen (%) :	0,4
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	9
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	97
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	96
Monnaie nationale :	Peso
PNB par habitant (\$EU) :	...
Dépenses publiques de l'éducation en %	
- du PIB :	6,7
- des dépenses totales du gouvernement :	12,2

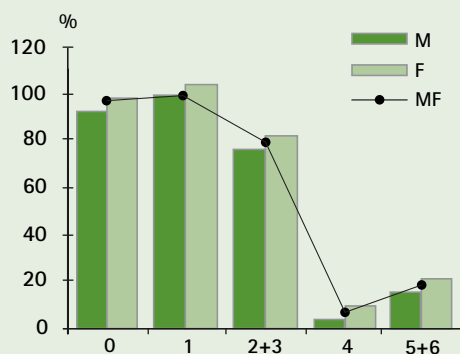
Population scolarisée de 6-14 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-14 ans



Population de 6-14 ans : 1 519 000

## Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation

TBS



Niveau d'enseignement de la CITE

Niveau d'enseignement

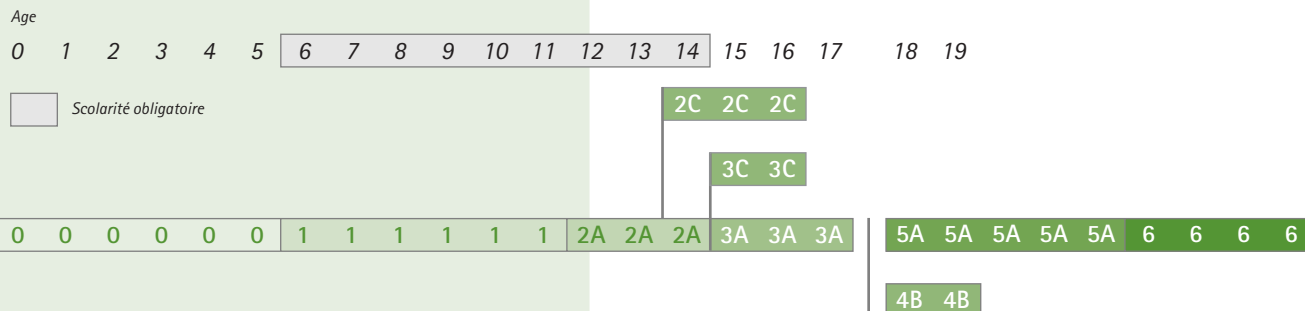
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	867 697	1 015 897	739 980	21 531	156 224
	F	434 394	494 060	372 462	14 715	70 183 <sup>1</sup>
	% F	50	49	50	68	...
Enseignants	MF	25 175	77 735	64 852 <sup>2</sup>	J. <sup>2</sup>	23 524
	F	25 175	61 114	39 208 <sup>2</sup>	J. <sup>2</sup>	11 105
	% F	100	79	60	...	47
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%) <sup>0</sup>		7,3	28,3	33,4 <sup>2</sup>	J. <sup>2</sup>	14,9

1. Les données n'incluent pas le niveau 6.

2. Les données du niveau 4 sont incluses dans les niveaux 2+3.

<sup>0</sup> Dépenses non réparties : 16 %

## Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Educación preescolar
- 1 Enseñanza primaria
- 2A Enseñanza secundaria básica
- 2C Escuelas de oficios
- 3A Enseñanza preuniversitaria y técnica y profesional
- 3C Técnica y profesional (obrero calificado)

- 4B Formación técnica y profesional (técnico medio)
- 5A Enseñanza superior
- 6 Master, Doctor en ciencia, Diplomado especialista 1<sup>er</sup> grado, Doctorado

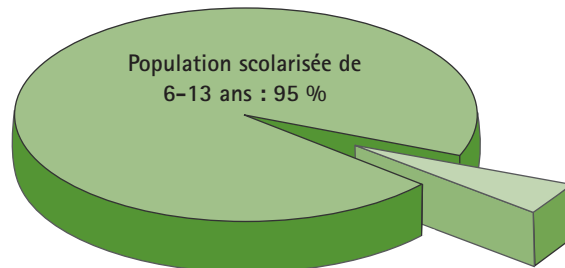
Informations générales

1998

# Chili

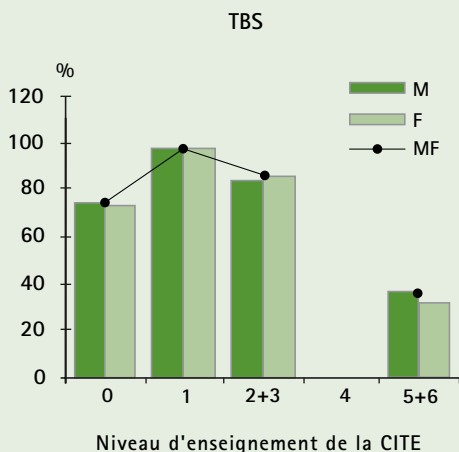
Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	757
Population totale (000) :	14 824
Taux de croissance annuel moyen (%) :	1,4
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	13
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	96
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	95
Monnaie nationale :	Peso
PNB par habitant (\$EU) :	5 295
Dépenses publiques de l'éducation en % - du PIB :	3,7
- des dépenses totales du gouvernement :	16,1

Population scolarisée de 6-13 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-13 ans



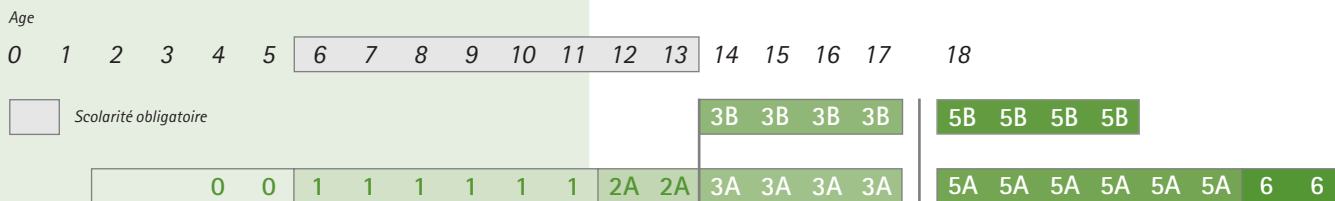
Population de 6-13 ans : 2 278 000

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	434 754	1 831 082	1 334 239	.	406 553
	F	212 576	884 058	661 563	.	187 332
	% F	49	48	50	.	46
Enseignants	MF	10 930	68 951	56 921	.	...
	F	10 718	51 096	33 920	.	...
	% F	98	74	60	.	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		8,6	41,5	33,3	.	16,5

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Educación Inicial
- 1 Preprimaria
- 2A Primaria - Educación básica
- 3A Secundaria primer ciclo- Educación básica
- 3B Secundaria segundo ciclo
- 3B Secundaria técnica
- 5A Superior - Bachelor Post-Diploma
- 5B Diploma técnico especializado
- 6 Maestría, Doctorado

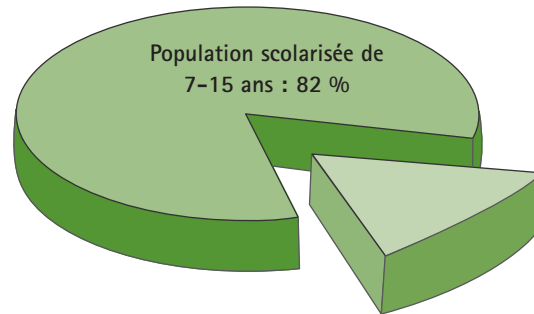
Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	21
Population totale (000) :	6 032
Taux de croissance annuel moyen (%) :	2,0
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	32
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	81
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	75
Monnaie nationale :	Colón Salvadoreño
PNB par habitant (\$EU) :	1 860
Dépenses publiques de l'éducation en %	
- du PIB :	2,3
- des dépenses totales du gouvernement :	...

1998

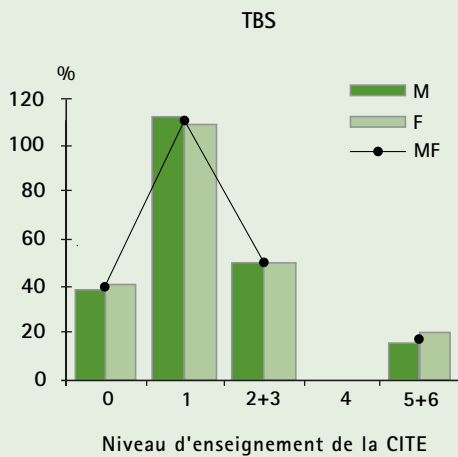
# El Salvador

Population scolarisée de 7-15 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 7-15 ans



Population de 7-15 ans : 1 233 000

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



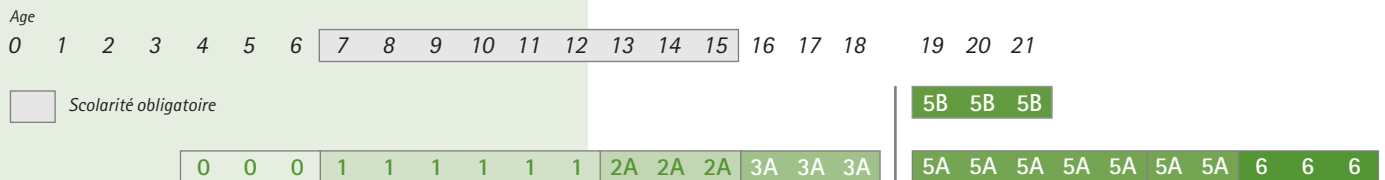
Niveau d'enseignement

		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	181 135	925 511	401 545	.	118 491
	F	90 939	448 396	197 337	.	65 299
	% F	50	48	49	.	55
Enseignants	MF	...	...	...	.	7 285
	F	...	...	...	.	2 341
	% F	...	...	...	.	32
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%) <sup>◇</sup>		8,1	65,7 <sup>1</sup>	7,1 <sup>2</sup>	.	7,5

1. Les données se réfèrent aux niveaux 1 et 2.  
2. Les données se réfèrent au niveau 3 uniquement.

<sup>◇</sup> Dépenses non réparties : 11,6 %

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Education parvularia
- 1 I y II ciclo de enseñanza básica
- 2A III ciclo de enseñanza básica
- 3A Bachillerato general  
Bachillerato técnico y vocacional

- 5A Enseñanza superior universitaria  
Doctor en medicina, Arquitecto, Ingeniero, Licenciado  
Postgrado: Grado de Master y Postgrado
- 5B Enseñanza superior  
Técnica no universitaria
- 6 Doctorado

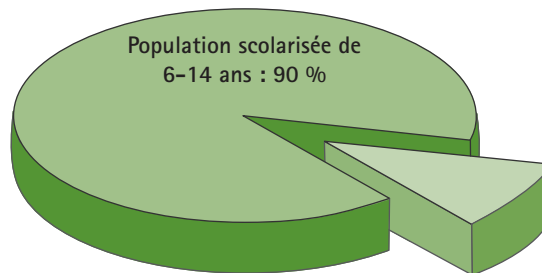
Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	284
Population totale (000) :	12 175
Taux de croissance annuel moyen (%) :	2,0
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	46
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	93
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	89
Monnaie nationale :	Sucre
PNB par habitant (\$EU) :	1 553
Dépenses publiques de l'éducation en %	
- du PIB :	...
- des dépenses totales du gouvernement :	...

1998

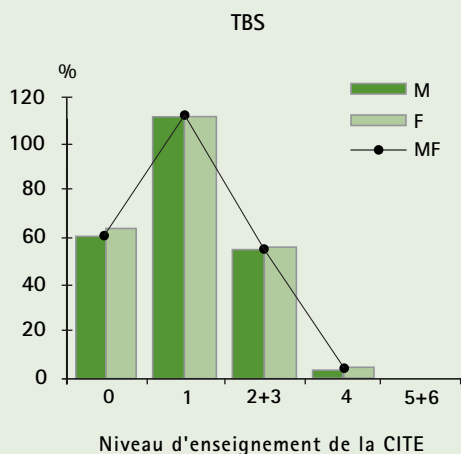
# Équateur

Population scolarisée de 6-14 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-14 ans



Population de 6-14 ans : 2 493 000

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



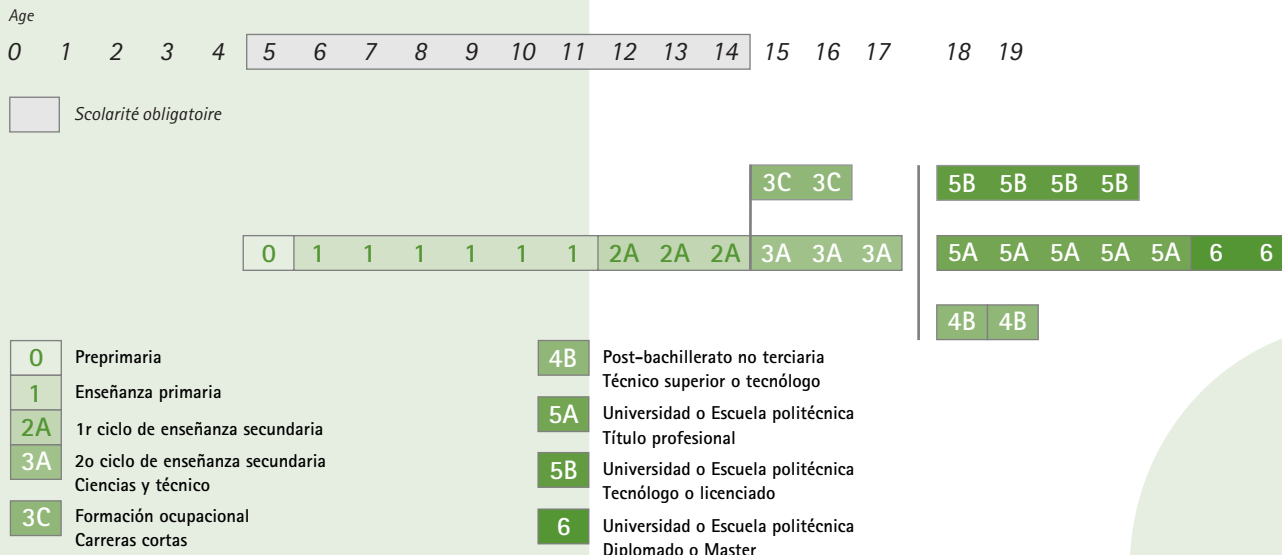
		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	181 147	1 899 466	903 569	26 030	...
	F	90 558	932 883	450 970	14 960	...
	% F	50	49	50	57	...
Enseignants	MF	10 152	70 618	53 937	1 593	...
	F	9 105	47 838	26 876	787	...
	% F	90	68	50	49	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		. <sup>1</sup>	43,4 <sup>1</sup>	41,4 <sup>2</sup>	. <sup>2</sup>	9,1

1. Les données du niveau 0 sont incluses dans le niveau 1.

2. Les données du niveau 4 sont incluses dans les niveaux 2+3.

Dépenses non réparties : 6,1 %

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97





Informations générales

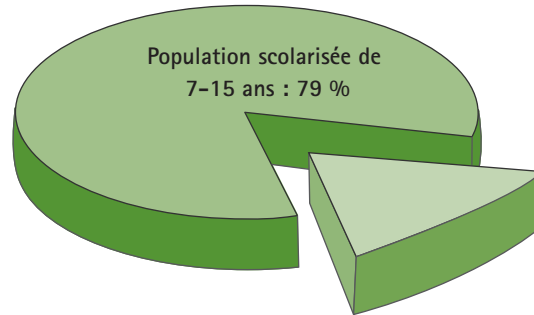
Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	109
Population totale (000) :	10 801
Taux de croissance annuel moyen (%) :	2,6
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	46
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	75
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	60
Monnaie nationale :	Quetzal
PNB par habitant (\$EU) :	1 517
Dépenses publiques de l'éducation en %	
- du PIB :	**1,8 <sup>1</sup>
- des dépenses totales du gouvernement :	**17,0 <sup>1</sup>

1. Les données se réfèrent à l'année 1999.

1998

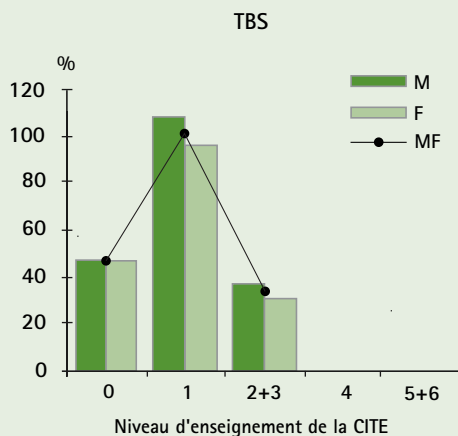
# Guatemala

Population scolarisée de 7-15 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 7-15 ans



Population de 7-15 ans : 2 591 000

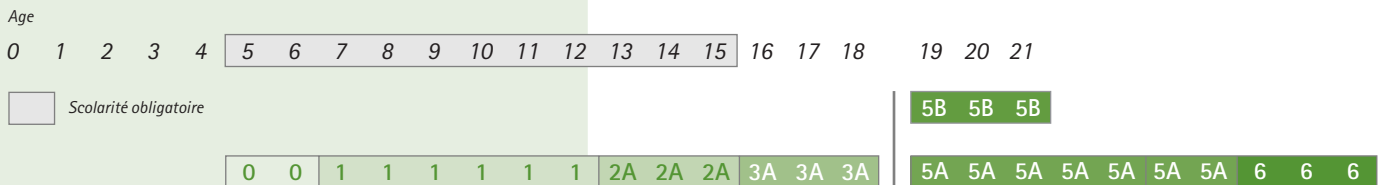
Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



Niveau d'enseignement

		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	308 240	1 825 088	434 912	.	...
	F	150 020	841 720	197 825	.	...
	% F	49	46	45	.	...
Enseignants	MF	11 813	47 816	32 831	.	...
	F	...	...	...	.	...
	% F	...	...	...	.	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		...	...	...	.	...

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Preprimaria
- 1 Primaria
- 2A Nivel medio, ciclo básico
- 3A Nivel medio, ciclo diversificado  
Bachillerato general, comercial, técnico y normal

- 5A Enseñanza superior  
Licenciatura, maestría
- 5B Universitaria intermedia  
Profesorado de enseñanza media, técnicos
- 6 Doctorado

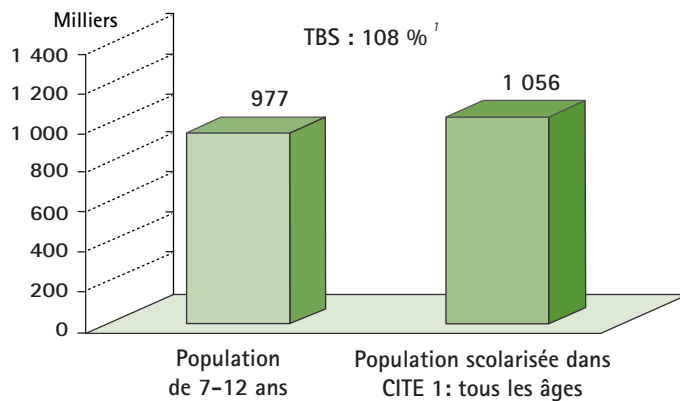
Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	112
Population totale (000) :	6 147
Taux de croissance annuel moyen (%) :	2,7
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	35
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	73
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	73
Monnaie nationale :	Lempira
PNB par habitant (\$EU) :	689
Dépenses publiques de l'éducation en % - du PIB :	**4,0
- des dépenses totales du gouvernement :	...

1998

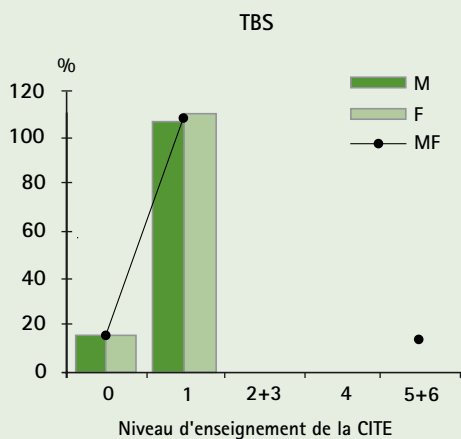
# Honduras

Population de 7-12 ans et taux brut de scolarisation (TBS) du niveau 1 de la CITE



1. Les données se réfèrent à l'année 1997.

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	86 064 <sup>1</sup>	1 054 964 <sup>1</sup>	...	.	77 768
	F	43 411 <sup>1</sup>	525 143 <sup>1</sup>	...	.	...
	% F	50 <sup>1</sup>	50 <sup>1</sup>	...	.	...
Enseignants	MF	...	31 838 <sup>1</sup>	...	.	5 464
	F	...	23 353 <sup>1</sup>	...	.	...
	% F	...	73 <sup>1</sup>	...	.	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		...	...	...	.	...

1. Les données se réfèrent à l'année 1997.

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Preprimaria
1	Primaria
2A	Secundaria primer ciclo
3A	Secundaria segundo ciclo
5A	Terciaria
6	Maestría, Doctorado

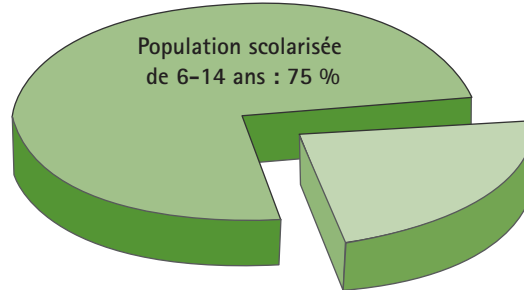
Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	1 958
Population totale (000) :	95 831
Taux de croissance annuel moyen (%) :	1,6
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	31
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	93
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	89
Monnaie nationale :	Nuevo Peso
PNB par habitant (\$EU) :	3 427
Dépenses publiques de l'éducation en %	
- du PIB :	4,2
- des dépenses totales du gouvernement :	...

1998

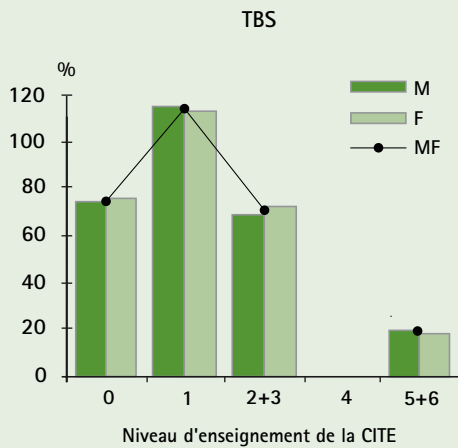
# Mexique

Population scolarisée de 6-14 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-14 ans



Population de 6-14 ans : 19 194 000

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



Niveau d'enseignement

		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	3 360 518	14 697 915	8 721 726	.	1 837 884
	F	1 667 047	7 148 812	4 356 352	.	887 653
	% F	50	49	50	.	48
Enseignants	MF	150 064	539 853	424 086	.	192 406
	F	...	...	...	.	...
	% F	...	...	...	.	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		7,6	35,4	36,8	.	20,2

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Preprimaria
1	Primaria
2A	Secundaria primer ciclo
3A	Secundaria segundo ciclo: orientación general y técnica
5A	Enseñanza superior
6	Maestría, Doctorado

Informations générales

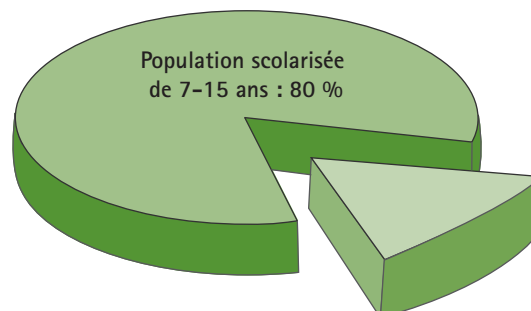
1999

# Nicaragua

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	130
Population totale (000) :	4 938
Taux de croissance annuel moyen (%) :	2,7
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	43
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	66
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	Córdoba
Monnaie nationale :	432
PNB par habitant (\$EU) :	
Dépenses publiques de l'éducation en % - du PIB :	**3,4 <sup>1</sup>
- des dépenses totales du gouvernement :	...

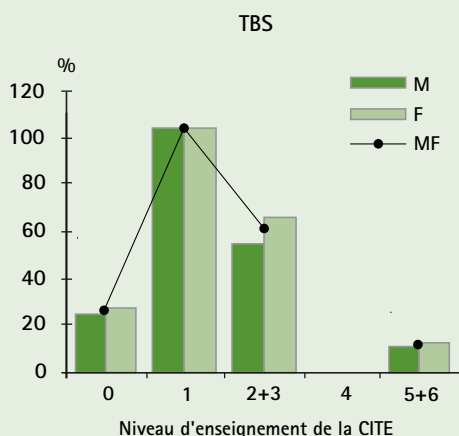
1. Les données incluent les dépenses ordinaires uniquement.

Population scolarisée de 7-15 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 7-15 ans



Population de 7-15 ans : 1 146 000

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation

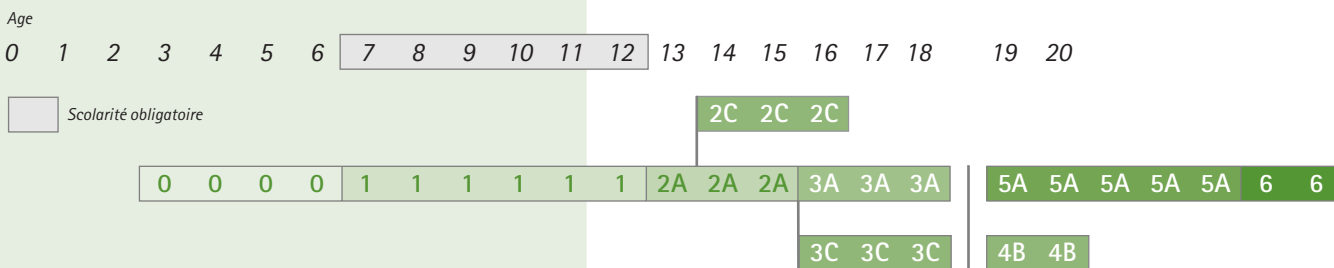


Niveau d'enseignement

		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	160 616	830 206	317 468 <sup>1</sup>	...	56 558 <sup>2</sup>
	F	80 553	410 811	170 702 <sup>1</sup>	...	29 757 <sup>2</sup>
	% F	50	49	...	...	...
Enseignants	MF	6 220	24 144	11 056 <sup>1</sup>	...	3 840 <sup>2</sup>
	F	6 039	20 098	5 770 <sup>1</sup>	...	1 432 <sup>2</sup>
	% F	97	83	...	...	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		...	...	...	...	...

1. Les données n'incluent ni l'enseignement technique du niveau 2 ni l'enseignement technique privé.  
2. Les données se réfèrent à l'année 1997.

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Preescolar
- 1 Primaria
- 2A Ciclo básico
- 2C Técnica básica
- 3A Preuniversitaria
- 3C Técnica media  
Maestro educación primaria o media

- 4B Postsecundaria  
Diploma técnico
- 5A Univesitaria  
Técnica superior, Licenciatura
- 6 Univesitaria  
Maestría

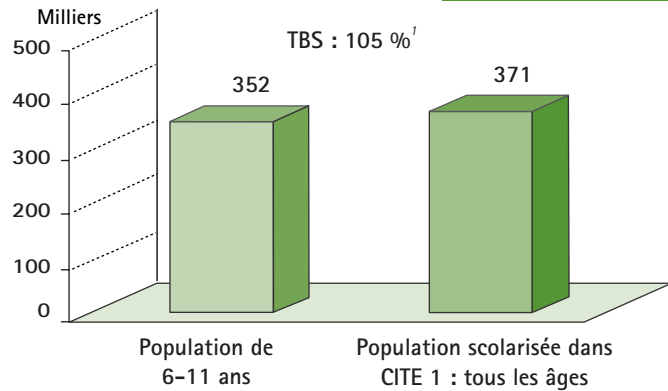
Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	76
Population totale (000) :	2 767
Taux de croissance annuel moyen (%) :	1,6
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	21
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	92
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	91
Monnaie nationale :	Balboa
PNB par habitant (\$EU) :	3 026
Dépenses publiques de l'éducation en % - du PIB :	5,0
- des dépenses totales du gouvernement :	16,3

1997

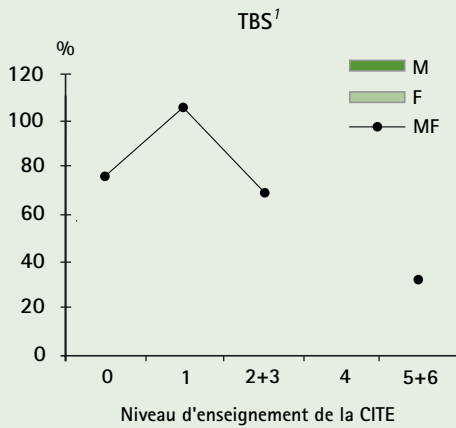
# Panama

Population de 6-11 ans et taux brut de scolarisation (TBS) du niveau 1 de la CITE



1. Les données se réfèrent à l'année 1996.

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



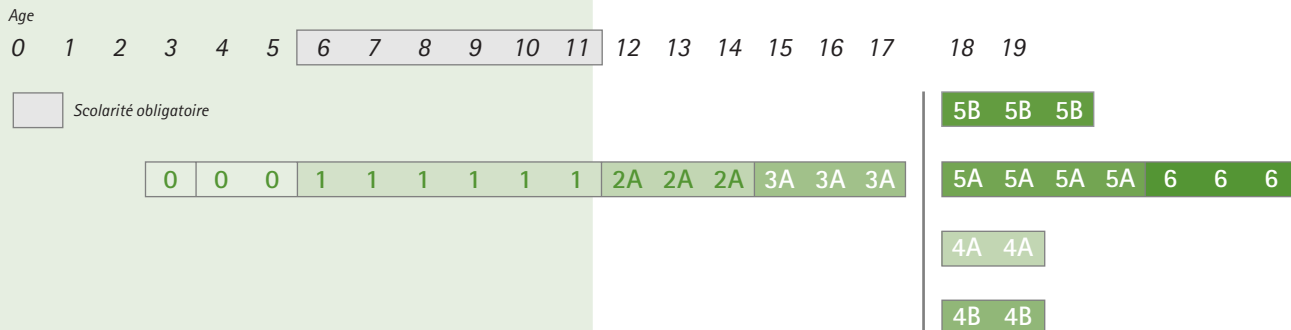
1. Les données se réfèrent à l'année 1996. Pour les données sur l'enseignement préprimaire, la structure de référence est d'une durée d'un an.

		Niveau d'enseignement <sup>1</sup>				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	46 245	371 250	221 022	...	80 980
	F	...	...	...	...	...
	% F	...	...	...	...	...
Enseignants	MF	...	...	12 239	...	4 979
	F	...	...	...	...	...
	% F	...	...	...	...	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%) <sup>t</sup>		/. <sup>2</sup>	31,1 <sup>2</sup>	19,8 <sup>3</sup>	/. <sup>3</sup>	26,1

<sup>t</sup>Dépenses non réparties : 23,1 %

1. Les données se réfèrent à l'année 1996. Pour les données sur l'enseignement préprimaire, la structure de référence est d'une durée d'un an.  
2. Les données du niveau 0 sont incluses dans le niveau 1.  
3. Les données du niveau 4 sont incluses dans les niveaux 2+3.

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Educación inicial
- 0 Preprimaria
- 1 Educación básica primaria
- 2A Educación básica premedia
- 3A 2o nivel de enseñanza media

- 4A 3r nivel de enseñanza superior no universitaria
- 4B 3r nivel de enseñanza (posmedia) informática, técnicos científicos
- 5A Univesitaria  
Licenciatura o calificación profesional
- 5B Universidad para estudios tecnológicos  
Certificado de técnico
- 6 Postgrado, Maestría, Doctorado

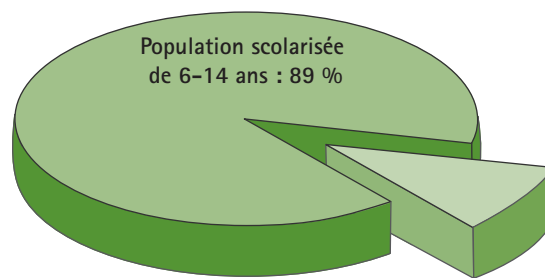
Informations générales

1998

# Paraguay

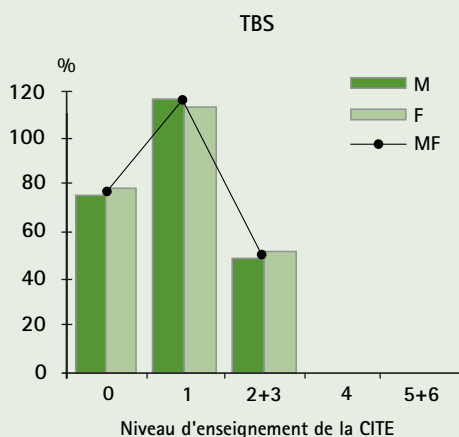
Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	407
Population totale (000) :	5 222
Taux de croissance annuel moyen (%) :	2,6
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	39
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	94
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	96
Monnaie nationale :	Guarani
PNB par habitant (\$EU) :	1 806
Dépenses publiques de l'éducation en % - du PIB :	4,5
- des dépenses totales du gouvernement :	20,2

Population scolarisée de 6-14 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-14 ans



Population de 6-14 ans : 1 210 000

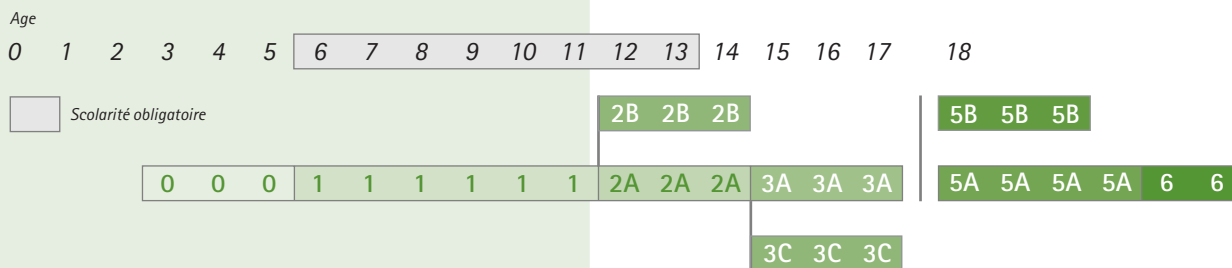
Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	112 694	958 734	367 567	.	13 921 <sup>2</sup>
	F	56 134	463 816	185 448	.	10 192 <sup>2</sup>
	% F	50	48	50	.	...
Enseignants	MF	4 188 <sup>1</sup>	24 526 <sup>1</sup>	21 052 <sup>1</sup>	.	1 135 <sup>2</sup>
	F	3 818 <sup>1</sup>	18 783 <sup>1</sup>	13 120 <sup>1</sup>	.	846 <sup>2</sup>
	% F	92	76	62	.	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%) <sup>3</sup>		./. <sup>3</sup>	49,2 <sup>3</sup>	28,8	.	21,5

1. Les données se réfèrent aux enseignants à plein temps seulement. <sup>2</sup> Dépenses non réparties : 0,5 %  
2. Les données se réfèrent au niveau 5B uniquement.  
3. Les données du niveau 0 sont incluses dans le niveau 1.

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Preprimaria
- 1 Primaria
- 2A Secundaria básica
- 2B Secundaria técnica básica
- 3A Bachillerato humanístico científico
- 3C Bachillerato técnico

- 5A Universitaria Licenciatura
- 5B Superior no universitaria
- 6 Postgrado Doctorado, Maestría

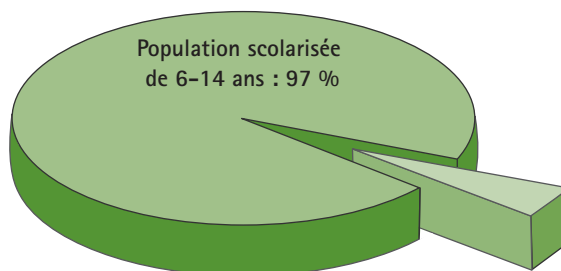
Informations générales

1998

# Pérou

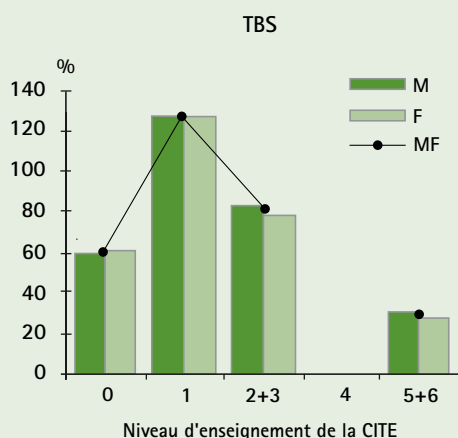
Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	1 285
Population totale (000) :	24 797
Taux de croissance annuel moyen (%) :	1,7
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	45
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	94
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	84
Monnaie nationale :	Sol
PNB par habitant (\$EU) :	2 293
Dépenses publiques de l'éducation en %	
- du PIB :	3,2
- des dépenses totales du gouvernement :	22,3

Population scolarisée de 6-14 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-14 ans



Population de 6-14 ans : 5 059 000

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation

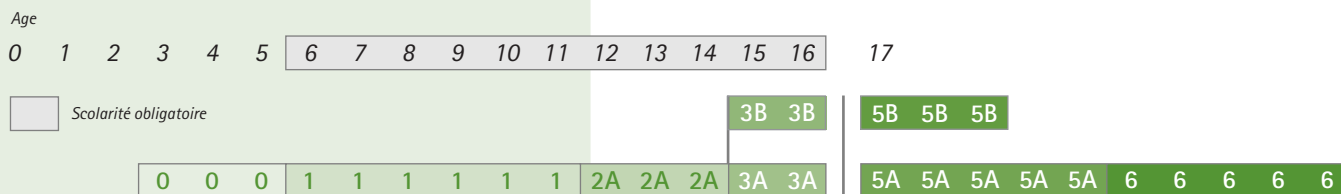


Niveau d'enseignement

		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	1 037 297	4 299 407	2 212 033	.	734 392
	F	516 039	2 101 702	1 059 300	.	185 508
	% F	50	49	48	.	25
Enseignants	MF	35 195	170 162	128 412	.	54 477
	F	33 914	101 492	52 573	.	7 543 <sup>1</sup>
	% F	96	60	41	.	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		9,8	40,3	29,6	.	20,3

1. Les données incluent le niveau 5B uniquement.

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Preprimaria
- 1 Primaria
- 2A Secundaria primer nivel
- 3A Secundaria segundo nivel
- 3B Secundaria segundo nivel técnico

- 5A Terciaria  
Licenciatura, Maestría
- 5B Terciaria no universitaria
- 6 Doctorado

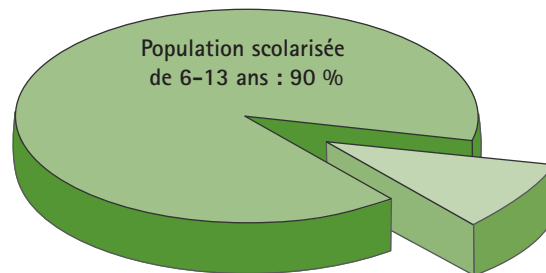
Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	49
Population totale (000) :	8 232
Taux de croissance annuel moyen (%) :	1,6
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	34
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	83
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	83
Monnaie nationale :	Peso
PNB par habitant (\$EU) :	1 701
Dépenses publiques de l'éducation en % - du PIB :	2,2 <sup>1</sup>
- des dépenses totales du gouvernement :	13,8

1. Les données se réfèrent à l'année 1997.

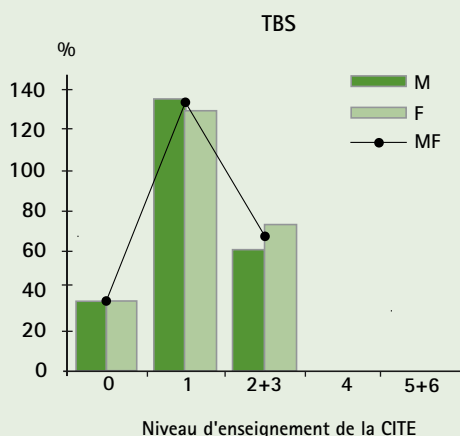
# République 1998 dominicaine

Population scolarisée de 6-13 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-13 ans



Population de 6-13 ans : 1 480 000

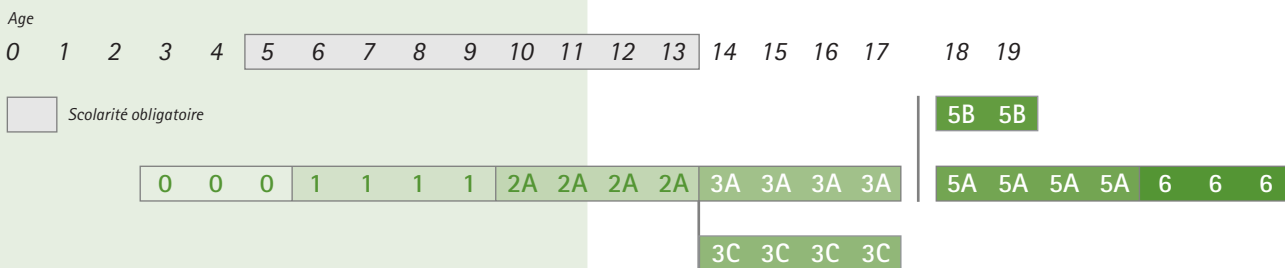
Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	195 346	1 003 092	927 232	.	...
	F	96 883	480 152	497 517	.	...
	% F	50	48	54	.	...
Enseignants	MF	8 209	42 184 <sup>1</sup>	13 687 <sup>2</sup>	.	...
	F	7 779	31 549 <sup>1</sup>	6 417 <sup>2</sup>	.	...
	% F	95	82	62	.	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		...	...	...	...	...

1. Les données incluent le niveau 2.  
2. Les données se réfèrent au niveau 3 uniquement.

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Preescolar
- 1 Educación básica: 1er ciclo
- 2A Segundo ciclo de educación básica
- 3A Educación media general
- 3C Educación media técnica profesional

- 5A Educación universitaria Licenciatura
- 5B Educación universitaria Tecnólogo o certificado superior
- 6 Maestría, Doctorado



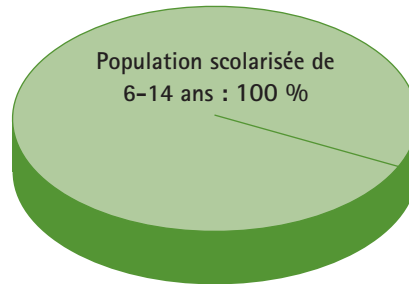
Informations générales

1998

# Uruguay

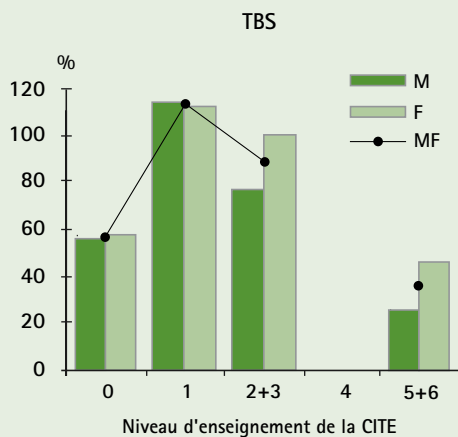
Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	175
Population totale (000) :	3 289
Taux de croissance annuel moyen (%) :	0,7
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	18
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	97
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	98
Monnaie nationale :	Peso
PNB par habitant (\$EU) :	
Dépenses publiques de l'éducation en % - du PIB :	6 349
- des dépenses totales du gouvernement :	2,5 12,2

Population scolarisée de 6-14 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-14 ans



Population de 6-14 ans : 479 000

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	94 791	365 297	275 090	.	94 219
	F	46 724	177 654	154 178	.	60 310
	% F	49	49	56	.	64
Enseignants	MF	3 061	17 724	15 887	.	12 748
	F	**3 000	**16 306	...	.	...
	% F	98	92	...	.	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%) <sup>c</sup>		8,8	33,1	36,4	.	21,7

<sup>c</sup>Dépenses non réparties : 0,1 %

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- 0 Educación inicial
- 1 Primaria
- 2A Ciclo Básico
- 3A Bachillerato diversificado
- 3B Bachillerato técnico
- 5A Licenciatura, Ingeniero, Arquitecto, Doctor en medicina
- 5B Formación de docentes, Técnicos
- 6 Doctorado

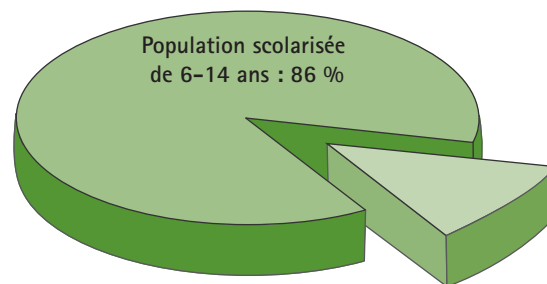
Informations générales

Superficie en km <sup>2</sup> (000) :	912
Population totale (000) :	23 706
Taux de croissance annuel moyen (%) :	2,0
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) :	21
Taux estimé d'alphabétisme M (%) :	93
Taux estimé d'alphabétisme F (%) :	91
Monnaie nationale :	Bolívar
PNB par habitant (\$EU) :	3 166
Dépenses publiques de l'éducation en % - du PIB :	...
- des dépenses totales du gouvernement :	...

1999

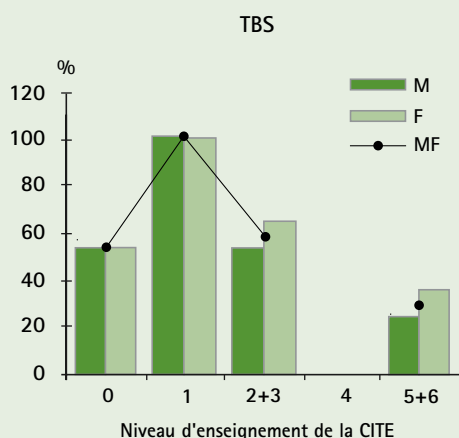
# Venezuela

Population scolarisée de 6-14 ans (âge officiel de CITE 1 et 2)  
en pourcentage de la population de 6-14 ans



Population de 6-14 ans : 4 636 000

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques de l'éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	800 885	3 328 067	1 522 225	.	668 109
	F	395 630	1 614 921	813 137	.	391 644
	% F	49	49	53	.	59
Enseignants	MF	...	...	...	.	...
	F	...	...	...	.	...
	% F	...	...	...	.	...
Répartition des dépenses publiques de l'éducation (%)		...	...	...	.	...

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



- Programas no convencionales
- 0 Preprimaria
- 1 Básica primera y segunda etapa
- 2A Básica tercera etapa
- 3A Media, Media profesional

- 5A Licenciatura, Medicina, Ingeniería
- 5B Técnico superior
- 6 Maestría, Doctorado, Especialización

# Accès et participation par niveau d'enseignement

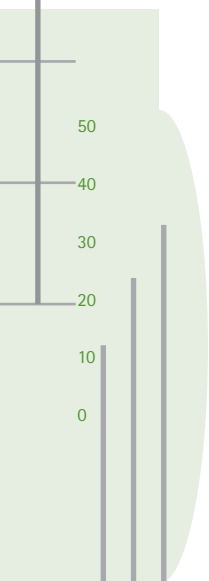
## 2.1 L'éducation préprimaire (CITE 0) et les autres programmes d'éveil de la petite enfance (autres PEPE)

L'éducation préprimaire (CITE 0) constitue, de pair avec les autres programmes d'éveil de la petite enfance, la première étape d'un long parcours éducatif et le premier contact avec le système d'éducation proprement dit, ou formel. Les représentants nationaux qui ont assisté aux ateliers régionaux organisés par l'ISU en 2000 et 2001 ont mis l'accent sur la nécessité d'accroître en priorité la participation des enfants à l'éducation préprimaire. La protection et l'éveil de la petite enfance, ainsi que l'accès à l'éducation préprimaire, sont essentiels pour préparer les enfants à l'éducation de base et pour les insérer dans le processus de socialisation. Des taux élevés d'inscription en préprimaire conduisent généralement à des taux plus élevés de scolarisation en primaire et donnent la possibilité d'appliquer des programmes mixtes visant à favoriser le bien-être, la santé et l'alimentation des enfants. Si l'éducation préprimaire est généralement bien développée en Amérique latine, les participants à l'atelier n'en ont pas moins souligné la nécessité d'en élargir la couverture et l'accès dans les zones défavorisées, ainsi qu'auprès des populations autochtones.

### L'éducation préprimaire (CITE 0)

#### *Grande diversité des programmes préprimaires et participation inégale à ces programmes*

Il existe une grande variété en matière de durée des programmes éducatifs préprimaires proprement scolaires, ou formels, en Amérique latine. Ils vont de six ans à Cuba (enfants de 0 à 5 ans) à une



Statistiques de  
l'éducation 2001

seule année au Costa Rica, en Équateur, au Nicaragua et au Paraguay (annexe 1, tableau A1). Il convient d'être prudent à l'heure d'établir des comparaisons intrarégionales. En général, les pays où la durée de l'éducation préprimaire est courte ont plutôt des taux de scolarisation plus élevés. En effet, les enfants ont plus de chances d'être inscrits dans un établissement préprimaire l'année précédant leur entrée à l'école primaire. Pour avoir un aperçu permettant une comparaison plus aisée de la scolarisation préprimaire dans les divers pays, on pourra se reporter aux taux nets de scolarisation pour la dernière année d'éducation préprimaire seulement (TNS PPD), susceptibles d'être plus parlants (tableau 2.1). En moyenne dans la région, deux tiers des enfants sont

scolarisés dans le système préprimaire l'année précédant celle où ils ont l'âge officiel d'admission dans le système d'éducation primaire. Ce taux est supérieur à 75 % en Argentine, à Cuba, au Mexique et au Pérou, mais reste inférieur à 50 % en El Salvador, au Guatemala et au Nicaragua. Le cas de ce dernier pays mérite toutefois une remarque particulière : le TNS PPD très modeste (12 %) s'explique par le fait qu'une majorité d'enfants de 6 ans y est déjà scolarisée en primaire, bien que l'âge officiel d'admission dans ce niveau soit de 7 ans. Ainsi, le faible TNS PPD au Nicaragua indique en réalité que l'entrée en primaire y est précoce.

#### *Augmentation de la scolarisation préprimaire dans les années 90*

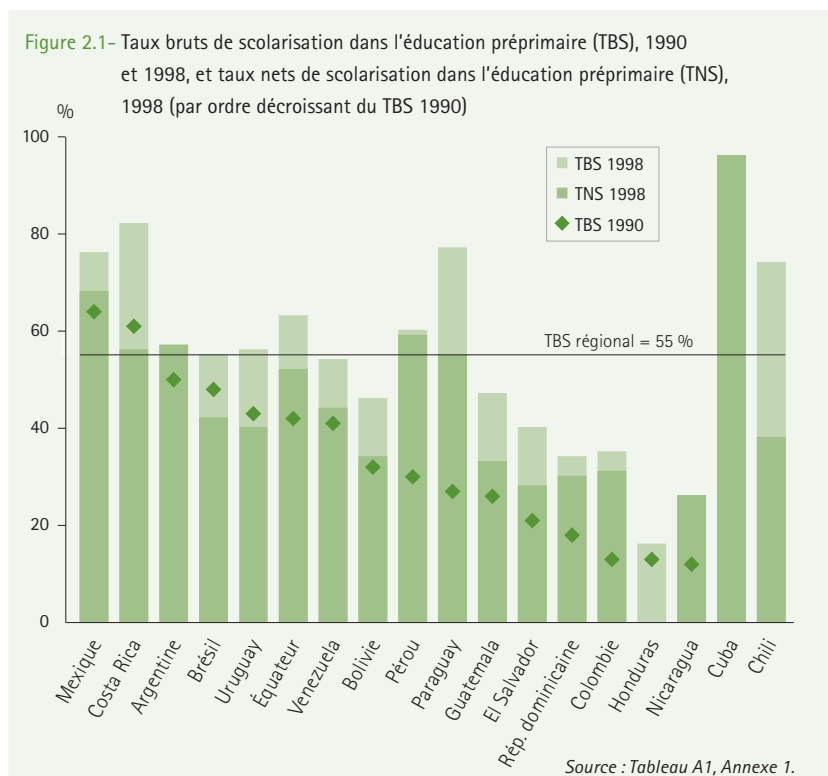
On estime qu'en 1998 il y avait 15,5 millions d'enfants scolarisés en préprimaire, ou en CITE 0, en Amérique latine. La proportion d'enfants de groupes d'âge correspondant à la CITE 0, qui étaient scolarisés dans un établissement d'éducation préprimaire a augmenté au cours des années 90. Le taux brut de scolarisation dans la région est passé de 44 % en 1990 à 55 % en 1998.

**Tableau 2.1** – Taux nets de scolarisation dans l'éducation préprimaire (TNS PP) et taux nets de scolarisation pour la dernière année de l'éducation préprimaire (TNS PPD)

Pays	Éducation préprimaire		Dernière année de l'éducation préprimaire	
	Groupe d'âge (années)	TNS PP (%)	Age (années)	TNS PPD (%)
Argentine	3-5	57	5	100
Bolivie	4-5	34	6	52
Brésil	4-6	42	6	58
Colombie	3-5	31	5	53
Costa Rica	5-5	56	5	56
Cuba	0-5	96	5	90
Chili	4-5	38	5	55
Équateur	5-5	52	5	52
El Salvador	4-6	28	6	46
Guatemala	5-6	33	6	35
Mexique	4-5	68	5	81
Nicaragua	6-6	26	6	12
Paraguay	5-5	55	5	55
Pérou	3-5	59	5	77
Rép. dominicaine	3-5	30	5	56
Uruguay	3-5	40	5	71
Venezuela	3-5	44	5	63

Source : Tableau A1, Annexe 1.

La Colombie, le Nicaragua, le Paraguay et le Pérou se détachent du lot, puisque leurs taux bruts de scolarisation pour 1998 ont doublé par rapport à 1990 (figure 2.1). Les importantes transformations opérées dans les systèmes éducatifs du Chili et de Cuba font qu'il est difficile de comparer les données de 1990 et de 1998. Le Chili avait un taux brut de scolarisation de 74 % en 1998. À Cuba, le développement des programmes d'éveil de la petite enfance s'est traduit par un accès presque universel à ce niveau d'éducation (TBS de 96 %). Les taux bruts de scolarisation de l'Argentine, du Brésil, du Honduras et du Mexique font apparaître des progressions plus modestes en chiffres relatifs. C'est dans le cas du Honduras que ce phénomène est le plus marqué. Le taux brut de scolarisation dans l'éducation préprimaire, déjà modeste en 1990 avec 13 %, n'y est passé qu'à 16 % en 1997. Au Nicaragua, malgré une poussée au cours des années 90, il reste encore inférieur à 30 %, mais cela s'explique en partie par le fait que plus de la moitié des enfants de 6 ans sont déjà scolarisés dans l'enseignement primaire. Outre le Honduras et le Nicaragua, cinq pays ont des taux bruts de scolarisation inférieurs à 50 % : la Bolivie, la Colombie, El Salvador, le Guatemala et la République dominicaine.



Dans sept pays sur les quatorze pour lesquels on dispose de données par âge, plus de la moitié des enfants appartenant à la tranche d'âge préscolaire officielle sont scolarisés dans l'éducation préprimaire (annexe 1, tableau A1). Étant donné que les programmes de ce niveau d'éducation sont réglementés moins strictement que d'autres, la présence d'enfants trop jeunes ou trop âgés y est courante, et elle se reflète dans la différence entre les taux de scolarisation brut et net (figure 2.1). Dans le cas du Paraguay, où la durée officielle de l'éducation préprimaire est d'un an et l'âge d'admission en préprimaire de 5 ans, les enfants âgés de 4 ans ou plus jeunes constituent 17 % de l'ensemble des effectifs, ce qui laisse penser que les chiffres enregistrent peut-être des données sur d'autres programmes d'éveil de la petite enfance. Au Chili, 34 % des enfants inscrits dans l'éducation préprimaire ont 6 ans, soit l'âge officiel d'admission en primaire, ce qui indique que l'entrée dans le primaire s'y effectue avec un net retard.

Par ailleurs, le Brésil a le pourcentage le plus élevé d'élèves fréquentant des établissements privés (74 %). Il est suivi du Chili, de la Colombie et de la République dominicaine (45 %). Les pourcentages dans tous les autres pays sont inférieurs à 40 %.

D'une manière générale, il est souvent difficile d'obtenir une information complète sur l'ensemble des programmes proposés dans le secteur privé, en particulier sur les autres programmes d'éveil de la petite enfance (PEPE). Ces chiffres doivent donc s'interpréter avec discernement. Il est intéressant de noter que les trois pays qui affichent les taux de scolarisation préprimaire les plus élevés (Costa Rica, Cuba et Mexique) sont également ceux où l'enseignement privé est peu courant ou inexistant. Cependant, au vu des chiffres des autres pays, il ne semble pas y avoir de corrélation directe entre l'importance relative de l'enseignement privé et la proportion d'enfants inscrits en préprimaire.

### Autres programmes d'éveil de la petite enfance (autres PEPE)

L'amélioration de l'accès aux autres programmes d'éveil de la petite enfance (PEPE) est définie comme une priorité inscrite dans le programme de travail de nombreux pays de la région. Il est difficile d'enquêter statistiquement sur les autres programmes d'éveil de la petite enfance (PEPE) car ils sont souvent extrascolaires, ou « informels », et gérés par des organismes privés. Seuls quatre pays (Costa Rica, Cuba, Équateur et Venezuela) ont transmis des informations sur des programmes de ce type (annexe 1, tableau A1). Les données relatives à Cuba figurent dans les données sur l'éducation préprimaire et sont considérées comme relevant du niveau 0 de la CITE. En Équateur, pays où la durée officielle du cycle préprimaire est d'un an seulement, les données sur les autres PEPE concernent essentiellement les enfants âgés de 4 ans ou moins. Les données relatives au Costa Rica et au Venezuela portent sur tous les âges préscolaires, y compris les âges officiels préprimaires.

## 2.2 Enseignement primaire (CITE 1)

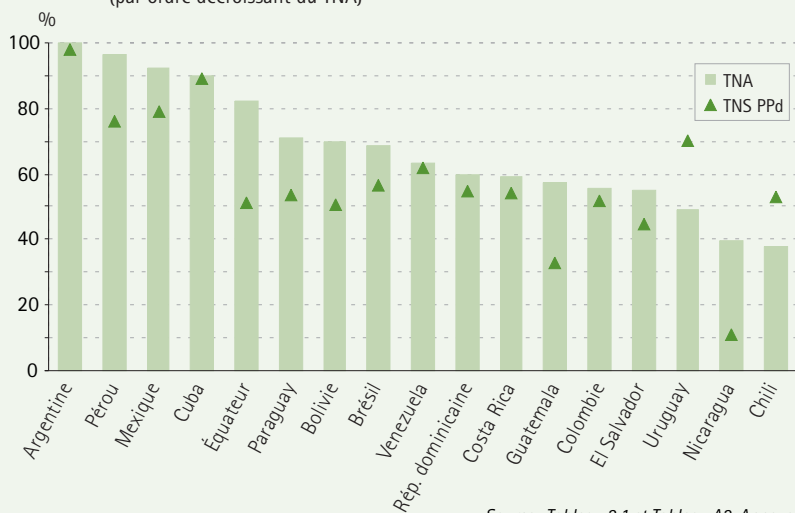
Dans tous les pays de la région, l'enseignement primaire, soit le niveau 1 de la CITE, fait partie de l'éducation obligatoire, qui comprend généralement aussi le niveau 2 de la CITE, c'est-à-dire le premier cycle de l'enseignement secondaire (voir les Profils par pays, dans la partie 1). Dans la plupart des pays, ces deux niveaux d'enseignement entrent dans la catégorie de « l'éducation de base ». Conformément aux objectifs esquissés dans la Déclaration de Jomtien (Thaïlande) sur l'Éducation pour tous (EPT) en 1990, la scolarisation universelle dans l'éducation de base est un objectif prioritaire pour tous les pays de la région. Cet objectif a été réaffirmé dans le Cadre d'action du Forum mondial sur l'éducation de Dakar (Sénégal) en avril 2000 et dans la Déclaration de Cochabamba<sup>1</sup> en mars 2001. Dans cette dernière, les gouvernements de la région s'engageaient à atteindre les objectifs de la scolarisation

universelle tout au long du cycle de l'éducation de base et à engager les réformes nécessaires pour améliorer la qualité, l'efficacité et l'équité en matière d'éducation.

### Accès à l'enseignement primaire : étroite corrélation entre scolarisation préprimaire et admission dans l'enseignement primaire

L'étude du rapport entre le taux de participation à l'éducation préprimaire et l'admission dans l'enseignement primaire figurait parmi les sujets prioritaires des ateliers régionaux sur les statistiques de l'éducation organisés par l'ISU. La comparaison entre les taux nets d'admission (TNA) dans l'enseignement primaire (voir les définitions des indicateurs en annexe 2) et les taux nets de scolarisation pour la dernière année d'éducation préprimaire (TNS PPD) révèle que ces deux indicateurs sont étroitement liés (figure 2.2). Il s'agit d'une tendance manifeste et non d'une concordance directe - l'année de référence pour

Figure 2.2 - Taux nets d'admission dans l'enseignement primaire (TNA) et taux nets de scolarisation pour la dernière année de l'enseignement préprimaire (TNS PPD), 1998 (par ordre décroissant du TNA)



Source : Tableau 2.1 et Tableau A2, Annexe 1.

les deux jeux de données étant la même (encadré 1). Ce rapport est particulièrement marqué quand on exclut le Chili et l'Uruguay de l'analyse. Dans ces deux pays, le faible taux net d'admission (38 % et 49 % respectivement) s'explique par la grande proportion d'enfants ayant l'âge officiel d'admission (6 ans) et qui sont encore scolarisés dans l'éducation préprimaire. Le phénomène d'entrée tardive dans l'enseignement primaire au Chili et en Uruguay tranche nettement avec la « précocité » du Nicaragua, dont le TNA

### Encadré 1 : Nouveaux inscrits ayant une expérience préalable des programmes d'éveil de la petite enfance

L'un des dix-huit indicateurs de l'Éducation pour tous (EPT), le pourcentage de nouveaux inscrits en première année du primaire qui ont suivi un programme d'éveil de la petite enfance, peut donner des indications supplémentaires sur le rapport entre participation à l'éducation préprimaire et admission en niveau primaire. Cependant, la définition de cet indicateur en est encore à un stade préliminaire. Seuls quatre pays ont communiqué les données nécessaires pour le calculer : Bolivie, Costa Rica, Cuba et Équateur, où ce sont 60 à 100 % des nouveaux inscrits en primaire qui ont suivi un programme entrant dans la catégorie d'éveil de la petite enfance.

1. Déclaration de la VII<sup>e</sup> réunion du Comité régional intergouvernemental du Projet majeur dans le domaine de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes (PROMEDLAC VII), Cochabamba (Bolivie), mars 2001.

exceptionnellement faible s'explique par le fait que la plupart des nouveaux inscrits ont 6 ans, alors que l'âge officiel d'admission est de 7 ans. Malgré ces exceptions, il apparaît que le développement de l'éducation préprimaire conduit à des taux nets d'admission supérieurs dans l'enseignement primaire.

La différence entre taux brut et net d'admission illustre le phénomène d'admission précoce ou tardive dans l'enseignement primaire (annexe 1, tableau A2). Le Nicaragua présente le plus grand écart entre ces deux taux (plus de 100 points), ce qui souligne les différences entre l'âge d'admission officiel et l'âge d'admission réel dans l'enseignement primaire. Cela étant, en Argentine et à Cuba, l'âge d'admission réel correspond de très près à l'âge officiel. L'analyse des taux nets d'admission pour une année après (TNA + 1) et pour une année avant (TNA - 1) l'âge d'admission officiel révèle la composition des nouveaux élèves inscrits par âge (figure 2.3). Au Chili, la plupart des nouveaux élèves ont 7 ans (TNA + 1), tandis qu'au Nicaragua ce sont les enfants de six ans (TNA - 1) qui constituent le groupe le plus important parmi les nouveaux effectifs. Dans tous les pays, quelques enfants ayant plus que l'âge officiel sont parmi les nouveaux inscrits en première année d'enseignement primaire, mais il faut remarquer

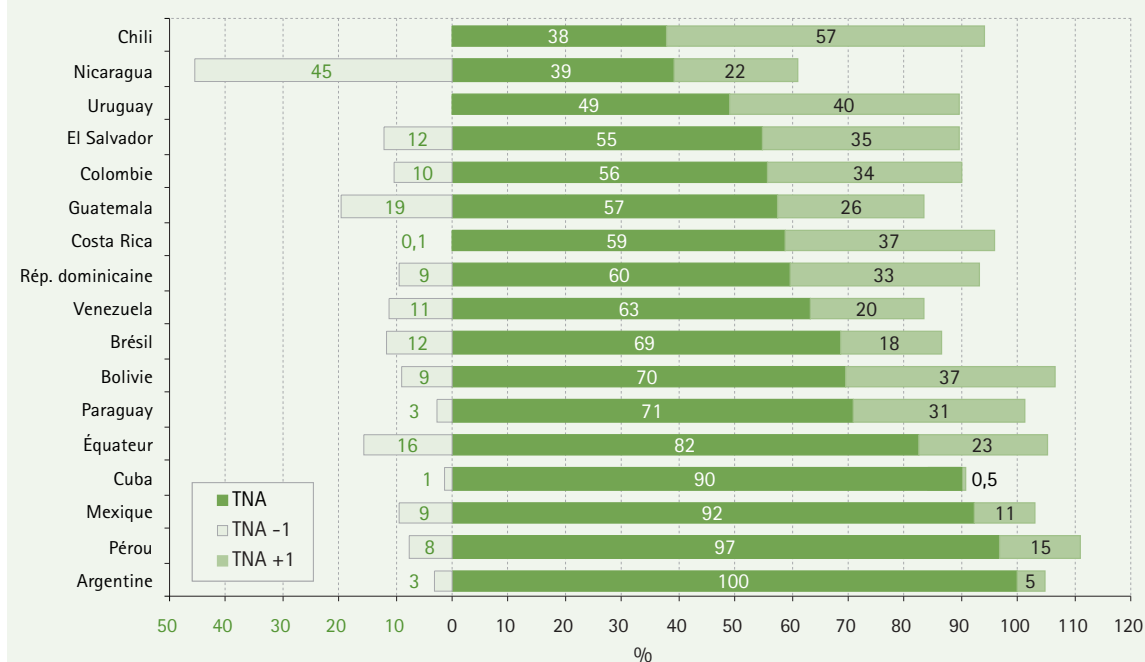
que le recensement scolaire, souvent effectué plusieurs mois après le début de l'année scolaire, peut parfois fausser les chiffres.

En Amérique latine, presque tous les enfants entament leur première année de primaire avec au plus une année d'avance ou de retard par rapport à l'âge d'admission officiel. Les cas de l'Argentine, de Cuba, de l'Équateur, du Mexique et du Pérou sont particulièrement remarquables, puisque ce sont plus de 80 % des enfants qui y entament leur scolarité primaire « dans les temps », c'est-à-dire en ayant l'âge officiellement requis.

### Une participation à l'enseignement primaire presque universelle

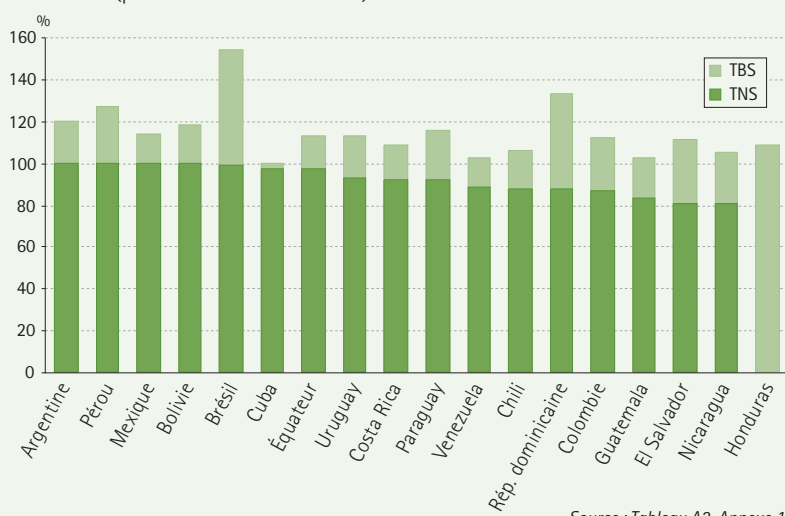
On estime à 77 millions le nombre d'enfants qui ont été scolarisés en primaire dans la région, en 1998. Le taux brut de scolarisation régional y était d'environ 125 %, tandis que la proportion d'élèves ayant l'âge officiel pour être inscrits en primaire (taux net de scolarisation) atteignait 97 %. Selon les estimations, 2 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés dans le niveau d'enseignement leur correspondant officiellement et, hormis les rares d'entre eux qui étaient déjà scolarisés dans le secondaire, se trouvaient donc hors du système

Figure 2.3 – Taux nets d'admission dans l'enseignement primaire à l'âge officiel (TNA), à un an de plus (TNA+1) et à un an de moins que l'âge officiel (TNA-1), 1998 (par ordre décroissant du TNA)



Source : Tableau A2, Annexe 1.

Figure 2.4 – Taux bruts (TBS) et nets (TNS) de scolarisation dans l'enseignement primaire, 1998 (par ordre décroissant du TNS)



Source : Tableau A2, Annexe 1.

Les disparités entre sexes masculin et féminin sont négligeables en Argentine, en Bolivie, au Mexique et au Pérou, où le taux net de scolarisation atteint 100 % pour les deux sexes (tableau 2.2). Dans dix autres pays pour lesquels on dispose de données, les disparités entre les sexes sont mineures, comme cela apparaît sur figure 2.5, où tous les points - indication des taux nets de scolarisation pour les sexes masculin et féminin - sont proches de la ligne bissectrice représentant une situation de parité.

scolaire. Malgré l'existence de divers programmes d'alphabétisation et d'enseignement accéléré, certains de ces enfants courent le risque de perdre l'accès à une éducation équivalente de l'enseignement primaire.

L'enseignement primaire dure six ans dans la plupart des pays d'Amérique latine<sup>2</sup> (cinq en Colombie et quatre en République dominicaine). Dans tous les pays, le taux brut de scolarisation est supérieur à 100 %. Le Brésil a la valeur la plus élevée (154 %) (figure 2.4), ce qui s'explique en partie par le pourcentage élevé de redoublants (24 % du total), mais également par l'intégration d'un nombre croissant d'adultes scolarisés dans l'enseignement primaire. Le taux net de scolarisation dépasse 80 % dans tous les pays. Sept pays (Argentine, Bolivie, Brésil, Cuba, Équateur, Mexique et Pérou) ont déjà atteint l'objectif de scolarisation primaire universelle, et trois autres en sont proches (Costa Rica, Uruguay et Venezuela).

On peut observer une participation masculine plus élevée uniquement dans les cas du Brésil, d'El Salvador et du Guatemala. En El Salvador et au Guatemala, la situation défavorisée des filles apparaît plus nettement étant donné que le taux de scolarisation masculine est également faible.

Tableau 2.2 – Taux nets de scolarisation (TNS) dans l'enseignement primaire par sexe et indice de parité entre les sexes (IPS F/M), 1998

Pays	TNS		Indice de parité entre les sexes (IPS F/M)
	M (%)	F (%)	
Argentine	100	100	1,00
Bolivie	100	100	1,00
Brésil	100	96	0,96
Costa Rica	92	92	1,00
Cuba	96	97	1,01
Chili	88	87	0,99
Équateur	96	97	1,01
El Salvador	82	80	0,97
Guatemala	85	80	0,94
Mexique	100	100	1,00
Nicaragua	80	80	1,01
Paraguay	91	92	1,01
Pérou	100	100	0,99
Rép. dominicaine	87	88	1,01
Uruguay	92	93	1,01
Venezuela	88	88	1,01

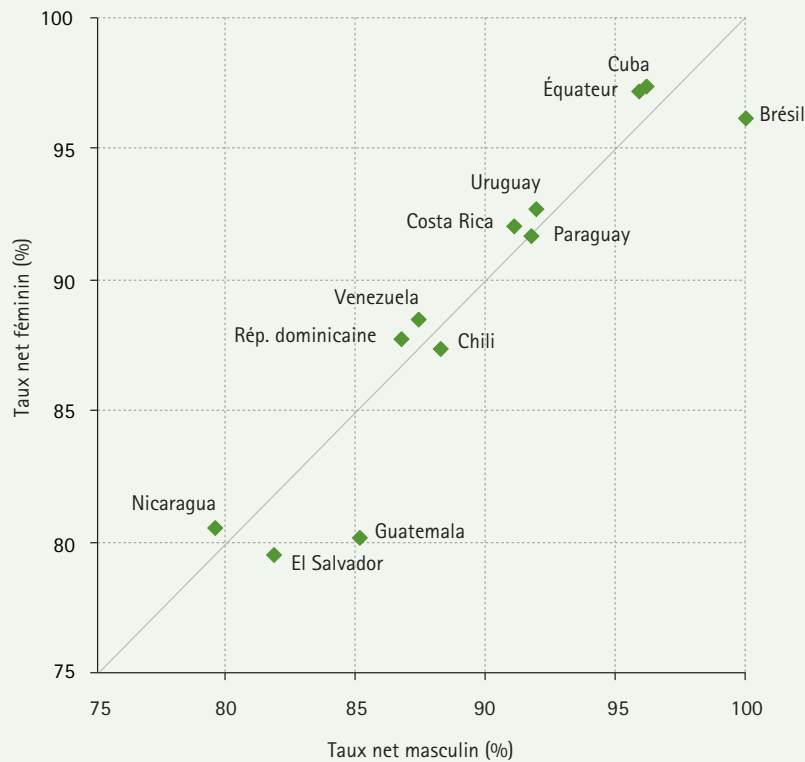
Si IPS=1, parité. Si IPS>1, taux féminins supérieurs aux taux masculins.  
Si IPS<1, taux masculins supérieurs aux taux féminins.

Source : Tableau A2, Annexe 1.

2. Dans certains pays, l'organisation institutionnelle du système scolaire ne coïncide pas exactement avec les niveaux définis par la CITE. En Bolivie, au Brésil, en El Salvador et en République dominicaine, l'éducation de base se déroule sur un cycle de huit ans, au lieu des cycles de six et deux ans correspondant aux niveaux 1 et 2 de la CITE. Les données relatives aux élèves peuvent encore se calculer par niveau de la CITE en utilisant les données par année d'étude, mais les données sur le personnel enseignant sont souvent présentées globalement dans un même agrégat. En outre, il est parfois impossible de ventiler des données qui ont été regroupées dans un agrégat sur les dépenses publiques par niveau de la CITE, car, dans certains pays, on consacre à l'éducation de base un budget global. En outre, dans la plupart des pays de la région, les classes regroupant des élèves suivant des années d'étude différentes sont nombreuses en milieu rural.



Figure 2.5 – Taux nets de scolarisation dans l'enseignement primaire par sexe, 1998



Source : Tableau A2, Annexe 1.

### L'efficacité interne des systèmes éducatifs : les taux d'abandon scolaire et de redoublement restent élevés dans certains pays

De pair avec les priorités politiques dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'équité au sein de l'école et dans le monde de l'éducation (encadrés 2 et 3), l'amélioration des résultats en matière d'apprentissage constitue un important objectif une fois que celui d'accès à l'enseignement primaire aura été atteint. On accorde de plus en plus d'attention aux élèves

ensuite le Guatemala, avec 15 %, tandis que la Bolivie, le Chili, Cuba et l'Équateur sont au-dessous de 4 %. En ce qui concerne les disparités entre les sexes, le redoublement chez les garçons est plus élevé dans tous les pays pour lesquels on dispose de données, ce qui indique que les filles ont de meilleurs résultats scolaires dans l'enseignement primaire.

Dans nombre de cas, une proportion élevée de redoublants indique un taux élevé d'abandon scolaire. On peut mieux évaluer ce phénomène au

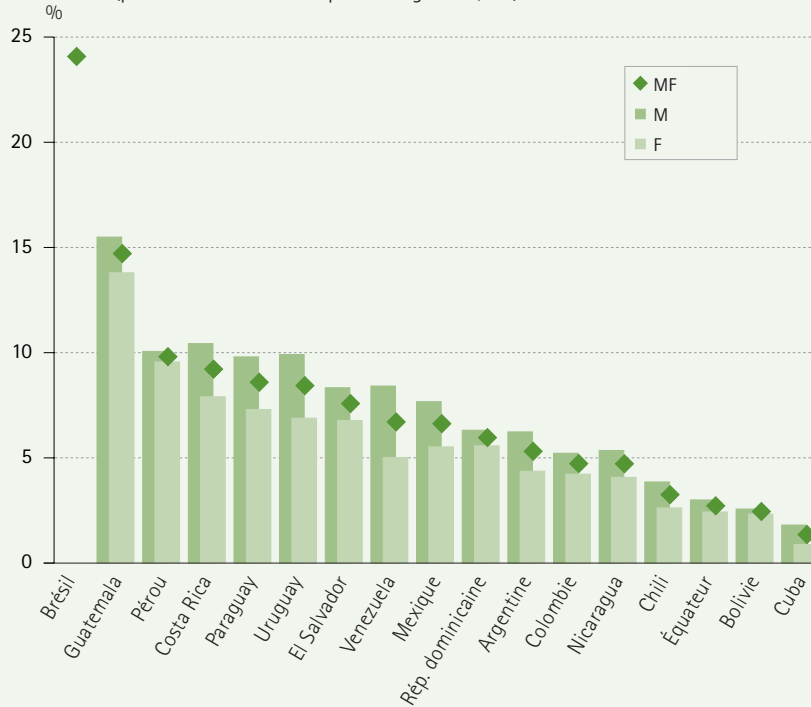
dépassant l'âge réglementaire, en particulier aux enfants et aux jeunes qui ont plus de deux ans de plus que le groupe d'âge officiel pour leur année d'étude, par exemple par la mise en place de programmes d'apprentissage accélérés.

Le pourcentage de redoublants est révélateur de l'efficacité et de la qualité du système éducatif. Un pourcentage élevé de redoublants met en lumière la présence d'enfants qui ont besoin d'une plus grande attention de la part de l'institution éducative. Une proportion élevée de redoublants pèse plus lourdement sur les dépenses pour l'éducation. Avec 24 %, le Brésil a la proportion la plus élevée de redoublants des dix-sept pays pour lesquels on dispose de données (figure 2.6). Vient

### Encadré 2 – Santé et alimentation à l'école

Les représentants nationaux qui ont participé aux ateliers de l'Enquête 2000 ont mentionné dans leurs rapports nationaux les divers projets et politiques bâtis au plan national, visant à favoriser la qualité de la santé et de l'alimentation au profit des enfants des classes primaires, par le biais de la mise en place de meilleures habitudes en matière d'alimentation et d'hygiène dans un souci prophylactique. C'est dans cet esprit que plusieurs pays ont mis en place un système d'assistance qui finance les petits déjeuners et les déjeuners scolaires dans des zones d'extrême pauvreté. On applique aussi des programmes alimentaires complémentaires dans des écoles indigènes défavorisées, en milieu rural et urbain. Dans la plupart des pays de la région, les enfants bénéficient d'une formule de complément alimentaire, habituellement à base de produits laitiers. Outre leur caractère alimentaire, ces actions ont pour effet d'améliorer l'assiduité, les facultés d'apprentissage et les résultats scolaires des élèves.

Figure 2.6 – Pourcentage de redoublants dans l'enseignement primaire total et par sexe, 1998  
(par ordre décroissant du pourcentage total, MF)



Source : Tableau A2, Annexe 1.

vu de l'indicateur relatif au pourcentage d'une cohorte qui parvient jusqu'à la cinquième année du primaire (taux de rétention, ou de survie), calculé à partir d'une estimation (par la méthode de reconstitution de la cohorte) fondée sur des données relatives au nombre de redoublants et d'élèves scolarisés sur deux années consécutives. Par exemple, sur 100 enfants qui entrent à l'école primaire au Nicaragua, seuls 55 atteignent la cinquième année, ce qui donne un abandon

scolaire de près de la moitié des effectifs de départ. Le taux d'abandon scolaire est également élevé en El Salvador, où 60 % de la cohorte seulement parvient en cinquième année. Le taux de rétention est plus élevé au Mexique, en Bolivie, au Guatemala et au Paraguay, puisque ces pays affichent respectivement 89, 85, 82 et 78 %. En République dominicaine, où l'enseignement primaire ne dure que quatre ans, 77 % de la cohorte atteint la dernière année du programme. L'Argentine a le taux de rétention le plus élevé puisque 94 % des élèves y atteignent la cinquième année. Le pourcentage de filles qui atteignent la cinquième année est généralement plus élevé que chez les garçons. Par exemple, les valeurs pour cet indicateur sont de 82 et 72 % respectivement pour les garçons et les filles en République dominicaine, 96 et 92 % en Argentine, 80 et 76 % au Paraguay et 58 et 52 % au Nicaragua. En Bolivie, en El Salvador et au Mexique, la valeur relative aux filles dépasse seulement de deux points environ celle des garçons.

### Encadré 3 – Équité et meilleure couverture régionale et sociale de l'éducation

La réduction des disparités entre zones rurales et urbaines et entre régions (ou provinces, États, etc.) était un objectif qu'ont esquissé les représentants nationaux dans la plupart des rapports nationaux, lors des ateliers de l'*Enquête 2000*. Des stratégies en cours de mise au point visent à fournir des services éducatifs aux personnes se trouvant dans des zones reculées ou faiblement peuplées. Elles englobent les écoles à gestion locale, les écoles accueillant dans une même classe des élèves inscrits dans des années d'études différentes ou n'ayant qu'un seul enseignant, et l'adoption ou le renforcement de l'enseignement bilingue. Il est nécessaire de prêter une attention particulière aux populations se trouvant dans des situations de vulnérabilité et d'isolement social découlant, entre autres facteurs, de la crise socio-économique qui frappe certains pays. Sont également mis en place des programmes destinés aux enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux, qui vont de l'intégration dans les écoles ordinaires à la création ou à l'amélioration de centres spécialisés. La plupart des représentants nationaux ont aussi insisté sur l'importance du travail de prévention de la part des écoles et des agents locaux (organisations et associations d'action sociale, parents d'élèves, familles et recteurs et directeurs de l'éducation) dans le suivi des enfants ayant des troubles du comportement ou venant de familles instables.

## 2.3 Enseignement secondaire (CITE 2 et 3) et enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4)

Si l'enseignement primaire constitue la première phase de l'éducation de base, le premier cycle de l'enseignement secondaire, ou niveau 2 de la CITE, en est la phase de consolidation, celle où on peut faire un choix entre études classiques et professionnelles. En outre, comme précisé plus haut, le niveau 2 de la CITE fait partie de l'éducation obligatoire dans presque tous les pays d'Amérique latine. Selon le type d'enseignement suivi par la suite ou l'objectif des programmes, l'achèvement du second cycle d'enseignement secondaire, ou niveau 3 de la CITE, ouvre l'accès à l'enseignement supérieur ou au marché du travail moyennant une formation classique et professionnelle plus complète.

L'enseignement secondaire comprend deux cycles dans tous les pays d'Amérique latine. Le premier cycle (niveau 2 de la CITE) dure généralement trois ans, mais il est plus long en Colombie et en République dominicaine, et plus court au Brésil et au Chili. Le deuxième cycle (niveau 3 de la CITE) a également une durée de trois ans généralement, mais six pays dérogent à cette règle : le deuxième cycle y est de deux ou de quatre ans. Seuls sept pays ont des programmes postsecondaires non supérieurs (niveau 4 de la CITE) : la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, le Nicaragua et le Panama (voir les Profils par pays, dans la partie 1).

### L'enseignement secondaire (CITE 2 et 3)

**Accroître la scolarisation : objectif prioritaire dans la région**

On estime à 41 millions le nombre de jeunes scolarisés dans le secondaire dans la région, en 1998. La proportion de personnes de tous âges (taux brut de scolarisation) inscrites dans ce niveau d'enseignement est de 85 %,

mais cette valeur tombe à 54 % si on ne prend en compte que les élèves appartenant au groupe ayant l'âge officiellement requis pour l'enseignement secondaire (taux net de scolarisation). La grande divergence entre ces deux moyennes régionales s'explique en particulier par le poids relatif des effectifs scolarisés pour le Brésil, où l'écart entre les taux de scolarisation brut et net dépasse 30 points. Il faut noter qu'environ 20 millions de jeunes en âge d'être scolarisés dans le secondaire ne le sont pas.

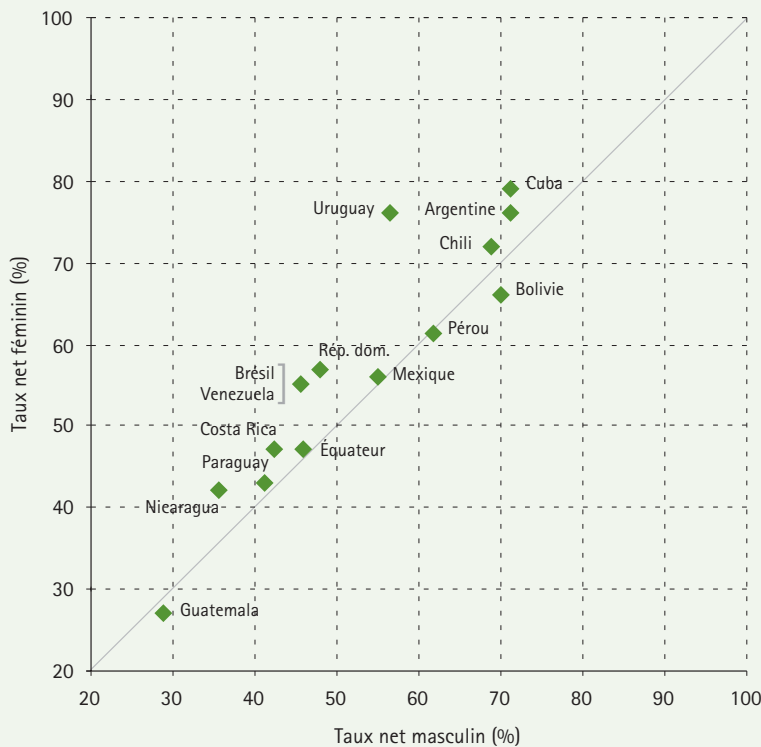
À l'exception du Guatemala (où il est de 33 %), le taux brut de scolarisation dans le secondaire dépasse 50 % pour tous les pays de la région. Le taux net de scolarisation atteint ou dépasse 50 % dans onze pays, tandis que six pays restent en deçà de ce chiffre (figure 2.7). Le taux brut de scolarisation a sensiblement augmenté dans les années 90 au Paraguay, au Nicaragua et au Venezuela. Il a augmenté relativement moins au Chili, en Colombie, en Équateur et en Uruguay. Si le taux brut de scolarisation a baissé à Cuba, il faut en revanche souligner que le taux net de scolarisation s'y est considérablement accru entre 1990 et 1998 puisqu'il est passé de 69 à 75 % au cours de cette période. Les divergences entre l'âge des élèves et l'année d'étude leur correspondant officiellement sont importantes au Brésil, au Nicaragua, au Pérou et en Uruguay (figure 2.7). La proportion de femmes scolarisées dépasse celle des hommes dans onze pays (en particulier en Uruguay, où l'indice de parité entre les sexes est

Figure 2.7 - Taux bruts (TBS 1990 et 1998) et nets (TNS 1998) de scolarisation dans l'enseignement secondaire (par ordre décroissant du TBS 1998)



Source : Tableau A3, Annexe 1 et l'Annuaire statistique de l'UNESCO 1999.

Figure 2.8 – Taux nets de scolarisation dans l'enseignement secondaire par sexe, 1998



Source : Tableau A3, Annexe 1.

graphique dans les Profils par pays, dans la partie 1). En Argentine, en Bolivie, en Brésil, au Chili, à Cuba, au Pérou et en Uruguay, on a atteint, ou pratiquement atteint, l'objectif de scolarisation universelle dans l'éducation de base des enfants des groupes d'âge officiels pour les niveaux 1 et 2 de la CITE. Dans les douze autres pays de la région (du moins dans ceux pour lesquels on dispose de données), en revanche, il reste du travail à faire pour scolariser l'ensemble des enfants de ce groupe d'âge, en particulier au Guatemala, au Mexique et au Nicaragua, où 20 à 25 % des enfants âgés de 7 à 15 ans (de 6 à 14 ans au Mexique) ne sont pas scolarisés.

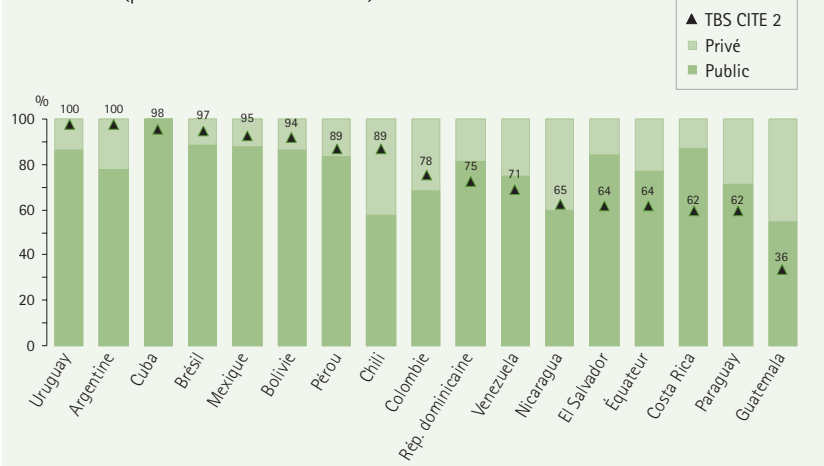
En général, la proportion d'enfants non scolarisés est

égal à 1,36) et le taux net de scolarisation est légèrement supérieur dans la population masculine dans seulement trois pays : la Bolivie, le Guatemala et le Pérou.

Dans nombre de pays de la région, le groupe d'âge pour lequel l'éducation est obligatoire coïncide avec celui des niveaux 1 et 2 de la CITE. Il est légèrement différent en Argentine, en Colombie, au Costa Rica, au Paraguay, au Pérou et au Venezuela. Il ne comprend que le niveau 1 au Honduras, au Nicaragua et au Panama (voir les structures éducatives dans la partie 1, relative aux Profils par pays). Afin de permettre de comparer et de mesurer l'importance de la scolarisation au niveau 2 de la CITE, on a calculé le taux net de scolarisation pour les groupes d'âge des niveaux 1 et 2 de la CITE pour tous les pays (voir le premier

plus élevée dans le niveau 2 que dans le niveau 1 de la CITE, comme le montre le taux brut de scolarisation pour le niveau 2 (figure 2.9), qui est inférieur à 80 % dans neuf pays, voire à 40 % dans le cas du Guatemala. Plusieurs facteurs peuvent jouer sur le niveau de participation scolaire dans le niveau 2 de la CITE, dont le volume de dépenses publiques consacrées à l'enseignement secondaire

Figure 2.9 – Pourcentage d'élèves inscrits dans l'enseignement public et privé, et taux brut de scolarisation dans le 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement secondaire (TBS CITE 2), 1998 (par ordre décroissant du TBS)



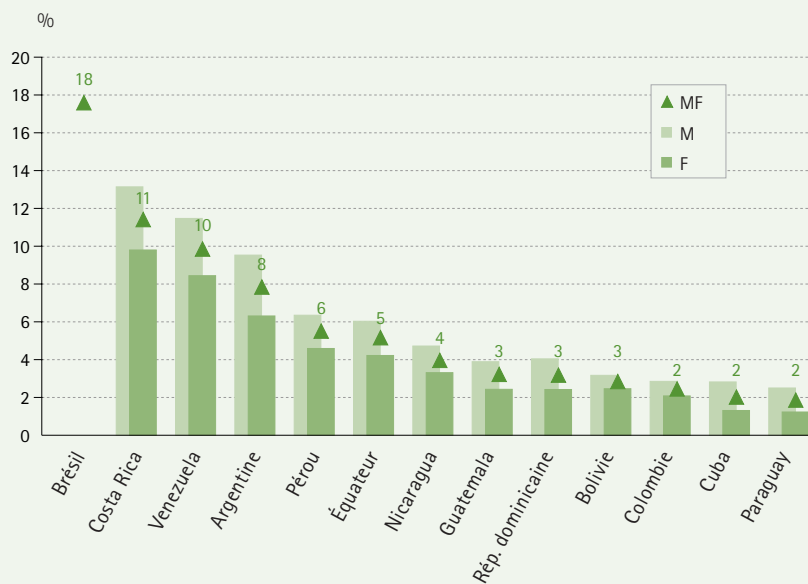
(voir la partie 4) et le pourcentage d'élèves scolarisés dans les systèmes d'enseignement public et privé. D'après les représentants nationaux qui ont assisté à l'atelier régional à Panama en mars 2001, une analyse du rapport entre taux brut de scolarisation au niveau 2 de la CITE et le rôle du secteur public pourrait éclairer les prises de décisions en matière de politiques éducatives. Le quatrième point de la Déclaration de Cochabamba insiste également sur l'idée que, « dans une région caractérisée par des inégalités sociales croissantes,

la consolidation et la transformation de l'enseignement public constituent un mécanisme fondamental pour parvenir à une authentique démocratisation sociale<sup>3</sup> ». Il apparaît donc que l'enseignement public gratuit favorise la participation des élèves. Ainsi, si on excepte le Chili et le Costa Rica, les pays dont le système d'enseignement public est le plus fréquenté sont également ceux qui ont le taux de scolarisation le plus élevé : Argentine, Bolivie, Brésil, Cuba, Mexique et Uruguay.

### Persistence d'une proportion élevée de redoublants

Comme pour l'enseignement primaire, c'est au Brésil (18 %) qu'on trouve le pourcentage le plus élevé de redoublants dans l'enseignement secondaire général, dans la région (figure 2.10). En Argentine, au Costa Rica et au Venezuela, 10 % des élèves redoublent une année, tandis que, en Bolivie, en Colombie, à Cuba, au Guatemala, au Paraguay et en République dominicaine, les redoublants constituent moins de 4 % de l'ensemble des effectifs scolaires. À l'instar de l'enseignement primaire, les fortes proportions de redoublants sont un poids supplémentaire pour les ressources consacrées à l'enseignement secondaire. Il est donc nécessaire de se pencher sur le problème des résultats scolaires et du taux de rétention scolaire à ce niveau. En ce qui concerne les disparités entre les sexes, les

Figure 2.10 – Pourcentage de redoublants dans l'enseignement secondaire général total et par sexe, 1998 (par ordre décroissant du pourcentage total, MF)



redoublants sont plus nombreux chez les garçons que chez les filles dans tous les pays pour lesquels on dispose de données. Cela semble confirmer ce qui a déjà été observé pour l'enseignement primaire, à savoir que les filles ont de meilleurs résultats scolaires.

### Enseignement technique et professionnel : un élève sur sept dans le secondaire

Dans tous les pays d'Amérique latine, les élèves scolarisés dans le secondaire (niveaux 2 et 3 de la CITE) peuvent choisir entre un enseignement général et une formation professionnelle et technique. En 1998, près de 6 millions d'élèves ont suivi un enseignement professionnel, soit en moyenne 14 % des effectifs scolarisés dans le secondaire. Ce chiffre va de 5 % en République dominicaine et au Venezuela à 30 % au Guatemala. L'enseignement professionnel comprend un grand nombre de programmes relevant de divers ministères et dispensés dans des établissements publics et privés, ce pourquoi il est parfois difficile de recueillir de l'information sur tous les programmes. Ce type d'enseignement rassemble différentes filières dans chaque pays, qui sont regroupées selon la CITE en orientations ultérieures A, B et C (voir la description des catégories de la CITE, dans l'annexe 4). Les programmes professionnels destinés à conduire au marché du travail (orientation C) existent dans les systèmes éducatifs de la Bolivie, du Costa Rica, de

Cuba, de la République dominicaine, de l'Équateur, du Nicaragua et du Paraguay, mais ne peuvent être suivis en première année du secondaire, en Bolivie et au Costa Rica (voir les Profils par pays, dans la partie 1). Dans les autres pays, l'élève n'est admis à suivre ces programmes qu'après avoir terminé une ou deux années du premier cycle du secondaire ou au début du second cycle. Les programmes professionnels de second cycle à orientation B visent à faciliter l'accès à l'enseignement supérieur (au niveau 5B). On les retrouve dans les systèmes éducatifs de la Bolivie, du Chili, du Costa Rica, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay. Dans ces pays, ce type d'enseignement ne peut être suivi qu'après avoir achevé le premier cycle du secondaire, sauf au Paraguay, où l'accès aux programmes professionnels est possible dès la première année du secondaire (le second cycle professionnel est un programme d'orientation C). En outre, dans des pays comme l'Argentine, le Brésil, la Colombie, Cuba, El Salvador, le Guatemala et le Venezuela, une partie non négligeable de l'enseignement professionnel est intégrée dans des programmes d'orientation A, qui offrent la possibilité de suivre des programmes d'enseignement supérieur d'orientation A.

Les choix éducatifs qui sont proposés dans chaque pays et les préférences des élèves et de leurs familles, quant aux programmes de formation techniques et professionnels, sont illustrés par la répartition des effectifs par domaine d'études. Ce type d'information est demandé uniquement aux pays qui remplissent les questionnaires de l'ISU (voir le Guide du lecteur). Cinq pays ont soumis des données à ce sujet, à savoir la Bolivie, le Costa Rica (pour le niveau 3 de la CITE seulement), l'Équateur, le Nicaragua et le Venezuela. Les domaines professionnels les plus courants sont l'agriculture en Bolivie (71 % de l'ensemble des effectifs), le commerce et la gestion au Costa Rica et en Équateur (45 et 64 % des effectifs respectivement), et le génie, l'industrie de transformation et le bâtiment à Cuba et au Venezuela (46 et 37 % respectivement). Les femmes sont plus nombreuses que les hommes

dans le domaine des lettres et dans celui de l'administration et de la gestion d'entreprise (86 % à Cuba, 74 % en Équateur, 72 % au Venezuela et 67 % au Costa Rica), mais elles sont moins représentées dans les sciences, les carrières d'ingénieurs, l'industrie et le bâtiment (25 % en Équateur, 20 % au Venezuela, 30 % à Cuba et 38 % au Costa Rica) (voir le tableau A3, dans l'annexe 1, pour les chiffres totaux relatifs aux effectifs dans les filières professionnelles).

### L'enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4)

C'est la première fois que des données sur l'enseignement postsecondaire non supérieur (niveau 4 de la CITE) pour l'Amérique latine sont publiées par l'UNESCO depuis la révision de la Classification internationale type de l'éducation en 1997 (CITE 97)<sup>4</sup>. Au cours des années précédentes, ces programmes ont été intégrés soit dans l'enseignement secondaire, soit dans l'enseignement supérieur, selon le pays considéré. Seuls quatre pays sur sept qui ont des programmes de ce type ont communiqué des données : la Colombie, le Costa Rica, Cuba et l'Équateur, qui ont des taux bruts de scolarisation de 0,2 %, 3,6 %, 7,4 % et 5,1 % respectivement (voir les Profils par pays, dans la partie 1). La plupart de ces programmes ont une orientation technique ou professionnelle, et un enseignement ou une orientation ultérieurs de type B. En d'autres termes, ces programmes ne conduisent pas directement à des programmes de niveau supérieur et leur vocation première est l'entrée dans le monde du travail. Ils correspondent aux programmes de formation des enseignants en Colombie, aux programmes para-universitaires au Costa Rica et à la formation technique et professionnelle en Bolivie, à Cuba, en Équateur, au Nicaragua et au Panama. Outre les programmes de type 4B, la Bolivie et le Panama proposent également des programmes 4A, qui, dans le cas de la Bolivie, préparent au passage à des programmes de niveau 5A.

4. Les pays qui participent à l'enquête UOE (Mexique) et au projet d'Indicateurs de l'éducation dans le monde (WEI) (Argentine, Brésil, Chili, Paraguay, Pérou et Uruguay) n'ont pas de programmes de niveau 4 de la CITE.

## 2.4 Enseignement supérieur (CITE 5 et 6)

Outre qu'il apporte une formation et un enseignement théorique et professionnel, l'enseignement supérieur remplit également des fonctions sociales et stratégiques, comme la définition des besoins de la société dans son ensemble et la production de débats et d'une réflexion intellectuelle qui dépasse les limites du champ politique et économique. En Amérique latine, les universités jouent souvent un rôle central dans le déclenchement des transformations sociales. La restructuration socio-économique intervenue ces dernières années (mondialisation, nouvelles technologies, réduction du budget de l'État) a conduit à l'adoption d'une multitude de réformes universitaires, en particulier à des changements dans le mode de financement public, l'autonomie, la reconnaissance des diplômés et l'évaluation de la qualité de l'éducation. L'un des plus importants enjeux en Amérique latine en matière d'éducation est aujourd'hui l'enseignement supérieur.

### La participation dans l'enseignement supérieur

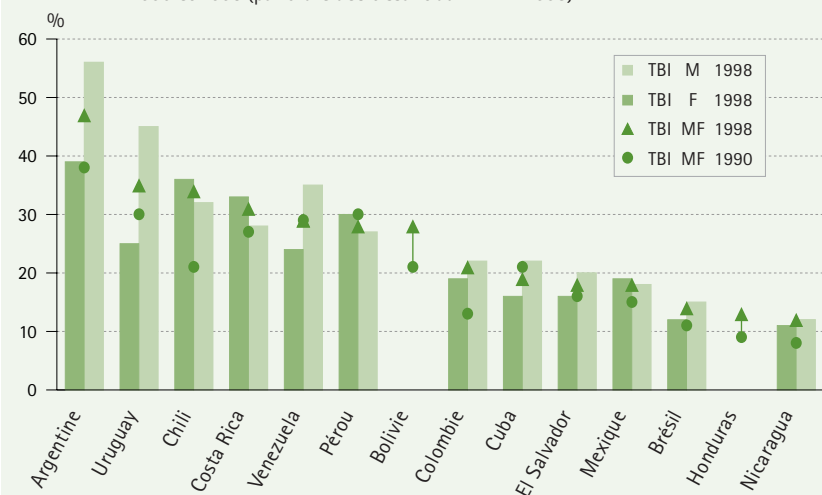
En général, le niveau de participation est plus faible dans l'enseignement supérieur que dans l'enseignement primaire ou secondaire. En effet, nombre de jeunes entrent dans le monde du travail après avoir terminé leurs études secondaires, voire avant, en cours d'enseignement primaire ou d'éducation de base. En outre, le coût par étudiant est élevé dans l'enseignement supérieur pour les États (entre deux et huit fois celui de l'enseignement primaire, cf. la partie 4) et, dans certains pays, ce type d'enseignement est essentiellement privé, donc très onéreux, et il grève le budget de beaucoup de ménages, ce qui se répercute sur le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur. On n'en observe pas moins un accroissement relativement important des effectifs

dans le supérieur au cours des années 90, en particulier dans les programmes techniques courts axés sur le marché du travail. Ce processus s'explique en partie par des réductions budgétaires dans le secteur public qui découlent de politiques de restructuration économique et une poussée croissante en faveur de l'acquisition de connaissances qui soient plus pratiques professionnellement.

On estime à 9,5 millions, dont la moitié sont des femmes, le nombre de personnes inscrites dans l'enseignement supérieur en Amérique latine, en 1998. Le taux d'inscription brut estimatif est légèrement inférieur à 20 %, avec d'importantes différences entre les pays. Ainsi, le taux le plus élevé (47 % en Argentine) est quatre fois supérieur à celui du plus bas (12 % au Nicaragua). En 1990, on estimait à 7 millions le nombre d'étudiants inscrits et le taux brut d'inscription était de 17 %.

En général, le taux brut d'inscription pour les pays pour lesquels on dispose de données a augmenté au cours des années 90, à l'exception de Cuba et du Pérou, où il a légèrement reculé (figure 2.11). Le taux pour ces deux pays était à son minimum en 1996, après quoi il est reparti à la hausse. Le taux est resté stable pour le Venezuela, il a augmenté relativement davantage au Chili, en Colombie, au Honduras et au Nicaragua. Quant à la répartition de la scolarisation par niveau de la CITE, la plupart des élèves suivent des programmes de niveau 5A de la CITE (conduisant généralement à un premier titre universitaire) : plus de 75 % de l'ensemble des effectifs dans le supérieur, sauf en Argentine, au Pérou et au Venezuela (cf. le tableau A4 dans

Figure 2.11 - Taux bruts d'inscription dans l'enseignement supérieur, total et par sexe, 1990 et 1998 (par ordre décroissant du TBI MF 1998)



Source : Tableau A4, Annexe 1.

[l'annexe 1](#) et [le Glossaire en annexe 3](#)). La moitié des étudiants dans la région sont des femmes. La situation est différente selon les pays : les femmes sont plus nombreuses que les hommes en Argentine, au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, à Cuba, en El Salvador, au Nicaragua, en Uruguay et au Venezuela, mais elles sont minoritaires au Chili, au Pérou et au Mexique. Elles constituent 40 % de l'ensemble des effectifs étudiants dans les programmes de niveau 5A au Pérou et 61 % en Uruguay. Au niveau 5B, les femmes représentent les deux tiers des effectifs en Argentine, au Paraguay et en Uruguay, mais moins des deux cinquièmes au Mexique.

L'enseignement supérieur privé, qui dépend souvent d'organismes religieux, est très présent en El Salvador (75 % des effectifs étudiants), au Chili (71 %) et au Brésil (61 %). À l'inverse, l'enseignement supérieur est public à 100 % à Cuba, à 89 % en Uruguay, à 82 % en Bolivie, à 79 % en Argentine et à 71 % au Mexique. L'ouverture de très grosses universités, la croissance des autres établissements supérieurs non universitaires et la privatisation sont intervenues en même temps dans des situations assez diverses. Par exemple, au Brésil, où le secteur public s'est rétréci à cause de la crise économique, on assiste à une concentration dans les spécialisations les plus techniques et les niveaux plus élevés de

l'enseignement. C'est aussi dans ce pays qu'un secteur privé organisé par des institutions religieuses ou liées à des entreprises commerciales se développe rapidement. Les cas de l'Argentine et du Mexique sont également remarquables. Dans ces deux pays, le secteur public a favorisé l'élargissement de l'enseignement supérieur à un plus grand nombre et la création des deux plus grandes universités dans la région, dont l'ensemble des effectifs dépasse 150 000 étudiants.

#### *Les étudiants par domaine d'études : prédominance des sciences sociales, du commerce et du droit*

La répartition des étudiants par discipline renseigne sur le potentiel universitaire classique et technique dans l'enseignement supérieur, dans chaque pays. Si l'information n'était pas demandée dans tous les questionnaires envoyés aux pays de la région, cinq pays ont néanmoins pu fournir des données sur la répartition des effectifs par domaine d'études de la CITE ([tableau 2.3](#)). Sciences sociales, commerce et droit rassemblent la plus grande partie des étudiants dans l'enseignement supérieur - à l'exception de Cuba, où prédominent l'éducation et la santé. Les secteurs de l'ingénierie, des industries de transformation et du bâtiment réunissent 30 % des

**Tableau 2.3** - Étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur par domaine d'études et pourcentage de femmes dans chaque domaine, 1998 (pays avec des données disponibles uniquement)

Pays	Nombre total d'étudiants inscrits	Pourcentage d'étudiants par domaine d'études								
		Éducation	Lettres et arts	Sciences sociales, commerce et droit	Sciences	Ingénierie, industrie et construction	Agriculture	Santé et protection sociale	Services	Inconnus ou non précisés
Bolivie <sup>1</sup>	175 988	3,2	2,6	43,0	11,9	16,5	5,0	16,4	1,3	0,0
Cuba <sup>1</sup>	115 816	30,3	3,4	22,3	3,4	8,0	4,0	28,5	0,0	0,0
El Salvador	118 491	13,9	0,6	44,4	8,7	13,5	1,6	15,8	0,1	1,5
Mexique	1 837 884	14,1	3,3	39,8	11,6	16,9	2,1	7,9	1,4	2,9
Venezuela	668 109	17,8	0,7	38,3	7,5	27,6	1,1	5,2	1,6	0,1

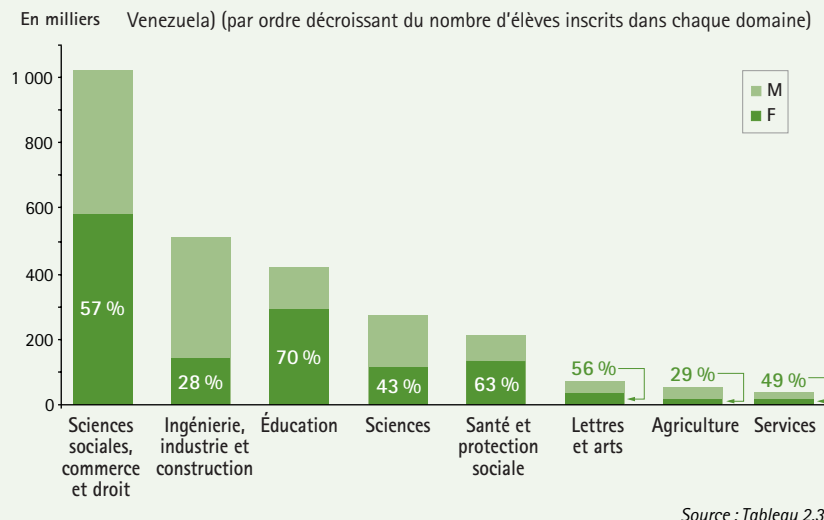
Pourcentage de femmes parmi les étudiants inscrits et dans chaque domaine d'études (% d'hommes = 100 - % de femmes)										
Cuba <sup>1</sup>	61	77	53	56	40	21	37	64	0	0
El Salvador	55	74	43	56	41	28	24	70	47	64
Mexique	48	65	57	54	41	22	26	60	48	50
Venezuela	59	79	51	64	50	38	41	78	51	29

1. Les données se réfèrent au niveau 5A de la CITE seulement.



étudiants au Venezuela, mais attirent moins de 20 % de l'ensemble des étudiants dans les quatre autres pays pour lesquels on dispose de données. Les lettres et sciences humaines, ainsi que l'agriculture et les services, sont les domaines d'études qui séduisent le moins dans les cinq pays considérés. Le nombre total d'étudiants au Venezuela et au Mexique, soit 2,5 millions d'étudiants (plus de 25 % de l'ensemble de la région), ainsi qu'à Cuba, en Bolivie et en El Salvador, renseigne sur la répartition régionale des étudiants par domaine d'études (figure 2.12). Les sciences sociales, les études commerciales et le droit constituent les disciplines les plus suivies puisqu'elles rassemblent 40 % des effectifs dans ces cinq pays. Viennent ensuite les études d'ingénieur, l'industrie et le bâtiment, qui en totalisent 20 %.

Figure 2.12 – Nombre d'étudiants inscrits des deux sexes et pourcentage de femmes dans l'enseignement supérieur par domaine d'études, 1998 (Cuba, El Salvador, Mexique et Venezuela) (par ordre décroissant du nombre d'élèves inscrits dans chaque domaine)



Source : Tableau 2.3.

L'analyse de la participation par sexe pour chaque domaine d'études (données disponibles pour Cuba, El Salvador, le Mexique et le Venezuela) révèle une prédominance masculine dans les disciplines les plus techniques. Les femmes sont moins de 30 % dans l'ingénierie, l'industrie et le bâtiment, de même que dans l'agriculture, mais elles sont majoritaires dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux, et dans les sciences sociales, les études commerciales et le droit.

# Le corps enseignant

Le professionnalisme et le dévouement au sein du corps enseignant sont autant de facteurs fondamentaux pour améliorer la qualité de l'enseignement et veiller à ce que celui-ci profite au mieux aux étudiants. La Déclaration de Cochabamba souligne à ce sujet l'importance d'une rémunération suffisante, du perfectionnement professionnel, de la formation continue, de l'évaluation et du renforcement de la responsabilité professionnelle, en tant que facteurs déterminants s'agissant de soutenir et de renforcer la situation des enseignants. Les représentants nationaux dans les ateliers régionaux organisés par l'ISU ont également souligné la nécessité de mettre en place une formation continue, ou en cours d'emploi, et des systèmes d'homologation pour les enseignants, ainsi qu'un soutien stratégique et logistique pour aider les enseignants à gérer les changements intervenant dans les programmes scolaires, l'enseignement bilingue et le multiculturalisme. On y a également évoqué la nécessité de renforcer les compétences des autres acteurs engagés dans le processus éducatif.

En 1998, l'Amérique latine, qui avait une population totale de 484 millions d'âmes, employait 6,5 millions d'enseignants. Un total de 143 millions d'élèves et d'étudiants dans l'ensemble du sous-continent étaient sous leur responsabilité (tableau 3.1). C'est l'enseignement

primaire (niveau 1 de la CITE) qui emploie la plus grande partie des enseignants, soit 43 % de l'ensemble des effectifs enseignants. Suit l'enseignement secondaire (niveaux 2 et 3 de la CITE), avec 34 %. L'enseignement supérieur (niveaux 5 et 6 de la CITE) emploie 13 % et l'éducation préprimaire (niveau 0 de la CITE), près de 10 % de l'ensemble du corps enseignant. La région compte 1 330 enseignants pour 100 000 habitants. Les pays qui ont la plus forte proportion d'enseignants sont l'Argentine et Cuba, qui comptent plus de 1 700 enseignants pour 100 000 habitants. Ces deux pays ont également le nombre d'élèves par enseignant le plus bas, ainsi que le taux d'inscription le plus élevé dans les niveaux préprimaire, primaire et secondaire.

## *Une mesure de la qualité de l'éducation : le nombre d'élèves par enseignant*

Le nombre d'élèves par enseignant est un indicateur brut de la qualité de l'éducation. Plus ce chiffre est faible, plus l'enseignant devrait pouvoir accorder d'attention à chaque élève, et partant en obtenir de meilleurs résultats scolaires. Les valeurs moyennes régionales pour cet indicateur sont 22 pour le niveau 0 de la CITE, 28 pour le niveau 1 de la CITE et 19 pour les niveaux 2 et 3 (tableau 3.1). L'Argentine, la Colombie, le Costa Rica, Cuba et l'Équateur affichent tous moins de 20 élèves par enseignant dans l'éducation préprimaire. À l'inverse, pour la Bolivie et le Chili, le rapport est de 40 élèves ou plus par enseignant (figure 3.1). Il est intéressant de noter que, dans le cas du Chili et des autres pays qui participent au projet WEI, cet indicateur est calculé à partir de données portant sur les effectifs scolaires et enseignants exprimés en équivalent temps plein. Pour les autres pays, en revanche, ce taux s'obtient à partir des nombres totaux d'enseignants et d'élèves. Par

conséquent, la comparabilité entre pays peut en pâtir, si les enseignants travaillant à temps partiel sont nombreux. Il y a environ 20 élèves par enseignant dans l'enseignement primaire en Argentine, à Cuba, au Paraguay et en Uruguay, mais ce chiffre est de quelque 40:1 en République dominicaine et au Guatemala. Dans l'enseignement secondaire, le nombre d'élèves par enseignant est plus faible

Tableau 3.1 - Nombre estimé d'enseignants par niveau de la CITE par rapport au nombre estimé d'élèves et à la population, 1998

Niveaux d'enseignement	Personnel enseignant		Nombre d'élèves (en milliers)	Nombre d'élèves par enseignant	Nombre d'enseignants pour 100 000 hab.
	Total (en milliers)	% F			
CITE 0	701	97	15 560	22	145
CITE 1	2 757	77	77 000	28	570
CITE 2+3	2 165	59	41 157	19	448
CITE 4	5	42	80	16	0
CITE 5+6	809	40	9 603	.	167
CITE 0-6	6 437	68	143 400	22	1 330

dans tous les pays, sauf en République dominicaine (environ 32 élèves par enseignant), où l'enseignement secondaire commence plus tôt (à l'âge de 10 ans) qu'ailleurs dans la région.

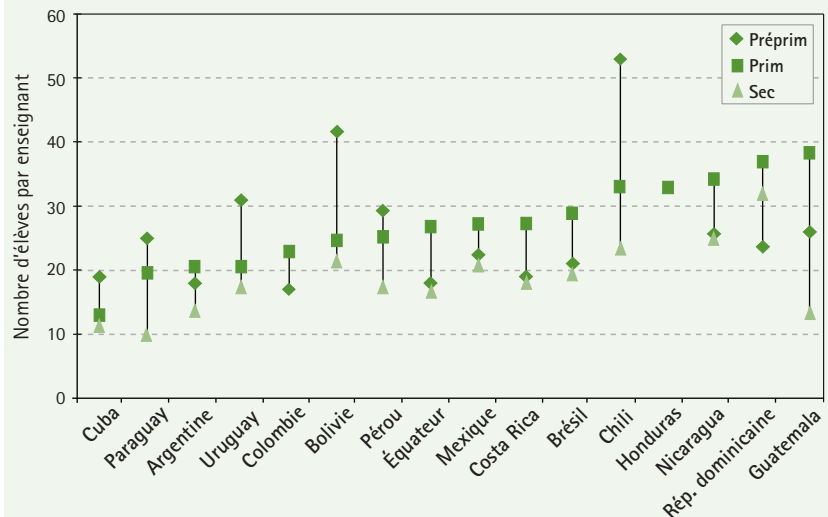
#### Répartition des enseignants par sexe : la prédominance des femmes

La profession d'enseignant dans la région est dominée par les femmes : près de 4,5 millions d'enseignantes étaient employées en 1998, soit près de 70 % de l'ensemble des effectifs enseignants. Les femmes constituent 95 % du corps enseignant en niveau préprimaire dans la région, 75 % dans le primaire, près de 60 % dans le secondaire et 40 % des professeurs dans l'enseignement supérieur (tableau 3.1). Les femmes prédominent en nombre dans l'enseignement primaire dans tous les pays pour lesquels on dispose de données, les proportions allant de 60 % (au Pérou) à 94 % (au Brésil). Le Pérou a la plus forte proportion d'hommes parmi les enseignants dans le secondaire, où ils sont près de 60 %.

Dans les autres pays, les femmes sont soit majoritaires, soit représentées à parité des hommes (figure 3.2). La plus faible proportion de femmes dans le corps enseignant s'observe dans l'enseignement supérieur - où elles sont environ

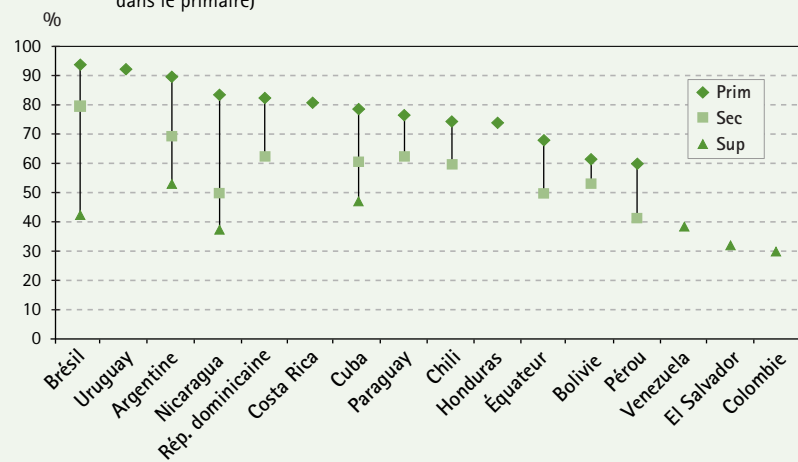
40 % -, à l'exception de l'Argentine, où la proportion est de 53 %. Cependant, seuls six pays ont communiqué les données nécessaires pour calculer cet indicateur dans l'enseignement supérieur.

Figure 3.1 - Nombre d'élèves par enseignant dans l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire, 1998 (par ordre croissant du nombre d'élèves par enseignant dans le primaire)



Source : Tableaux A1-A3, Annexe 1.

Figure 3.2 - Personnel enseignant : pourcentage de femmes dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, 1998 (par ordre décroissant du pourcentage de femmes dans le primaire)



Source : Tableaux A2-A4, Annexe 1.

#### Encadré 4 - Enseignants du primaire formés pour enseigner selon les normes nationales

Le pourcentage d'enseignants du primaire permet de mesurer la proportion des enseignants qui ont reçu la formation structurée minimale (préparatoire ou en cours d'emploi) nécessaire pour enseigner dans un niveau donné dans le pays considéré. C'est l'un des dix-huit indicateurs fondamentaux de l'Éducation pour tous (EPT). Quatre pays ont communiqué les données nécessaires pour calculer cet indicateur : le Costa Rica, Cuba, le Nicaragua et la République dominicaine. Dans ces pays, le pourcentage de maîtres du primaire formés selon ce critère va de 74 à 100 %.

# Dépenses et financement de l'éducation

On ne peut améliorer la qualité et la couverture de l'éducation qu'à la condition d'avoir un appui financier suffisant et stable. Le volume des dépenses publiques pour l'éducation est un indicateur de l'effort entrepris par les États dans ce domaine. Il est difficile d'obtenir des données sur les dépenses pour l'éducation qui soient à la fois exhaustives et classées de telle sorte de permettre d'établir des comparaisons au plan international. Les données relatives aux dépenses privées et à certaines dépenses publiques (par exemple, les dépenses publiques engagées au plan local) ne sont souvent pas consultables. En outre, on ne peut pas toujours ventiler les dépenses publiques par niveau de la CITE, notamment quand elles sont affectées à des établissements et des administrations qui sont en charge de plusieurs niveaux d'enseignement à la fois. En outre, les dépenses d'investissement, ou en capital, dans le domaine de l'éducation sont souvent mêlées, dans une même rubrique, à d'autres catégories de dépenses ne relevant pas de l'éducation et dont on ne peut les dissocier.

Les indicateurs présentés dans cette partie sont exprimés en termes relatifs (en pourcentage de l'ensemble des dépenses publiques ou du produit intérieur brut [PIB], total ou par habitant). Ils permettent de faire des comparaisons entre pays, ce qui n'est pas possible avec des valeurs absolues à cause des problèmes liés aux taux de change entre les différentes monnaies.

## *Part relative des dépenses publiques pour l'éducation dans l'ensemble des dépenses publiques et dans le PIB (en pourcentage)*

Neuf pays ont communiqué des informations nécessaires pour calculer les dépenses publiques pour l'éducation par rapport à l'ensemble des dépenses publiques. Leur part relative, qui représente la part du budget assignée à

l'éducation par rapport aux autres secteurs, dépasse 10 % dans les neuf pays. Le Paraguay et le Pérou ont les valeurs les plus élevées, soit 20 % et 22 % respectivement (annexe 1, tableau A4). Les dépenses publiques pour l'éducation par rapport au PIB sont disponibles pour seize pays. Dans quatre d'entre eux, cet indicateur est supérieur ou égal à 5 % (Bolivie, Costa Rica, Cuba et Panama), mais reste inférieur à 3 % en République dominicaine, en El Salvador et en Uruguay.

## *Répartition des dépenses publiques ordinaires par niveau d'enseignement*

La répartition des dépenses publiques par niveau d'enseignement renseigne sur les priorités définies par les États en la matière. On peut calculer cet indicateur pour treize pays, dont six ont fourni des données comprenant les dépenses en capital. L'enseignement primaire, qui rassemble le plus grand nombre d'élèves (54 % du total de la région), bénéficie également de la part la plus importante des dépenses publiques, sauf à Cuba et en Uruguay, où les dépenses dans l'enseignement secondaire sont plus élevées (annexe 1, tableau A4). L'enseignement supérieur a une part plus petite dans l'ensemble des dépenses que l'enseignement secondaire, excepté en Bolivie et au Brésil, où on affecte à l'enseignement supérieur environ un quart des dépenses totales.

## *Les dépenses publiques par élève et par niveau d'enseignement*

L'examen du volume de dépenses par rapport au nombre d'élèves dans chaque niveau d'enseignement est une autre manière d'étudier la répartition des ressources. Cet indicateur présente le rapport entre dépenses publiques (ordinaires ou totales, selon les données dont on dispose) et le nombre total d'élèves, dans l'enseignement public et privé. Cela peut être jugé discutable, mais l'idée est que, dans nombre de pays, une grande partie du secteur privé est subventionnée. Onze pays ont pu soumettre les données nécessaires pour calculer cet indicateur : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Mexique, Paraguay, Pérou et Uruguay. Les dépenses par élève dans l'éducation préprimaire sont généralement plus modestes que dans l'enseignement primaire, sauf au Pérou et en

Uruguay, où les volumes respectifs sont les mêmes, et au Brésil, où c'est l'inverse. Dans tous les pays, excepté la Bolivie (où les données relatives à l'enseignement primaire portent sur les niveaux 1 et 2 de la CITE), la scolarisation d'un élève du secondaire est généralement plus onéreuse que celle d'un élève du primaire. Dans l'enseignement supérieur, les dépenses par étudiant sont de deux à huit fois plus élevées (Argentine et Brésil respectivement) que les dépenses par élève dans le primaire, ce qui met en relief les grandes disparités en matière d'investissement public dans l'enseignement supérieur, dans la région.

### Les dépenses publiques par élève par rapport au PIB par habitant

Cet indicateur présente les dépenses publiques ordinaires par élève par rapport au PIB par habitant et rend possibles les comparaisons entre pays, indépendamment de leurs niveaux de revenu

(tableau 4.1 et figure 4.1). Cependant, il convient d'user de cet indicateur avec prudence, car les données de base sont par nature limitées. En outre, plusieurs pays ont fait état d'importantes dépenses qui ne pouvaient être ventilées par niveau d'enseignement et qui n'étaient donc pas prises en compte dans le calcul des dépenses par élève et par niveau distinct d'enseignement, bien qu'elles figurent dans les dépenses par élève pour tous les niveaux confondus (niveaux 0-6 de la CITE). Le Costa Rica et Cuba ont la proportion la plus élevée de dépenses d'éducation par élève pour tous les niveaux (0-6 de la CITE), exprimée en pourcentage du PIB par habitant (25 % ou plus), tandis que, à l'inverse, ce chiffre n'est que de 10 % au mieux en El Salvador, au Pérou et en Uruguay.

Tableau 4.1 - Dépenses publiques ordinaires par élève par niveau de la CITE en pourcentage du PIB par habitant, 1998

Pays	Dépenses par élève en % du PIB par habitant <sup>1</sup>				TOTAL
	CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 5+6	
Argentine <sup>2</sup>	9	11	14	20	13
Bolivie	6	11 <sup>3</sup>	10 <sup>4</sup>	52	14
Brésil <sup>2</sup>	14	11	11	83	14
Chili <sup>2</sup>	11	13	14	23	14
Costa Rica	17	20	32	37	25
Cuba	11	21	32	70	31
El Salvador	6	./. <sup>5</sup>	7 <sup>5</sup>	9	8
Mexique <sup>2</sup>	9	10	17	44	14
Paraguay <sup>2</sup>	./. <sup>6</sup>	11 <sup>6</sup>	19	...	16
Pérou <sup>2</sup>	7	7	11	22	10
Uruguay <sup>2</sup>	8	8	11	19	10

1. Les dépenses non réparties par niveau de la CITE sont uniquement incluses dans le total (CITE 0-6).

2. Les données se réfèrent aux dépenses publiques totales.

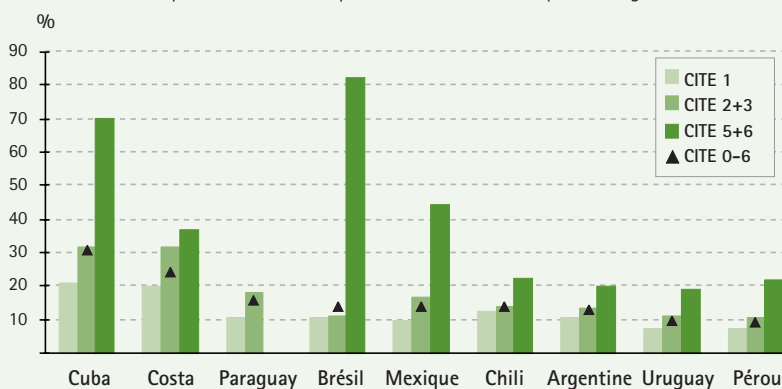
3. Les données incluent les niveaux 1 et 2 de la CITE.

4. Les données incluent le niveau 3 de la CITE seulement.

5. Les données pour le niveau 1 sont incluses dans les niveaux 2 et 3 de la CITE.

6. Les données pour le niveau 0 sont incluses dans le niveau 1 de la CITE.

Figure 4.1 - Dépenses publiques ordinaires par élève par niveau de la CITE en pourcentage du PIB par habitant, 1998 (par ordre décroissant du pourcentage du total)



Source : Tableau 4.1.

La scolarisation d'un élève dans un établissement préprimaire (niveau 0 de la CITE) revient à plus de 10 % du PIB par habitant au Brésil, au Chili, au Costa Rica et à Cuba. Le coût relatif des élèves dans le primaire est le plus élevé au Costa Rica et à Cuba, où il atteint 20 % du PIB par habitant, alors qu'il n'est que de 13 % au mieux dans les autres pays. Au Costa Rica et à Cuba, les élèves du secondaire coûtent plus de 30 % du PIB par habitant. Ces pays sont suivis par le Paraguay, où ce chiffre est de 19 %. Dans l'enseignement supérieur, les étudiants coûtent 83 % et 70 % du PIB par habitant au Brésil et à Cuba respectivement. Ces deux pays investissent davantage en termes relatifs par élève dans ce niveau d'enseignement que les autres pays de la région.

# ANNEXES

- ANNEXE 1 - Tableaux statistiques
- ANNEXE 2 - Définition des indicateurs
- ANNEXE 3 - Glossaire
- ANNEXE 4 - CITE 97

Tableau A1  
Éducation préprimaire (CITE 0) et autres programmes d'éveil de la petite enfance (PEPE), 1998

Pays	Éducation préprimaire		Élèves inscrits				
	Age d'entrée	Durée (en années)	Éducation préprimaire			Autres PEPE	
			Total	F	% Privé	Total	F
Argentine	3	3	1 178 249	586 247	29	...	...
Bolivie	4	2	207 789 <sup>1</sup>	102 605 <sup>1</sup>	10	.	.
Brésil	4	3	5 299 212	2 615 105	74	...	...
Colombie	3	3	991 862	492 126	45	.	.
Costa Rica	5	1	**69 579	**33 894	17	8 388	4 078
Cuba	0	6	867 697	434 394	0	383 382	194 120
Chili	4	2	434 754	212 576	45	...	...
Équateur	5	1	181 147	90 558	39	82 518	41 004
El Salvador	4	3	181 135	90 939	22	...	...
Guatemala	5	2	308 240	150 020	22	...	...
Honduras <sup>2</sup>	4	3	86 064	43 411	...	...	...
Mexique	4	2	3 360 518	1 667 047	9	...	...
Nicaragua <sup>3</sup>	3	4	160 616	80 553	17	...	...
Panama	5	1	...	...	...	...	...
Paraguay	5	1	112 694	56 134	32	...	...
Pérou	3	3	1 037 297	516 039	16	...	...
Rép. dominicaine	3	3	195 346	96 883	45	.	.
Uruguay	3	3	94 791	46 724	23	...	...
Venezuela <sup>3</sup>	3	3	800 885	395 630	16	95 708	42 340

1. Données partielles.

2. Les données se réfèrent à l'année 1997.

3. Les données se réfèrent à l'année 1999.

4. Les données se réfèrent aux enseignants à plein temps seulement.

a. Le nombre d'élèves par enseignant pour l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay est calculé à partir de données exprimées en équivalent plein temps.

# ANNEXE 1

## Tableaux statistiques

Éducation préprimaire										Pays
Taux bruts de scolarisation (%)			Taux nets de scolarisation (%)			Personnel enseignant			Nombre d'élèves par enseignant <sup>a</sup>	
Total	M	F	Total	M	F	Total	F	%F		
57	56	58	57	56	57	54 962	52 748	96	18	Argentine
46	46	47	34	34	34	4 951 <sup>1</sup>	4 605 <sup>1</sup>	93	42	Bolivie
55	55	55	42	42	42	265 719	261 148	98	21	Brésil
35	34	35	31	...	...	58 320	...	...	17	Colombie
82	82	81	56	56	56	3 604	3 484	97	19	Costa Rica
96	93	98	96	93	98	25 175	25 175	100	19	Cuba
74	74	73	38	38	38	10 930	10 718	98	...	Chili
63	62	64	52	52	53	10 152	9 105	90	18	Équateur
40	39	41	28	28	29	...	...	...	...	El Salvador
47	47	47	33	34	33	11 813	...	...	26	Guatemala
16	16	16	...	...	...	...	...	...	...	Honduras <sup>2</sup>
76	75	77	68	68	69	150 064	...	...	22	Mexique
26	26	27	26	26	27	6 220	6 039	97	26	Nicaragua <sup>3</sup>
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Panama
77	76	79	55	54	56	4 188 <sup>4</sup>	3 818 <sup>4</sup>	92	25	Paraguay
60	59	61	59	58	60	35 195	33 914	96	29	Pérou
34	34	34	30	30	31	8 209	7 779	95	24	Rép. dominicaine
56	55	56	40	39	40	3 061	**3 000	98	31	Uruguay
54	54	54	44	...	...	...	...	...	...	Venezuela <sup>3</sup>



Tableau A2  
Enseignement primaire (CITE 1) et espérance de vie scolaire, 1998

Pays	Enseignement primaire										
	Age d'entrée	Durée (en années)	Taux apparent d'admission (%)			Taux net d'admission (%)			Élèves inscrits		
			Total	M	F	Total	M	F	Total	Fem	% Privé
Argentine	6	6	116	116	117	100	100	100	4 821 090	2 374 279	20
Bolivie	6	6	130	129	130	70	69	70	1 444 879 <sup>2</sup>	703 561 <sup>2</sup>	9
Brésil	7	6	129	136	121	69	...	...	31 237 481	15 141 051	9
Colombie	6	5	135	...	...	56	...	...	5 062 284	2 482 820	20
Costa Rica	6	6	102	102	102	59	58	60	552 280	265 702	7
Cuba	6	6	92	92	92	90	90	90	1 015 897	494 060	0
Chili	6	6	98	98	97	38	37	38	1 831 082	884 058	42
Équateur	6	6	131	132	131	82	82	83	1 899 466	932 883	21
El Salvador	7	6	128	130	125	55	54	55	925 511	448 396	11
Guatemala	7	6	134	137	131	57	59	56	1 825 088	841 720	15
Honduras <sup>3</sup>	7	6	...	...	...	...	...	...	1 054 964	525 143	6
Mexique	6	6	114	114	114	92	92	93	14 697 915	7 148 812	7
Nicaragua <sup>4</sup>	7	6	147	143	151	39	40	38	830 206	410 811	16
Panama	6	6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Paraguay	6	6	120	122	119	71	70	72	958 734	463 816	15
Pérou	6	6	127	127	127	97	97	96	4 299 407	2 101 702	13
Rép. dominicaine	6	4	136	141	132	60	59	60	1 003 092	480 152	15
Uruguay	6	6	105	103	107	49	49	49	365 297	177 654	15
Venezuela <sup>4</sup>	6	6	103	104	102	63	63	64	3 328 067	1 614 921	9

1. Données partielles.

2. Données partielles. Elles incluent le niveau 2 de la CITE, enseignement secondaire général.

3. Les données se réfèrent à l'année 1997.

4. Les données se réfèrent à l'année 1999.

5. Les données se réfèrent aux enseignants à temps plein seulement.

6. Les données incluent le niveau 2 de la CITE.

a. Le nombre d'élèves par enseignant pour l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay est calculé à partir de données exprimées en équivalent plein temps.

# ANNEXE 1

## Tableaux statistiques

Enseignement primaire													Espérance de vie scolaire (en années)			Pays
Taux brut de scolarisation (%)			Taux net de scolarisation (%)			Pourcentage de redoublants			Enseignants			Nombre d'élèves par enseignant <sup>a</sup>	Total	M	F	
Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total	F	% F					
120	120	120	100	100	100	5	6	4	234 143	208 616	89	21	14,2	13,6	14,8	Argentine
118	119	117	100	100	100	2	3	2	72 679 <sup>1</sup>	44 437 <sup>1</sup>	61	25	13,0	...	...	Bolivie
154	156	152	98	100	96	24	...	...	941 401	881 647	94	29	13,0	12,8	13,1	Brésil
112	112	112	87	...	...	5	5	4	220 517	...	...	23	...	...	...	Colombie
108	110	107	92	92	92	9	10	8	20 232	16 248	80	27	10,6	10,7	10,6	Costa Rica
100	100	99	97	96	97	1	2	1	77 735	61 114	79	13	11,6	11,3	11,8	Cuba
106	108	104	88	88	87	3	4	3	68 951	51 096	74	33	13,0	13,2	12,9	Chili
113	113	113	97	96	97	3	3	2	70 618	47 838	68	27	...	...	...	Équateur
111	113	109	81	82	80	8	8	7	...	...	...	...	10,5	...	...	El Salvador
102	108	96	83	85	80	15	15	14	47 816	...	...	38	...	...	...	Guatemala
108	107	110	...	...	...	...	...	...	31 838	23 353	73	33	...	...	...	Honduras <sup>3</sup>
114	114	113	100	100	100	7	8	6	539 853	...	...	27	11,4	11,5	11,3	Mexique
105	105	105	80	80	80	5	5	4	24 144	20 098	83	34	...	...	...	Nicaragua <sup>4</sup>
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Panama
115	117	114	92	91	92	9	10	7	24 526 <sup>5</sup>	18 783 <sup>5</sup>	76	20	10,4	10,4	10,5	Paraguay
126	127	125	100	100	100	10	10	10	170 162	101 492	60	25	11,8	12,6	11,0	Pérou
133	136	130	87	87	88	6	6	6	42 184 <sup>6</sup>	31 549 <sup>6</sup>	82	37	...	...	...	Rép. dominicaine
113	113	112	92	92	93	8	10	7	17 724	**16 306	92	21	12,5	11,5	13,5	Uruguay
102	103	101	88	88	88	7	8	5	...	...	...	...	10,6	...	...	Venezuela <sup>4</sup>

Tableau A3

Enseignement secondaire (CITE 2 et 3) et enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4), 1998

Pays	Enseignement secondaire général		Élèves inscrits dans l'enseignement secondaire						
	Age d'entrée	Durée (en années) <sup>a</sup>	Total		Général			Technique/Professionnel	
			Total	F	Total	F	% Privé	Total	F
Argentine	12	3 + 3	3 555 848	1 820 549	2 998 752	1 575 231	25	557 096	245 318
Bolivie	12	2 + 4	823 432 <sup>1</sup>	391 794 <sup>1</sup>	780 975 <sup>1</sup>	365 921 <sup>1</sup>	18	42 457 <sup>1</sup>	25 873 <sup>1</sup>
Brésil	13	2 + 3	14 404 835	7 671 045	12 144 595	6 397 000	14	2 260 240	1 274 045
Colombie	11	4 + 4	3 549 368	1 840 193	...	...	...	...	...
Costa Rica	12	3 + 2	212 945	109 766	166 349	86 405	18	46 596	23 361
Cuba	12	3 + 3	739 980	372 462	556 465	297 400	0	183 515	75 062
Chili	12	2 + 4	1 334 239	661 563	975 961	491 455	43	358 278	170 108
Équateur	12	3 + 3	903 569	450 970	729 866	350 902	26	173 703	100 068
El Salvador	13	3 + 3	401 545	197 337	304 732	148 647	22	96 813	48 690
Guatemala	13	3 + 2	434 912	197 825	302 822	133 320	48	132 090	64 505
Honduras	13	3 + 2	...	...	...	...	...	...	...
Mexique	12	3 + 3	8 721 726	4 356 352	7 483 274	3 663 911	12	1 238 452	692 441
Nicaragua <sup>3</sup>	13	3 + 2	317 468 <sup>5</sup>	170 702 <sup>5</sup>	304 169	163 005	33	13 299 <sup>5</sup>	7 697 <sup>5</sup>
Panama	12	3 + 3	...	...	...	...	...	...	...
Paraguay	12	3 + 3	367 567	185 448	345 055	174 502	29	22 512	10 946
Pérou	12	3 + 2	2 212 033	1 059 300	1 918 320	921 130	18	293 713	138 170
Rép. dominicaine	10	4 + 4	927 232	497 517	891 482	476 765	21	35 750	20 752
Uruguay	12	3 + 3	275 090	154 178	220 130	121 871	16	54 960	32 294
Venezuela <sup>3</sup>	12	3 + 2	1 522 225	813 137	1 481 096	793 239	28	41 129	19 898

1. Données partielles.

2. Données partielles. Les données se réfèrent au niveau 3 de la CITE seulement.

3. Les données se réfèrent à l'année 1999.

4. Les données incluent le niveau 4 de la CITE.

5. Les données n'incluent ni l'enseignement technique du niveau 2 de la CITE ni l'enseignement technique privé.

6. Les données se réfèrent aux enseignants à plein temps seulement.

7. Les données se réfèrent au niveau 3 de la CITE seulement.

a. Durées du premier et second cycle du secondaire (CITE 2+3).

b. Le nombre d'élèves par enseignant pour l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou, le Paraguay et l'Uruguay est calculé à partir de données exprimées en équivalent plein temps.

c. Les informations se réfèrent au niveau 4B de la CITE, sauf pour la Bolivie, où elles se réfèrent également au niveau 4A. Voir les profils par pays, partie 1.

# ANNEXE 1

## Tableaux statistiques

Enseignement secondaire										Enseignement postsecondaire non supérieur, CITE 4				Pays
Taux brut de scolarisation (%)			Taux net de scolarisation (%)			Enseignants			Nombre d'élèves par enseignant <sup>b</sup>	Age d'entrée	Durée <sup>c</sup> (en années)	Élèves inscrits		
Total	M	F	Total	M	F	Total	F	% F				Total	F	
89	86	93	74	71	76	257 798	177 930	69	14	.	.	.	.	Argentine
80	83	77	68	70	66	24 545 <sup>2</sup>	11 695 <sup>2</sup>	53	21	18	1	...	...	Bolivie
83	76	89	50	46	55	750 855	596 769	79	19	.	.	.	.	Brésil
53	50	56	51	...	...	...	...	...	...	19	2	3 573	...	Colombie
52	49	55	44	42	47	11 836	...	...	18	17	3	8 239	4 232	Costa Rica
79	77	82	75	71	79	64 852 <sup>4</sup>	39 208 <sup>4</sup>	60	12	18	2	21 531	14 715	Cuba
85	85	86	70	69	72	56 921	33 920	60	23	.	.	.	.	Chili
56	56	57	46	45	47	53 937	26 876	50	17	18	2	26 030	14 960	Équateur
50	50	50	43	...	...	...	...	...	...	.	.	.	.	El Salvador
33	36	31	28	29	27	32 831	...	...	13	.	.	.	.	Guatemala
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Honduras
71	70	72	56	56	56	424 086	...	...	21	.	.	.	.	Mexique
61	56	66	39	35	42	11 056 <sup>5</sup>	5 770 <sup>5</sup>	50	25	18	...	...	...	Nicaragua <sup>3</sup>
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Panama
51	49	52	42	41	43	21 052 <sup>6</sup>	13 120 <sup>6</sup>	62	10	.	.	.	.	Paraguay
81	83	78	61	62	61	128 412	52 573	41	17	.	.	.	.	Pérou
66	61	72	53	48	57	13 687 <sup>7</sup>	6 417 <sup>7</sup>	62	32	.	.	.	.	Rép. dominicaine
88	76	101	66	56	76	15 887	...	...	17	.	.	.	.	Uruguay
59	54	65	50	46	55	...	...	...	...	.	.	.	.	Venezuela <sup>3</sup>

Tableau A4  
Enseignement supérieur (CITE 5 et 6) et dépenses publiques de l'éducation, 1998

Pays	Enseignement supérieur													
	Étudiants inscrits		Taux brut d'inscription (%)			Pourcentage d'étudiants par niveau de la CITE			Pourcentage de femmes dans chaque niveau de la CITE			Étudiants étrangers		
	Total	F	Total	M	F	Niveau 5A	Niveau 5B	Niveau 6	Niveau 5A	Niveau 5B	Niveau 6	Total	F	
Argentine	1 526 515	891 946 <sup>1</sup>	47	39	56	73	27	0,3	54	72	...	...	...	
Bolivie	199 260 <sup>3</sup>	...	28	...	...	...	...	...	...	.	...	...	...	
Brésil	2 203 599	1 211 171	14	12	15	96 <sup>7</sup>	./. <sup>7</sup>	4	55 <sup>7</sup>	./. <sup>7</sup>	53	...	...	
Colombie <sup>8</sup>	772 291	406 645	21	19	22	77	17	7	53	49	56	...	...	
Costa Rica	58 761 <sup>9</sup>	31 012 <sup>9</sup>	31	33	28	...	...	...	...	...	...	...	...	
Cuba	156 224	70 183 <sup>1</sup>	19	16	22	100 <sup>10</sup>	.	./. <sup>10</sup>	61	.	...	3 740 <sup>3</sup>	...	
Chili	406 553	187 332	34	36	32	79	19	2	47	45	38	...	...	
Équateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
El Salvador	118 491	65 299	18	16	20	94 <sup>10</sup>	6	./. <sup>10</sup>	56 <sup>10</sup>	43	./. <sup>10</sup>	559	...	
Guatemala <sup>14</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
Honduras	77 768	...	13	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
Mexique	1 837 884	887 653	18	19	18	98	1	0,4	48	38	38	...	...	
Nicaragua <sup>15</sup>	56 558	29 757	12	11	12	...	...	...	...	...	...	279	52	
Panama <sup>8</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
Paraguay	13 921 <sup>17</sup>	10 192 <sup>17</sup>	...	...	...	...	...	...	...	73	...	...	...	
Pérou	734 392	185 508	28	30	27	55 <sup>10</sup>	45	./. <sup>10</sup>	40 <sup>10</sup>	56	./. <sup>10</sup>	...	...	
Rép. dominicaine <sup>8</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
Uruguay	94 219	60 310	35	25	45	78	21	1	61	71	61	...	...	
Venezuela <sup>14</sup>	668 109	391 644	29	24	35	66 <sup>10</sup>	34	./. <sup>10</sup>	60 <sup>10</sup>	57	./. <sup>10</sup>	...	...	

1. Les données n'incluent pas le niveau 6 de la CITE.

2. Les données se réfèrent aux dépenses publiques totales.

3. Les données se réfèrent seulement au niveau 5A de la CITE.

4. Les données se réfèrent aux niveaux 1 et 2 de la CITE.

5. Les données se réfèrent aux niveaux 3 et 4 de la CITE.

6. Les données du niveau 4 de la CITE sont incluses dans le niveau 3 de la CITE.

7. Les données du niveau 5B de la CITE sont incluses dans le niveau 5A de la CITE.

8. Les données se réfèrent à l'année 1997.

9. Données partielles.

10. Les données du niveau 6 de la CITE sont incluses dans le niveau 5A de la CITE.

11. Les données du niveau 4 de la CITE sont incluses dans les niveaux 2 et 3 de la CITE.

12. Les données du niveau 0 de la CITE sont incluses dans le niveau 1 de la CITE.

13. Les données se réfèrent seulement au niveau 3 de la CITE.

14. Les données se réfèrent à l'année 1999.

15. Les données sur l'enseignement supérieur se réfèrent à l'année 1997.

16. Les données se réfèrent à l'année 1999 et incluent seulement les dépenses ordinaires.

17. Les données se réfèrent seulement au niveau 5B de la CITE.

# ANNEXE 1

## Tableaux statistiques

Enseignement supérieur			Dépenses publiques totales de l'éducation		Répartition des dépenses publiques ordinaires par niveau de la CITE (%)							Pays
Enseignants			En pourcentage du PIB	En pourcentage des dépenses du gouvernement	Niveau 0	Niveau 1	Niveaux 2+3	Niveau 4	Niveaux 5+6	Non réparties		
Total	F	% F										
116 114	61 271	53	4,1	...	7,3 <sup>2</sup>	35,1 <sup>2</sup>	33,2 <sup>2</sup>	.	21,2 <sup>2</sup>	3,3 <sup>2</sup>	Argentine	
11 420 <sup>3</sup>	...	...	5,6	...	3,2	50,6 <sup>4</sup>	12,6 <sup>5</sup>	/.	28,2	5,4	Bolivie	
165 122	69 366	42	4,5	12,0	9,6 <sup>2</sup>	44,2 <sup>2</sup>	21,9 <sup>2</sup>	.	24,2 <sup>2</sup>	- <sup>2</sup>	Brésil	
79 532	23 636	30	...	...	...	...	...	...	...	...	Colombie <sup>8</sup>	
...	...	...	6,2	...	5,6	47,2	29,1	0,7	17,4	-	Costa Rica	
23 524	11 105	47	6,7	12,2	7,3	28,3	33,4 <sup>11</sup>	/.	14,9	16,0	Cuba	
...	...	...	3,7	16,1	8,6 <sup>2</sup>	41,5 <sup>2</sup>	33,3 <sup>2</sup>	.	16,5 <sup>2</sup>	- <sup>2</sup>	Chili	
...	...	...	...	...	/.	43,4 <sup>12</sup>	41,4 <sup>11</sup>	/.	9,1	6,1	Équateur	
7 285	2 341	32	2,3	...	8,1	65,7 <sup>4</sup>	7,1 <sup>13</sup>	.	7,5	11,6	El Salvador	
...	...	...	** 1,8	** 17,0	...	...	...	...	...	...	Guatemala <sup>14</sup>	
5 464	...	...	** 4,0	...	...	...	...	...	...	...	Honduras	
192 406	...	...	4,2	...	7,6 <sup>2</sup>	35,4 <sup>2</sup>	36,8 <sup>2</sup>	.	20,2 <sup>2</sup>	- <sup>2</sup>	Mexique	
3 840	1 432	37	** 3,4 <sup>16</sup>	...	...	...	...	...	...	...	Nicaragua <sup>15</sup>	
...	...	...	5,0	16,3	/.	31,1 <sup>12</sup>	19,8 <sup>11</sup>	/.	26,1	23,1	Panama <sup>8</sup>	
1 135 <sup>17</sup>	846 <sup>17</sup>	...	4,5	20,2	/.	49,2 <sup>12,2</sup>	28,8 <sup>2</sup>	.	21,5 <sup>2</sup>	0,5 <sup>2</sup>	Paraguay	
54 477	7 543 <sup>17</sup>	...	3,2	22,3	9,8 <sup>2</sup>	40,3 <sup>2</sup>	29,6 <sup>2</sup>	.	20,3 <sup>2</sup>	- <sup>2</sup>	Pérou	
...	...	...	2,2	13,8	...	...	...	...	...	...	Rép. dominicaine <sup>8</sup>	
12 748	...	...	2,5	12,2	8,8 <sup>2</sup>	33,1 <sup>2</sup>	36,4 <sup>2</sup>	.	21,7 <sup>2</sup>	0,1 <sup>2</sup>	Uruguay	
53 590	20 543	38	...	...	...	...	...	...	...	...	Venezuela <sup>14</sup>	

# Définition des indicateurs

**Coefficient d'efficacité.** Nombre idéal d'années de scolarité nécessaires pour qu'une cohorte achève un niveau ou cycle d'études (par exemple, le cycle primaire), sans redoublements ni abandons, divisé par le nombre total d'années d'études réellement effectuées par cette cohorte.

**Dépenses publiques de l'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales.** Rapport entre l'ensemble des dépenses consacrées à l'éducation par les différents niveaux d'administration de l'État, c'est-à-dire par les pouvoirs centraux, régionaux et locaux, et l'ensemble des dépenses publiques pour tous les secteurs confondus (dont la santé, l'éducation, les services sociaux, etc.), exprimé en pourcentage.

**Dépenses publiques de l'éducation en pourcentage du PIB.** Rapport, exprimé en pourcentage, entre l'ensemble des dépenses publiques consacrées à l'éducation par les différents niveaux de l'administration habilités dans un pays donné (pouvoirs centraux, régionaux et locaux) et le produit intérieur brut.

**Dépenses publiques ordinaires par élève en pourcentage du PIB par habitant.** Dépenses publiques ordinaires par élève (écolier ou étudiant) à chaque niveau d'enseignement par rapport au PIB par habitant.

**Espérance de vie scolaire.** Nombre probable d'années qu'un enfant est appelé à passer dans le système scolaire et universitaire, y compris les années de redoublement. C'est la somme des taux de scolarisation aux différents âges dans les niveaux d'enseignement primaire, secondaire, postsecondaire non supérieur et supérieur.

**Indice de parité entre les sexes.** Rapport entre la valeur correspondant au sexe féminin et celle correspondant au sexe masculin pour un indicateur donné.

**Nombre d'élèves par maître (ou par enseignant).** Nombre moyen d'élèves par enseignant dans un niveau d'enseignement donné et pour une année scolaire donnée. Lorsque les données sont disponibles, on calcule le rapport élèves/maître à partir du nombre d'enseignants et du nombre d'élèves exprimés en équivalents temps plein.

**Pourcentage de nouveaux inscrits en première année de l'enseignement primaire ayant suivi un type quelconque de programme organisé d'éveil de la petite enfance.** Rapport, exprimé en pourcentage, entre le nombre d'élèves inscrits pour la première fois dans l'enseignement primaire et qui ont suivi un programme organisé d'éveil de la petite enfance quel qu'il soit, équivalant à 200 heures au moins, d'une part, et l'ensemble des nouveaux inscrits en première année du primaire, d'autre part.

**Pourcentage de redoublants.** Proportion d'élèves qui s'inscrivent dans la même année (ou niveau) d'études que l'année précédente, exprimée en pourcentage de l'ensemble des effectifs scolarisés dans l'année (ou niveau) d'études considérée.

**Pourcentage des enseignants formés ou certifiés pour enseigner au regard des normes nationales.** Rapport entre le nombre d'enseignants qui, ayant reçu la formation pédagogique organisée minimale (avant leur entrée en fonctions ou en exercice) exigée, sont habilités à enseigner dans un niveau d'éducation donné, et le nombre total d'enseignants dans ce niveau d'éducation, exprimé en pourcentage.

**Pourcentage d'une cohorte qui atteint la cinquième année, ou taux de rétention en cinquième année.** Pourcentage d'une cohorte qui entame le cycle primaire et qui atteindra la cinquième année d'études.

**Produit national brut par habitant.** Produit national brut en dollars courants des États-Unis divisé par le nombre total d'habitants d'un pays.

**Rémunération des enseignants en pourcentage des dépenses ordinaires dans l'éducation.** Rapport, exprimé en pourcentage, entre les dépenses publiques ordinaires consacrées au traitement et à d'autres éléments de rémunération des enseignants et l'ensemble des dépenses publiques ordinaires dans l'éducation.

**Taux brut d'admission dans l'enseignement primaire.** Rapport entre le nombre d'élèves inscrits pour la première fois en première année de l'enseignement primaire, quel que soit leur âge, et la population ayant l'âge officiel d'admission dans le primaire, exprimé en pourcentage.

**Taux brut d'inscription dans l'enseignement supérieur.** Ensemble des effectifs inscrits dans l'enseignement supérieur, indépendamment de l'âge des inscrits, exprimé en pourcentage de la population appartenant au groupe d'âge qui correspond aux cinq années suivant la fin du cycle secondaire.

**Taux brut de scolarisation (TBS).** Rapport, exprimé en pourcentage, entre le nombre d'élèves inscrits dans une année d'études donnée, quel que soit leur âge, et la population ayant l'âge scolaire officiel de cette année d'études.

**Taux d'alphabétisme.** Rapport entre le nombre d'adultes (personnes âgées de 15 ans et plus) sachant lire et écrire et l'ensemble de la population adulte, exprimé en pourcentage.

**Taux de croissance annuel (moyen) (de la population).** Croissance démographique annuelle moyenne pour la période 1995-2000, exprimée en pourcentage.

**Taux de mortalité infantile.** Nombre de décès d'enfants âgés de moins d'1 an pour 1 000 naissances vivantes au cours d'une année donnée.

**Taux net d'admission dans l'enseignement primaire.** Rapport entre le nombre d'enfants ayant l'âge officiel requis pour commencer leur scolarité et qui sont admis comme nouveaux inscrits en première année de l'enseignement primaire et la population du même âge, exprimé en pourcentage.

**Taux net de scolarisation (TNS).** Rapport entre le nombre d'élèves du groupe d'âge correspondant officiellement à un niveau d'enseignement donné et la population totale de ce groupe d'âge, exprimé en pourcentage.



# Glossaire

**Abandon scolaire.** Élèves qui abandonnent leurs études au cours d'une année scolaire donnée.

**Âge d'admission (théorique).** Âge auquel les écoliers ou étudiants entameraient un programme donné ou une année d'études donnée en supposant qu'ils aient commencé leur scolarité à l'âge d'admission officiel au niveau d'études le plus bas, qu'ils aient étudié à plein temps tout au long de leur vie scolaire et qu'ils aient évolué dans le système scolaire sans redoubler ni sauter de classe. Il faut noter que l'âge d'admission théorique pour un programme donné ou pour une classe donnée peut être très différent de l'âge d'admission le plus couramment observé, voire de l'âge d'admission réel.

## Dépenses dans l'éducation :

**Dépenses publiques dans l'éducation.** Dépenses ordinaires et en capital consacrées à l'éducation effectuées par les administrations locales, régionales et nationales, y compris les municipalités. Les contributions des ménages en sont généralement exclues.

**Dépenses ordinaires dans l'éducation.** Dépenses au titre de biens et de services consommés dans l'année en cours et qui devraient être renouvelées, si nécessaire, l'année suivante. Elles comprennent la rémunération et les avantages annexes du personnel ; les services contractuels ou acquis ; les autres ressources, dont les livres et autres matériels pédagogiques ; les services sociaux et les autres dépenses courantes, tels mobilier, appareils et équipements, les menues réparations, le carburant et autres combustibles, les frais de télécommunications, les déplacements, les assurances et les loyers.

**Dépenses en capital dans l'éducation.** Dépenses destinées à des biens ou services qui durent plus d'un an. Elles comprennent les dépenses consacrées à la construction, à la rénovation et aux réparations importantes des bâtiments, ainsi qu'à l'acquisition de gros équipements ou de véhicules.

## Domaines d'études dans l'enseignement supérieur :

**Programmes généraux.** Programmes de base ; alphabétisation et apprentissage du calcul ; développement personnel.

**Éducation.** Formation des enseignants et sciences de l'éducation.

**Lettres et arts.** Lettres et sciences humaines ; religion et théologie ; beaux-arts et arts appliqués.

**Sciences sociales, commerce et droit.** Sciences sociales et du comportement ; journalisme et information ; commerce et administration ; droit.

**Science.** Sciences de la vie et sciences physiques ; mathématiques ; statistiques et sciences de l'informatique.

**Ingénierie, industries de transformation et de production et bâtiment.** Sciences de l'ingénieur et techniques apparentées ; industries de fabrication et de transformation, architecture et bâtiment.

**Agriculture.** Agriculture, sylviculture et halieutique ; sciences vétérinaires.

**Santé et protection sociale.** Médecine et services sanitaires ; services sociaux.

**Services.** Services aux particuliers ; services de transport ; protection de l'environnement ; services de sécurité.

**Divers (non précisés ou inconnus).**

**Durée des études.** Nombre d'années d'études d'un niveau ou cycle d'éducation donné.

**Éducation de base.** Ensemble des différents programmes d'activités éducatives visant à répondre aux besoins éducatifs fondamentaux, tels que les définit la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, Thaïlande, 1990). Elle comprend donc à la fois l'enseignement scolaire (primaire et parfois premier cycle du

secondaire) proprement dit, ou formel, et un ensemble très divers d'activités éducatives non formelles et informelles, publiques et privées, qui visent à répondre aux besoins éducatifs fondamentaux spécifiques de groupes de personnes de tous âges.

**Effectifs (scolaires ou universitaires).** Nombre d'élèves (écoliers ou étudiants) inscrits dans un niveau ou une année d'études, quel que soit leur âge.

#### Enseignants :

*Enseignants ou personnel enseignant.* Personnes employées à plein temps ou à temps partiel au sein d'effectifs constitués dans le but d'éclairer et de diriger le parcours didactique d'écoliers et d'étudiants, quels que soient leurs qualifications et le mécanisme de transmission des connaissances (en présence de l'enseignant ou à distance, ou encore un panachage de ces deux formules). Cette définition exclut le personnel enseignant qui n'a pas de fonctions pédagogiques au moment considéré (par exemple, les directeurs ou chefs d'établissements scolaires qui n'enseignent pas) et les personnes qui travaillent ponctuellement ou bénévolement dans les établissements d'enseignement (par exemple, les parents d'élèves).

*Enseignants certifiés.* Enseignants qui ont reçu la formation pédagogique organisée minimale (avant leur entrée en fonctions ou bien en exercice) requise pour enseigner dans un niveau donné et dans un pays donné.

*Enseignants à plein temps.* Personnes chargées d'enseigner pendant un certain nombre d'heures de travail réglementairement considéré comme un temps complet dans un niveau d'éducation donné.

*Enseignants à temps partiel.* Enseignants dont le volume d'heures de travail réglementaire est inférieur à celui qui est exigé des enseignants à plein temps.

*Nombre d'enseignants en équivalent plein temps.* Généralement exprimé en personnes par année. L'unité de mesure d'un équivalent temps plein est un emploi à temps plein. La proportion de temps de travail par rapport à un temps plein des enseignants qui travaillent à temps partiel est déterminé en rapportant leur volume d'heures travaillées au nombre réglementaire d'heures travaillées d'un enseignant à temps plein au cours d'une année scolaire. Par exemple, un enseignant qui travaille un tiers du nombre d'heures réglementaire d'un enseignant à temps plein effectue un tiers d'équivalent temps plein.

**Enseignement primaire universel.** Scolarisation de tous les enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire (auquel cas le taux de scolarisation primaire net est de 100 %).

#### Établissements :

*Établissements privés.* Établissements d'enseignement scolaire ou universitaire sous la direction et l'administration d'une institution non étatique (église, syndicat, entreprise commerciale ou autre type d'organisation non gouvernementale), qu'ils bénéficient ou non d'un soutien financier de la part de l'État.

*Établissements publics.* Établissements d'enseignement scolaire ou universitaire sous la tutelle et l'administration d'une autorité ou d'un organe étatique (au plan national ou fédéral, au plan d'un État ou d'une province ou au plan local), quelle que soit l'origine de leurs ressources financières.

**Étudiants étrangers.** Étudiants inscrits dans un programme d'enseignement dans un pays où ils ne résident pas de manière permanente.

**Nouveaux inscrits.** Élèves ou étudiants qui s'inscrivent pour la première fois dans un programme éducatif dans un niveau ou sous-niveau d'études donné.

**Orientation des programmes éducatifs :**

*Enseignement général.* Enseignement principalement conçu pour amener les élèves à mieux comprendre une matière ou un ensemble de matières, afin, en particulier, mais pas nécessairement, de les préparer à poursuivre d'autres études (complémentaires) de même niveau ou d'un niveau plus élevé. Les programmes de cette catégorie sont généralement dispensés en milieu scolaire et peuvent comprendre ou non des éléments d'enseignement professionnel. Ils peuvent être ou non sanctionnés par un titre scolaire ou universitaire. Cependant, ils ne permettent pas d'une manière générale aux élèves qui l'achèvent avec succès d'entamer une carrière ni d'entrer dans une branche ou dans une catégorie professionnelle particulières sans une formation complémentaire préalable.

*Enseignement technique et professionnel.* Enseignement principalement destiné à préparer les élèves directement à un métier ou à une branche professionnelle particuliers (ou à une catégorie de professions ou d'activités professionnelles). L'élève qui achève avec succès un programme de ce type acquiert une qualification qu'il peut faire valoir sur le marché du travail et qui est reconnue par les instances compétentes du pays où elle est délivrée (par exemple, le Ministère de l'éducation, les associations d'employeurs, etc.).

# ANNEXE 4

## CITE 97

0 ÉDUCATION PRÉPRIMAIRE	Critères principaux
Première étape de l'instruction organisée, visant essentiellement à préparer les très jeunes enfants à un environnement de type scolaire.	Doit être dispensé dans une école ou dans un autre centre d'accueil, et être conçu pour répondre aux besoins d'apprentissage et de développement des enfants de 3 ans au moins. Le personnel enseignant doit être suffisamment formé (c.à.d. diplômé) pour dispenser un programme éducatif.
1 ENSEIGNEMENT DU 1 <sup>ER</sup> DEGRÉ (PRIMAIRE)	Critères principaux
Normalement conçu pour donner aux élèves un solide enseignement de base en lecture, écriture et mathématiques.	Début des études systématiques caractéristiques de l'enseignement primaire, notamment en lecture, écriture et mathématiques. Accès aux établissements ou aux programmes d'enseignement primaire créés à l'échelon national. Le début des activités de lecture ne constitue pas à lui seul un critère suffisant pour classer un programme d'enseignement au niveau 1 de la CITE.
2 ENSEIGNEMENT DU 1 <sup>ER</sup> CYCLE DU SECONDAIRE	Critères principaux
Le premier cycle de l'enseignement secondaire prolonge en général le programme de base du primaire, bien qu'il soit d'ordinaire plus axé sur les disciplines enseignées et suppose souvent l'intervention d'enseignants plus spécialisés qui donnent leurs cours dans leur domaine de spécialisation.	<p>Au début du niveau 2, les programmes doivent être ceux dans lesquels l'enseignement commence à être plus monovalent (un enseignant par discipline) et pour lesquels on fait appel à des enseignants plus spécialisés qui dispensent leur domaine de spécialisation.</p> <p>Si ce point de transition dans l'organisation ne correspond pas à une coupure normale dans les systèmes éducatifs nationaux, il convient de subdiviser les programmes au stade où ceux-ci commencent à refléter ce changement d'organisation.</p>
3 ENSEIGNEMENT DU 2 <sup>E</sup> CYCLE DU SECONDAIRE	Critères principaux
Phase finale de l'enseignement secondaire dans la plupart des pays. L'enseignement est souvent plus organisé par discipline qu'au niveau 2 et les enseignants doivent en général posséder un diplôme de niveau plus élevé ou plus spécialisé qu'au niveau 2.	<p>La frontière séparant les premier et second cycles du secondaire dans les différents pays devrait être l'élément déterminant pour distinguer le niveau 2 du niveau 3.</p> <p>Pour accéder à ces programmes d'enseignement, il faut d'ordinaire avoir achevé une formation de niveau 2, ou une formation de base qui, conjuguée aux acquis de l'expérience vécue, démontre l'aptitude à maîtriser les disciplines enseignées au niveau 3 de la CITE.</p>
4 ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE NON SUPÉRIEUR	Critères principaux
<p>Ces programmes se trouvent à la limite entre le 2<sup>e</sup> cycle du secondaire et le postsecondaire, même si, d'un point de vue national, ils peuvent clairement être rattachés soit à l'un, soit à l'autre de ces deux niveaux.</p> <p>Souvent ces programmes ne sont pas d'un niveau beaucoup plus avancé que ceux classés au niveau 3, mais ils permettent d'élargir les connaissances des participants qui ont déjà achevé une formation à ce niveau. Les élèves sont en général plus âgés que ceux des programmes de niveau 3.</p> <p>Durée des programmes : les programmes de niveau 4 durent en général entre 6 mois et 2 ans.</p>	Les élèves accédant à des programmes de niveau 4 de la CITE ont en général achevé le niveau 3.
5 ENSEIGNEMENT DU 1 <sup>ER</sup> CYCLE DU SUPÉRIEUR	Critères de classification retenus pour le niveau et les sous-catégories (5A et 5B)
Les programmes de niveau 5 ont des contenus d'enseignement plus approfondis que ceux proposés aux niveaux 3 et 4.	L'accès à ces programmes exige normalement d'avoir terminé avec succès une formation de niveau 3A ou 3B, ou de posséder une qualification équivalente de niveau 4A.
CITE 5A : programmes fondés sur un enseignement largement théorique et axés sur l'acquisition de compétences suffisantes pour accéder à des programmes de recherche de haut niveau et à des professions exigeant de grandes qualifications.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les programmes ont une durée théorique cumulée minimale (dans le supérieur) de 3 ans.</li> <li>2. En général, les enseignants doivent être titulaires d'un diplôme de recherche de haut niveau.</li> <li>3. La réalisation d'un projet de recherche ou la soutenance d'une thèse peut s'avérer nécessaire.</li> <li>4. Les programmes assurent le niveau de formation requis pour accéder à une profession exigeant de grandes compétences ou à un programme de recherche de haut niveau.</li> </ol>
CITE 5B : programmes ayant des contenus généralement plus pratiques et techniques, et une finalité professionnelle plus précise que ceux de niveau 5A.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les programmes ont une orientation plus pratique et une finalité professionnelle plus précise que les programmes de niveau 5A et ne préparent pas les étudiants à accéder directement à des formations à la recherche de haut niveau.</li> <li>2. Ils ont une durée minimale de 2 ans.</li> <li>3. Leurs contenus sont en général conçus pour préparer les étudiants à intégrer une profession précise.</li> </ol>
6 ENSEIGNEMENT DU 2 <sup>E</sup> CYCLE DU SUPÉRIEUR (CONDUISANT À UN DIPLÔME DE RECHERCHE APPROFONDIE)	
Ce niveau est réservé aux programmes du supérieur qui conduisent à l'obtention d'un diplôme de recherche de haut niveau. Les programmes sont consacrés à des études approfondies et à des travaux de recherche originaux.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ce niveau exige la soutenance d'une thèse ou d'un mémoire publiable qui soit le produit de travaux de recherche originaux et représente une contribution appréciable à la connaissance.</li> <li>2. Ne doit pas reposer uniquement sur le travail effectué en cours.</li> <li>3. Prépare les étudiants à enseigner dans les établissements proposant des formations de niveau 5A et à faire de la recherche dans le secteur public et l'industrie.</li> </ol>

Critères subsidiaires		Sous-catégories	
Le personnel enseignant doit être titulaire des diplômes correspondants ; mise en œuvre d'un programme ayant des contenus éducatifs.			
Critères subsidiaires			
Dans les pays où l'âge de scolarité obligatoire (ou au moins l'âge auquel la quasi-totalité des élèves commencent leur formation) est postérieur au début de l'étude systématique des disciplines mentionnées, c'est la première année de la scolarité obligatoire qui doit être utilisée pour déterminer la limite entre les niveaux 0 et 1 de la CITE.			
Critères subsidiaires	Débouchés auxquels le programme est censé préparer les élèves	Orientation du programme	
En l'absence, toutefois, de coupure distincte marquant ce changement d'organisation, il convient de créer une subdivision artificielle dans les programmes après la 6 <sup>e</sup> année d'enseignement primaire pour marquer le passage du niveau 1 au niveau 2 de la CITE.  Dans les pays où il n'y a pas de coupure dans le système entre les 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> cycles de l'enseignement secondaire, et dans ceux où le 1 <sup>er</sup> cycle dure plus de 3 ans, seules les 3 premières années qui suivent l'enseignement primaire doivent être comptées dans le 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire.	A Programmes conçus pour préparer les élèves à accéder directement au niveau 3 dans une filière pouvant déboucher ultérieurement sur l'enseignement supérieur, autrement dit à des formations classées aux niveaux 3A ou 3B de la CITE.	Générale	Enseignement pas spécialement conçu pour préparer les participants à accéder à un groupe précis de professions ou de métiers, ou à des formations professionnelles/techniques plus poussées.
	B Programmes conçus pour préparer les élèves à accéder directement au niveau 3C.		Professionnelle
	C Programmes (dits parfois «finals») principalement conçus pour accéder directement au marché du travail à la fin de ce niveau.		
Programmes modulaires	Débouchés auxquels le programme est censé préparer les élèves	Orientation du programme	
Pour obtenir un diplôme dans un programme modulaire, il faut associer des blocs d'enseignements, ou modules, pour en faire un programme répondant à des exigences précises.  Un seul module, toutefois, peut n'avoir ni débouché précis dans le système éducatif ou sur le marché du travail ni orientation particulière.	A CITE 3A : programmes de niveau 3 conçus pour permettre d'accéder directement au niveau 5A de la CITE.	Générale	Enseignement pas spécialement conçu pour préparer les participants à accéder à un groupe précis de professions ou de métiers, ou à des formations professionnelles/techniques plus poussées.
	B CITE 3B : programmes de niveau 3 conçus pour permettre d'accéder directement au niveau 5B de la CITE.		Professionnelle
	C CITE 3C : programmes de niveau 3 qui, dans leur conception, ne conduisent pas directement au niveau 5A ou 5B. Par conséquent, ils débouchent directement sur le marché du travail, sur les programmes de niveau 4 ou d'autres programmes de niveau 3.		
Types de programmes pouvant faire partie du niveau 4	Débouchés auxquels le programme est censé préparer les élèves	Orientation du programme	
Premier type : formations professionnelles courtes dont les contenus ne sont pas assimilés à un enseignement «supérieur» dans de nombreux pays ou les programmes qui ne répondent pas au critère de durée retenu pour le niveau 5B de la CITE - au moins 2 années.  Ces programmes sont souvent conçus pour les élèves qui ont terminé le niveau 3, mais leur accès n'est pas nécessairement subordonné à la possession d'un diplôme de niveau 3.  Second type : programmes affectés par les pays à l'enseignement du 2 <sup>e</sup> cycle, même si les élèves qui y accèdent ont en général déjà achevé un autre programme à ce niveau d'enseignement (deuxième cursus, par exemple).	A Programmes de niveau 4 conçus pour donner directement accès au niveau 5A ou 5B de la CITE.	Générale	Enseignement pas spécialement conçu pour préparer les participants à accéder à un groupe précis de professions ou de métiers, ou à des formations professionnelles/techniques plus poussées.
	B Programmes de niveau 4 qui, dans leur conception, ne conduisent pas directement au niveau 5A ou 5B de la CITE. Ils débouchent directement sur le marché du travail ou sur d'autres formations de niveau 4.		Professionnelle
	Durée théorique cumulée des études du supérieur	Position dans la structure nationale de délivrance de titres et diplômes	
	A Catégories de durées : moins de 5 ans ; 5 ans ou plus.	A	Catégories : premier diplôme ; deuxième diplôme ou +.
	B Catégories de durées : aucune.	B	Catégories : aucune.

# Remerciements

Ce rapport régional puise dans les données fournies par les pays concernés dans le cadre de l'*Enquête 2000*. Nous souhaitons saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude à tous ceux qui, dans chaque pays, ont pris le temps de répondre aux questionnaires de l'ISU, à nos demandes d'éclaircissements ainsi que pour leur participation aux ateliers régionaux de l'*Enquête 2000*. Nous aimerions également adresser nos remerciements aux organisations internationales, en particulier aux Divisions de la statistique et de la population des Nations Unies, à la Banque mondiale, à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et aux autres institutions spécialisées qui ont fourni des informations et statistiques qui sont venues compléter celles que l'ISU a rassemblées directement.

Ce rapport a été préparé par les membres de l'équipe de l'*Enquête 2000* au sein de l'Institut de statistique de l'UNESCO, et en particulier par Roser Cussó et Luis Carrizo. Nous souhaitons également remercier Vittoria Cavicchioni, John Smyth, John Simpson, Ranwa Safadi et Andrés Osorio pour leurs précieuses contributions.

Les participants aux ateliers régionaux de l'ISU sur les statistiques de l'éducation à La Havane (Cuba) en juillet 2000 et à Panama (Panama) en mars 2001 sont les suivants :

Néstor AGUIRRE (Panama)	Modesto OZUNA HEREDIA (République dominicaine)
Rosa ÁLVAREZ CÁRDENAS (Cuba)	Juan Carlos PALAFOX (OREALC/UNESCO)
Víctor Hugo BOLAÑOS VACA (Équateur)	Mara PÉREZ de TORRANO (Uruguay)
Diego F. BURBANO VALDIVIESO (Équateur)	Emilio PORTA PALLAIS (Nicaragua)
Ivan CASTRO de ALMEIDA (Brésil)	Eliécer RAMÍREZ VARGAS (Costa Rica)
Guillermo COBA (Équateur)	Alberto RIVEROS CRUZ (Colombie)
Ana María CORVALÁN (OREALC/UNESCO)	Daniel RODRÍGUEZ CERRITO (Honduras)
Ricardo Alfonso CRUZ GUEVARA (El Salvador)	Hernando RODRÍGUEZ CHAPARRO (Colombie)
Paula DARVILLE (Chili)	María Florencia RODRÍGUEZ MARTÍN (Costa Rica)
Eva FLEITAS (Paraguay)	Nelly Guadalupe RODRÍGUEZ ORTIZ (El Salvador)
María del Carmen GONZÁLEZ BAYÓN (Cuba)	José Joaquín SANTOS J. (République dominicaine)
César A. GUADALUPE M. (Pérou)	Pablo Luis TROUCHÓN MELÉNDEZ (Colombie)
Carlos GUTIÉRREZ FERNÁNDEZ (Bolivie)	Erika VALLE BUTZE (Mexique)
Pablo Víctor HEREDIA LINARES (Bolivie)	Jorge Enrique VARGAS MANTILLA (Guatemala)
Rodolfo A. HERRERA (Panama)	Renné VELÁSQUEZ-BENÍTEZ (Panama)
Plácido HERRERA (Venezuela)	Héctor Alejandro VERA MOHORADE (Argentine)
Mariano JIMÉNEZ ZÁBALA (République dominicaine)	Silvia Margarita VIÑA BRITO (Cuba)
Benito LAINÉS (Honduras)	Carlos WONG (Guatemala)
Orlando LÓPEZ ROSALES (Cuba)	Gilmar ZAMBRANA (Bolivie)
Carlos Eduardo MORENO SAMPAIO (Brésil)	Felipa Yolanda ZAMORA URBINA (Nicaragua)
Luis Francisco NIEVES V. (Guatemala)	

# Amérique Latine et les Caraïbes

## Errata

Les données pour la Bolivie et la Costa Rica se réfèrent à l'année 1999.

Page 56-57

Table A1

**Enseignement préprimaire (ISCED 0) et autres programmes d'éveil de la petite enfance (PEPE), 1998**

Le nombre d'élèves par enseignant pour le Chili devrait être... (données manquantes).

Page 58

**Tableau A2**

**Enseignement primaire (CITE 1) et espérance de vie scolaire, 1998**

Les données pour le taux brut et net d'admission pour l'Équateur sont incorrectes. Veuillez ne pas en tenir compte.

Page 60-61

**Tableau A3**

**Enseignement secondaire (CITE 2 et 3) et enseignement post-secondaire non supérieur (CITE 4), 1998**

Concernant le nombre d'élèves par enseignant, il faut lire:

Pour le Brésil: 36

Pour le Chili: 29

Pour l'Uruguay: 15